

# **Evaluation externe des programmes et outils d'information en français pour le développement durable : Méditerranée et Objectif Terre**

**Rapport final**



**Avril 2018**

### **Avertissement**

Le présent rapport relève de la seule responsabilité des consultants de *Planète Publique* et ne saurait engager ni l'IFDD, ni l'Organisation Internationale de la Francophonie.

### **Auteurs du rapport**

- Benoît Simon, directeur associé
- Justine Eude, consultante confirmée

## Sommaire

CADRAGE .....	7
<b>1 MISE A PLAT DES OUTILS .....</b>	<b>8</b>
1.1 OBJECTIF TERRE ET MEDIATEPPE DANS LA STRATEGIE FRANCOPHONE .....	8
1.1.1 <i>Une prise en compte progressive par l'OIF des enjeux de diffusion d'information, rythmée par des évènements internationaux.....</i>	8
1.1.2 <i>Des outils portés par l'IFDD .....</i>	11
1.2 MODALITES DE FONCTIONNEMENT DES OUTILS .....	13
1.2.1 <i>Objectif Terre.....</i>	13
1.2.2 <i>Médiaterre.....</i>	14
1.2.3 <i>Synthèse des outils et logique d'action.....</i>	16
<b>2 REFERENTIEL D'EVALUATION.....</b>	<b>19</b>
2.1 PRESENTATION DES QUESTIONS EVALUATIVES .....	19
2.2 DECLINAISON DES QUESTIONS EVALUATIVES .....	20
<b>3 METHODOLOGIE DE L'EVALUATION .....</b>	<b>24</b>
<b>ANALYSE PAR REGISTRE.....</b>	<b>25</b>
<b>4 PERTINENCE.....</b>	<b>26</b>
4.1 DES BESOINS ENCORE IMPORTANTS DE DISPOSER DE RESSOURCES FIABLES SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE, MAIS QUI SE SONT SPECIFIES.....	26
4.1.1 <i>Des outils originellement conçus dans un contexte marqué par un nombre limité de ressources disponibles sur le développement durable.....</i>	26
4.1.2 <i>Des besoins qui restent néanmoins d'actualité en particulier sur le registre de la langue française.....</i>	26
4.1.3 <i>Des besoins très variés mais tendant à se spécialiser sur une volonté croissante de disposer d'informations « pratiques ».....</i>	29
4.2 UNE STRATEGIE D'ACTION ENONCEE, MAIS DONT LES OBJECTIFS RESTENT VASTES ET PEU CIBLES ...	33
4.2.1 <i>Deux outils reposant sur des objectifs stratégiques établis et distincts .....</i>	33
4.2.2 <i>Médiaterre : des objectifs relatifs à un registre opérationnel, ne permettant pas d'identifier la logique d'action retenue.....</i>	34

4.2.3	<i>Objectif Terre : des objectifs qui ne reflètent pas la véritable fonction de la revue</i> .....	36
<b>5</b>	<b>COHERENCE INTERNE</b> .....	<b>38</b>
5.1	DES OUTILS DONT LE POSITIONNEMENT RESTE INSUFFISAMMENT PRECISE DANS LA STRATEGIE DE L'IFDD ET DECONNECTES DE L'OIF.....	38
5.1.1	<i>Des outils positionnés artificiellement dans la stratégie de l'OIF, sur un registre « communicationnel »</i> .....	38
5.1.2	<i>Une relative déconnexion de Médiaterre vis-à-vis de l'évolution de la stratégie et de l'action de l'IFDD</i> 40	
5.2	UNE ARTICULATION INTER-OUTILS PEU EVIDENTE AU SEIN DE L'IFDD .....	41
5.3	D'UN POINT DE VUE OPERATIONNEL, DES OUTILS EN MARGE DE L' ACTION DE L'IFDD.....	42
5.3.1	<i>Une gestion peu collective des outils en interne et une mobilisation différenciée de ceux-ci par les spécialistes de programmes</i> .....	42
5.3.2	<i>Médiaterre : un outil partenarial qui tend à s'éloigner de l'IFDD</i> .....	43
<b>6</b>	<b>COHERENCE EXTERNE</b> .....	<b>44</b>
6.1	DES OUTILS INTERESSANTS POUR LEUR POSITIONNEMENT MULTITHEMATIQUE SUR LA LANGUE FRANÇAISE.....	44
6.2	<i>OBJECTIF TERRE : UN OUTIL EN CONCURRENCE AVEC D'AUTRES PRODUCTIONS EXTERNES QUI CONCERNENT LE SUIVI DES GRANDES CONVENTIONS</i> .....	44
6.3	<i>MEDIATERRE : UN OUTIL CONCURRENCE MAIS QUI CONSERVE DES ATOUTS SPECIFIQUES</i> .....	45
<b>7</b>	<b>MISE EN ŒUVRE - MEDIATERRE</b> .....	<b>46</b>
7.1	UN VOLET STRATEGIQUE INSUFFISAMMENT INVESTI.....	46
7.1.1	<i>Une gouvernance délaissée engendrant un fonctionnement bilatéral « routinier » de l'outil</i> ..	46
7.1.2	<i>Des choix partenariaux qui manquent de structuration, ne s'intégrant pas dans une stratégie plus globale</i> .....	46
7.1.3	<i>Un volet communicationnel plutôt délaissé, et ne faisant pas l'objet d'une stratégie propre</i> ...	47
7.2	UN FONCTIONNEMENT OPERATIONNEL, MAIS ARTIFICIEL ET PEU CADRE .....	47
7.2.1	<i>Une production effective d'information sur la plateforme</i> .....	47
7.2.2	<i>Un projet reposant en grande partie sur l'incitation financière</i> .....	48
7.2.3	<i>Des partenaires opérationnels isolés et peu orientés</i> .....	49
7.2.4	<i>Un investissement protéiforme des animateurs selon les portails</i> .....	51
7.3	UNE PLATEFORME ADAPTEE MAIS SUSCEPTIBLE D'ETRE ENCORE AMELIOREE .....	52

7.3.1	<i>Une structure technique marginalement « limitante » pour les animateurs mais compensée par une équipe technique à l'écoute des besoins</i>	52
7.3.2	<i>Un outil fonctionnel mais dont l'ergonomie pourrait être améliorée</i>	52
7.3.3	<i>Une plateforme qui ne favorise pas l'interaction</i>	53
<b>8</b>	<b>MISE EN ŒUVRE – OBJECTIF TERRE</b>	<b>54</b>
8.1	UNE DYNAMIQUE COLLECTIVE FAIBLE MAIS QUI N'A PAS SEMBLE POSER DE PROBLEMES MAJEURS DANS LA REALISATION DE LA REVUE	54
8.1.1	<i>Une gouvernance limitée</i>	54
8.1.2	<i>Un travail en silo important qui ne nuit cependant pas directement à l'action de production</i>	54
8.2	UN PROJET GLOBALEMENT FONCTIONNEL MAIS CONFRONTE A QUELQUES DIFFICULTES ORGANISATIONNELLES	55
8.2.1	<i>Une organisation de la production plutôt fonctionnelle générant une information de qualité</i>	55
8.2.2	<i>Quelques difficultés liées à la mise en cohérence de la revue avec l'actualité ainsi qu'à sa distribution</i>	55
8.3	UN OUTIL DONT LE FORMAT APPARAÎT PERTINENT POUR LES LECTEURS	56
<b>9</b>	<b>EFFICACITE - MEDIATERRE</b>	<b>57</b>
9.1	UN OUTIL EFFECTIVEMENT RELAYE MAIS DONT LA NOTORIETE RESTE PLUTOT LIMITEE	57
9.1.1	<i>Des chiffres qui témoignent d'un nombre de lecteurs conséquent dans l'absolu et d'un lectorat qui continue à s'étoffer</i>	57
9.1.2	<i>Un média disposant malgré tout d'une notoriété encore limitée au regard du « potentiel francophone »</i>	58
9.2	UN OUTIL QUI PEINE A GENERER UNE DYNAMIQUE D'ENSEMBLE, A LA FOIS SOUS L' ANGLE DE LA PARTICIPATION ET DE LA COLLABORATION	59
9.2.1	<i>Une contribution faible du lectorat à la production d'articles freinant la remontée d'informations « de terrain »</i>	59
9.2.2	<i>Une plateforme faiblement génératrice d'interactions, peinant en conséquence à faire émerger une communauté dynamique</i>	60
9.3	UN OUTIL RELATIVEMENT CLASSIQUE, N'OFFRANT PAS DE PLUS-VALUE SPECIFIQUE	62
9.3.1	<i>Un contenu apprécié mais limité en volume et un traitement de l'information susceptible d'être amélioré</i>	62
9.3.2	<i>Une plus-value limitée au-delà des bénéfices d'un accès renforcé à l'information sur le développement durable</i>	63

<b>10</b>	<b>EFFICACITE – OBJECTIF TERRE.....</b>	<b>65</b>
10.1	UNE DIFFUSION CONFIDENTIELLE.....	65
10.2	UN CONTENU APPRECIÉ MAIS PLUTÔT CLASSIQUE CONSIDÉRANT LA NATURE DES INFORMATIONS TRAITÉES.....	65
10.3	UN OUTIL PLUTÔT UTILE, MAIS S’ADRESSANT PLUS AU SECTEUR UNIVERSITAIRE QU’AUX NEGOCIATEURS.....	67
	<b>CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>68</b>
<b>11</b>	<b>CONCLUSIONS.....</b>	<b>69</b>
11.1	QUELLE APPRÉCIATION PEUT-ON PORTER SUR LA PERTINENCE DES DEUX OUTILS RELATIVEMENT AUX BESOINS DES PUBLICS CIBLES ?.....	69
11.2	LES OUTILS PROPOSÉS S’ARTICULENT-ILS CORRECTEMENT AVEC D’AUTRES OUTILS/PROGRAMMES MENÉS PAR L’IFDD ? .....	69
11.3	LES OUTILS PROPOSÉS S’INSCRIVENT-ILS EN COMPLÉMENTARITÉ AVEC D’AUTRES OUTILS FRANCOPHONES DISPONIBLES ?.....	69
11.4	LA GESTION OPÉRATIONNELLE ET LES RESSOURCES AFFECTÉES À CES OUTILS SONT-ILS ADAPTÉS POUR ASSURER LEUR DÉPLOIEMENT ET LEUR ÉVOLUTION DANS LE TEMPS ?.....	70
11.5	LES RÉSULTATS EN TERMES DE DIFFUSION ET DE PUBLIC TOUCHÉ SONT-ILS À LA HAUTEUR DES OBJECTIFS QUI LUI ÉTAIENT ASSIGNÉS ?.....	70
11.6	LES OUTILS ONT-ILS UNE VALEUR AJOUTÉE POUR LE PUBLIC QUI LES CONSULTE ?.....	70
11.7	LES OUTILS SONT-ILS SUSCEPTIBLES DE PERDURER ET DE PRODUIRE LES EFFETS ESPÉRÉS À L’AVENIR SANS L’INTERVENTION DE L’IFDD ?.....	71
<b>12</b>	<b>RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>72</b>

## CADRAGE

## 1 Mise à plat des outils

### 1.1 Objectif Terre et Médiaterre dans la stratégie francophone

#### 1.1.1 Une prise en compte progressive par l'OIF des enjeux de diffusion d'information, rythmée par des événements internationaux

L'OIF a intégré la problématique du développement durable à sa politique dès 1988, avec la création de IEPF, **L'Institut de l'Énergie des Pays ayant en commun l'usage du Français**, devenu **l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD)** en 2013. Cette première structure avait à l'origine pour objectif de veiller à la prise en compte des enjeux liés au secteur de l'énergie, alors bousculé par des crises mondiales. La revue **Liaison Francophonie-Énergie** est d'ailleurs publiée dès la création de l'institut et constitue le premier outil de diffusion d'informations relatives au développement durable, sans qu'il soit cependant intégré à une stratégie plus globale d'amélioration de l'accessibilité des informations.

En 1992, l'information est identifiée comme un aspect central du développement durable par la communauté internationale. Le 10<sup>e</sup> principe de la conférence de Rio (**Sommet de la Terre de 1992**) souligne en effet l'importance d'un accès de tous les individus aux informations concernant leur environnement et les éventuelles activités ou substances dangereuses auxquelles ils pourraient être exposés. L'Agenda 21, adopté au cours de ce même Sommet par 176 Etats, vient compléter et préciser le rôle de l'accès à l'information dans le cadre du développement durable. Celui-ci s'articule autour de deux principaux enjeux :

- L'information y est envisagée à travers son rôle d'aide à la décision, et l'accès à des informations fiables, complètes et actualisées est considéré comme indispensable à la mise en œuvre de politiques fidèles aux principes du développement durable (Cet aspect est traité principalement au sein du chapitre 40).
- Par ailleurs, l'information et la sensibilisation de la population, au-delà des seuls décideurs sont considérées comme des leviers importants du développement durable à travers notamment la « **Promotion de l'éducation, (...) de l'information publique et (...) de la formation** » (chapitre 36). **Les citoyens, quelle que soit leur origine, doivent pouvoir par ailleurs accéder aux informations et diffuser les savoir dont ils disposent (article 40.1).**

**Les résolutions du sommet de Rio sont intégrées par l'IFDD en 1996 et constituent dès lors la ligne directrice de son action.** L'institut inscrit donc très rapidement sa politique dans la continuité directe des grands textes internationaux relatifs au développement durable. C'est d'ailleurs deux ans après cette inscription des résolutions de Rio au sein de ces enjeux que l'IFDD lance **Objectif Terre**, sur la base d'une idée de l'Observatoire de l'écopolitique internationale (OEI), centre de recherche situé à l'origine à l'Université du



Québec à Montréal (UQÀM) puis à l'Université de Laval. En créant ce support d'information dédié aux francophones concernés par les négociations internationales sur le développement durable, l'IFDD intègre pleinement l'enjeu d'accès à l'information à ses objectifs, principalement dans sa dimension d'aide à la décision, tout en les articulant aux enjeux propres de la francophonie comme le renforcement de l'influence du réseau francophone au sein de la communauté internationale.

C'est ensuite en marge du **sommet mondial pour le développement durable de 2002 à Johannesburg**, sommet ayant permis de réitérer les recommandations de l'Agenda 21 tout en mettant l'accent sur le rôle des technologies de l'information, que l'IFDD se dote d'un troisième outil de diffusion d'informations relatives au développement durable : **Mediaterre**.

Son lancement fait suite à une étude de l'école des Mines de Saint-Etienne ayant révélé une sous-représentation des contenus en français dans le domaine de l'environnement et du développement durable. Il vient donc compléter les outils de l'IFDD jusque-là orientés vers un public très spécifique d'experts et de décideurs politiques, en proposant une plateforme de diffusion et de partage d'informations à un public incomparablement plus large que celui de la revue Liaison Énergie-Francophonie et du bulletin d'informations Objectif Terre. Là encore les objectifs propres de la francophonie, tels que la diffusion et la préservation de la langue française, sont mis en complémentarité avec des objectifs plus globaux de développement durable.

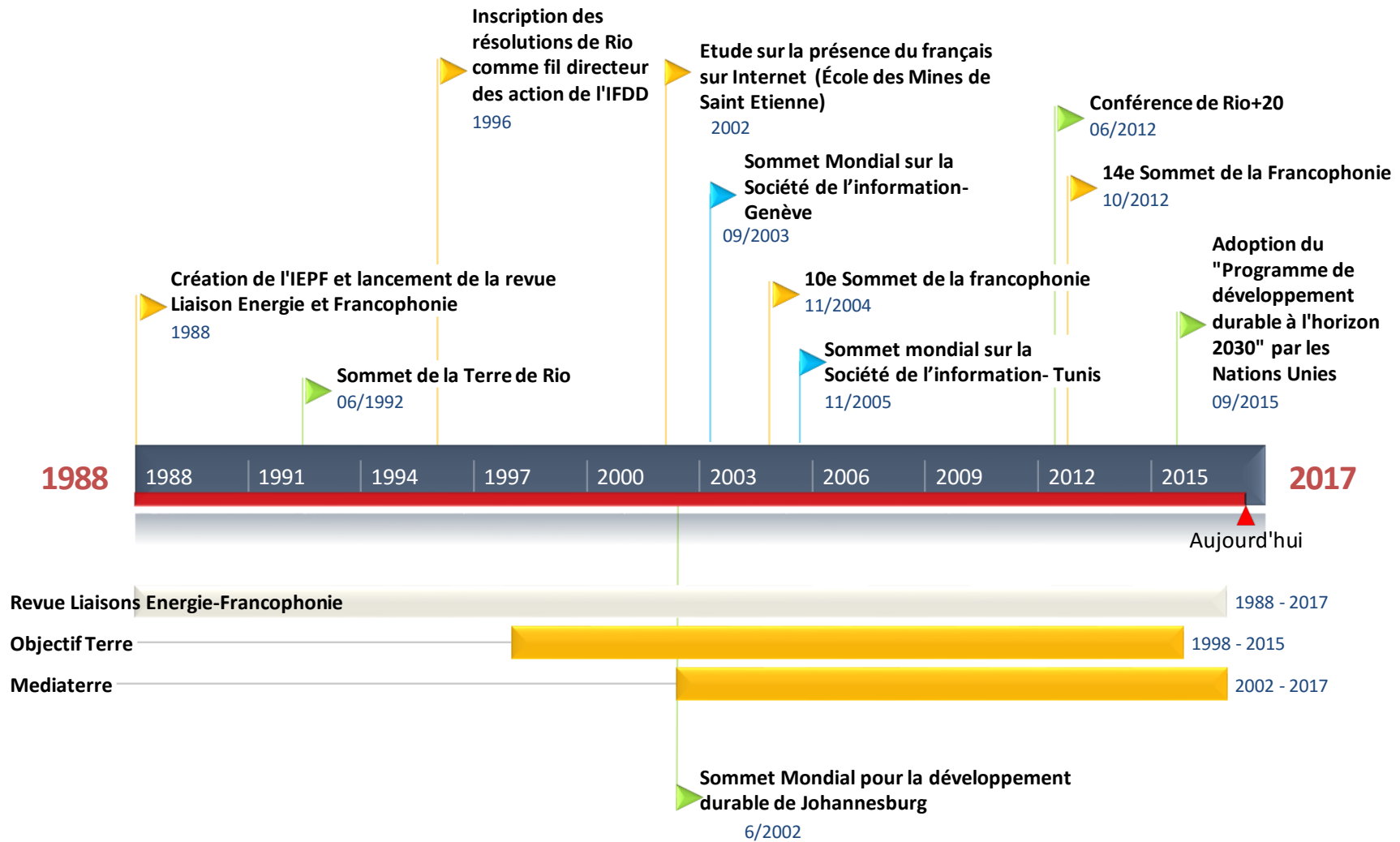
Cette complémentarité d'objectifs est d'autant plus avérée que les cahiers des charges des outils d'information de l'IFDD font par ailleurs échos aux recommandations des **Sommets mondiaux pour la société de l'information** (Genève en 2002 et à Tunis en 2005) qui soulignent l'importance, entre autres, de la promotion de la diversité culturelle et linguistique dans les médias et de la réduction de la fracture numérique entre le Nord et le Sud. L'enjeu de l'accès à l'information dans le cadre du développement durable est depuis régulièrement réaffirmé, aujourd'hui notamment à travers la définition des nouveaux objectifs de Développement Durable<sup>1</sup> (ODD).

Comme le montre la frise ci-après, qui résume l'ensemble de ces événements, l'inscription du développement d'outils de diffusion d'informations sur le développement durable au sein de la stratégie globale de l'OIF<sup>2</sup> prend donc toute sa pertinence, tant au regard des textes internationaux relatifs au développement durable, que des objectifs plus spécifiques du réseau francophone.

---

<sup>1</sup> Leur négociation a débuté lors de la Conférence de Rio +20, et se solda par l'adoption en 2015 du Programme de développement durable à l'horizon 2030 par l'Assemblée Générale des Nations Unies

<sup>2</sup> A travers notamment les résolutions du Xème Sommet de la Francophonie de 2004, de la Stratégie de la Francophonie numérique élaborée en 2012 ainsi que des orientations du Cadre Stratégique 2015-2022.

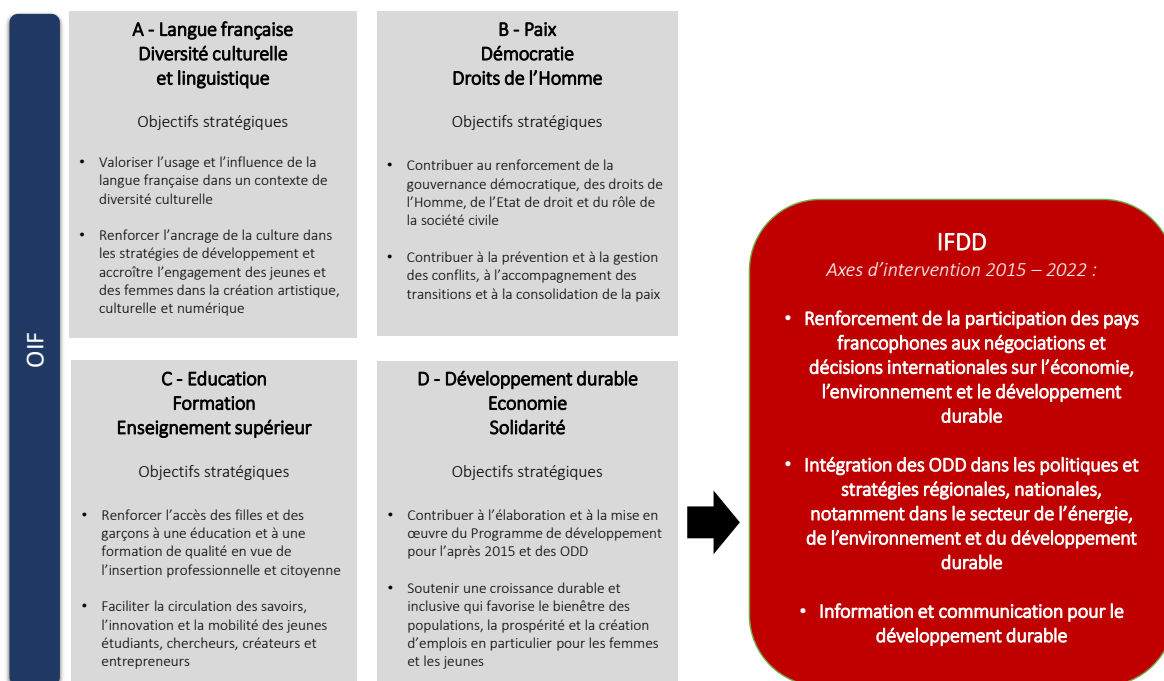


### 1.1.2 Des outils portés par l'IFDD

Organe subsidiaire de l'OIF et situé à Québec, l'IFDD a pour mission de contribuer :

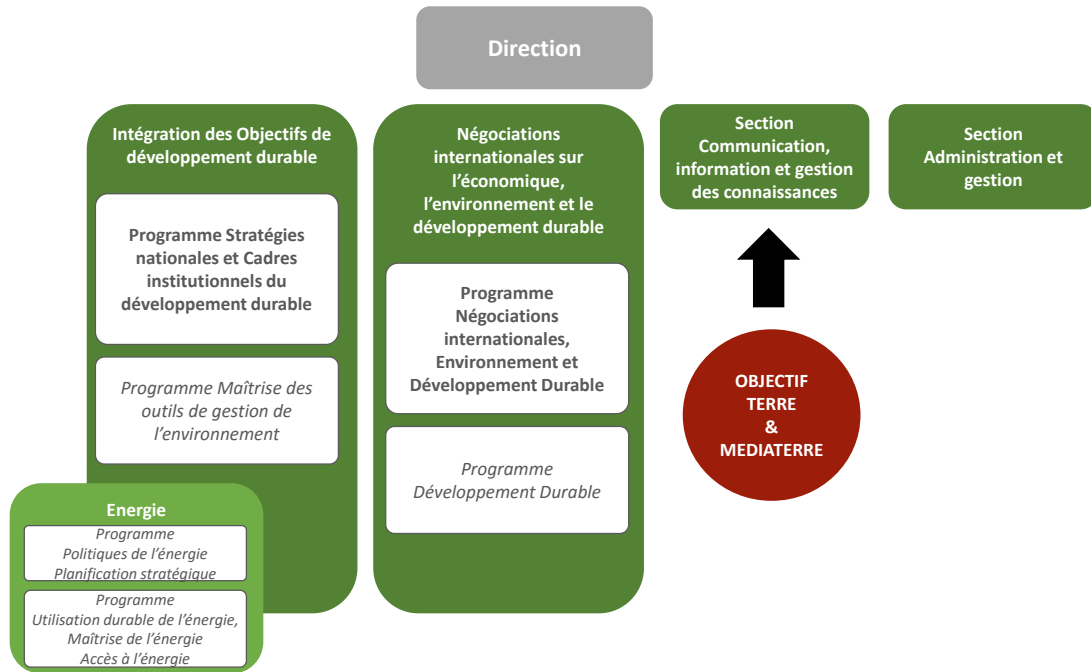
- à la formation et au renforcement des capacités des différentes catégories d'acteurs de développement des pays de l'espace francophone dans les secteurs de l'énergie et de l'environnement pour le développement durable ;
- à l'accompagnement des acteurs de développement dans des initiatives relatives à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes de développement durable ;
- à la promotion de l'approche développement durable dans l'espace francophone ;
- au développement de partenariats dans les différents secteurs de développement économique et social, notamment l'environnement et l'énergie pour le développement durable.

L'action de l'IFDD s'inscrit dans la mission D du Cadre Stratégique Décennal (CSD) 2015-2022 de l'OIF, lequel comprend deux axes : l'un visant à contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre du Programme de développement pour l'après 2015 et des ODD, et l'autre visant à soutenir une croissance durable et inclusive, qui favorise le bien-être des populations, la prospérité et la création d'emplois en particulier pour les femmes et les jeunes.



Au sein de l'IFDD, Objectif Terre et Médiaterre sont des outils qui permettent principalement de répondre à l'objectif « d'information et de communication pour le développement durable », troisième axe de l'intervention 2015-2022 de l'IFDD.

De ce fait, ces outils sont principalement pilotés en interne par la section « communication, information et gestion des connaissances », qui comprend une équipe de 3 personnes : un chargé de communication responsable du service information et documentation, une assistante de communication, et une Volontaire Internationale de la Francophonie.



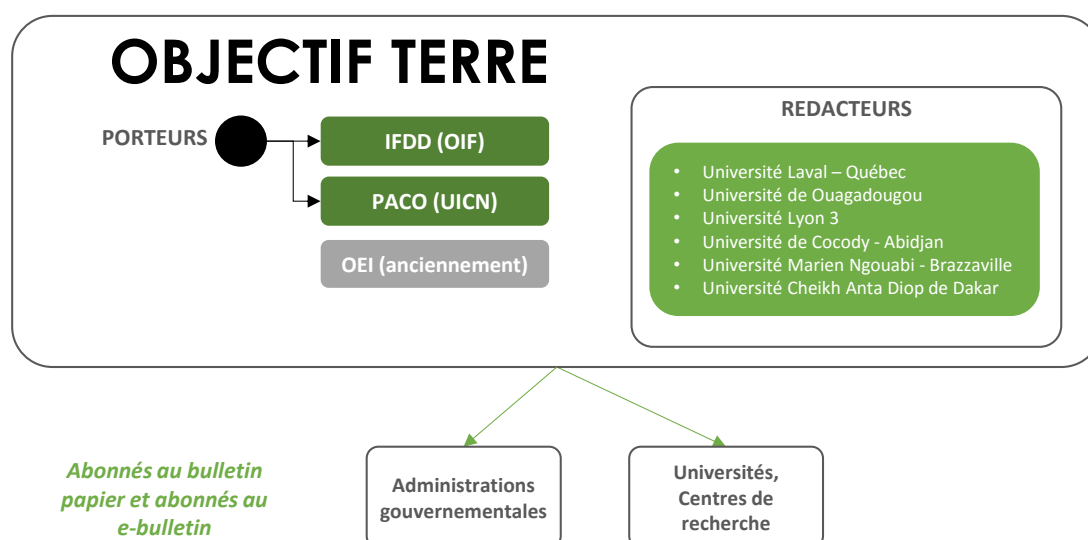
## 1.2 Modalités de fonctionnement des outils

S'inscrivant dans une volonté de diffuser de l'information fiable sur le développement durable, les deux outils Médiaterre et Objectif Terre poursuivent des objectifs similaires selon des logiques d'action différenciées. En effet, si les deux outils visent in fine principalement tous deux à renforcer l'influence des pays francophones dans les négociations internationales ainsi qu'à les accompagner dans la mise en œuvre de leurs politiques publiques en matière de développement durable, le type d'informations diffusées, les cibles visées, ainsi que les formats utilisés sont spécifiques à chacun de ces outils.

### 1.2.1 Objectif Terre

Suite au 10<sup>ème</sup> anniversaire de l'Institut, Objectif Terre est d'abord né en 1998 d'un partenariat entre l'IFDD et l'Observatoire de l'Ecopolitique Internationale (OEI), avant de reposer sur la mobilisation d'équipes issue de 6 universités francophones des pays du Sud et du Nord, coordonnées par le PACO (UICN).

Les acteurs mobilisés dans le cadre de cet outil sont les suivants :



Il consiste en un bulletin d'information, faisant état des développements internationaux liés à l'évolution et à la mise en œuvre des trois grandes conventions environnementales (biodiversité, changement climatique et désertification), auxquelles s'ajoutent les questions liées à l'eau, aux forêts et à la gouvernance internationale du développement durable.

En moyenne 4 numéros par an ont paru chaque année depuis 1998, comprenant pour chacun d'entre eux les six rubriques suivantes :

- Gouvernance internationale du développement durable (et accords multilatéraux sur l'environnement)
- Diversité biologique
- Changements climatiques
- Lutte contre la désertification

- Forêts
- Eau

Pour chaque numéro, les universités partenaires ont été amenées à produire un article de 5 600 mots maximum relevant de leur thème.

Le Comité éditorial, composé de représentants de l'IFDD, de l'UICN et de chaque université partenaire, s'est réuni une fois par an, d'abord en présentiel (avec l'OEI), puis de préférence par visioconférence (avec l'UICN-PACO), pour faire le bilan, déterminer les orientations, examiner le calendrier des événements importants à couvrir, etc.

En 2009, une enquête d'appréciation du bulletin a été menée par le groupe ENERIS Environment Energy Consultants. Ce bilan a permis d'apporter des informations sur les profils des lecteurs, qui se sont révélés être majoritairement des ingénieurs, techniciens et économistes (34,8%), mais aussi administrateurs et cadres supérieurs (19,9%). Plus de la moitié des lecteurs (55,3%) travaillent dans le développement durable et 39,7% dans l'évaluation environnementale.

Des évolutions stratégiques ont jalonné le parcours de cet outil et ont permis son développement : celui-ci s'est progressivement déployé avec la création d'un bulletin électronique, la création d'un portail web ou l'investissement croissant sur les médias sociaux. Inversement, il a été marqué par une forme de déclin à partir de 2012, avec une réduction du budget alloué comparativement à la période précédente (le budget annuel est passé de 96 000 \$ à 67 567 \$), l'abandon du portail web en 2013, puis l'arrêt de la parution du bulletin à partir de 2015. Après la COP21, sa diffusion a en effet été provisoirement stoppée pour prendre le temps de repenser le format de l'outil.

### 1.2.2 Médiaterre

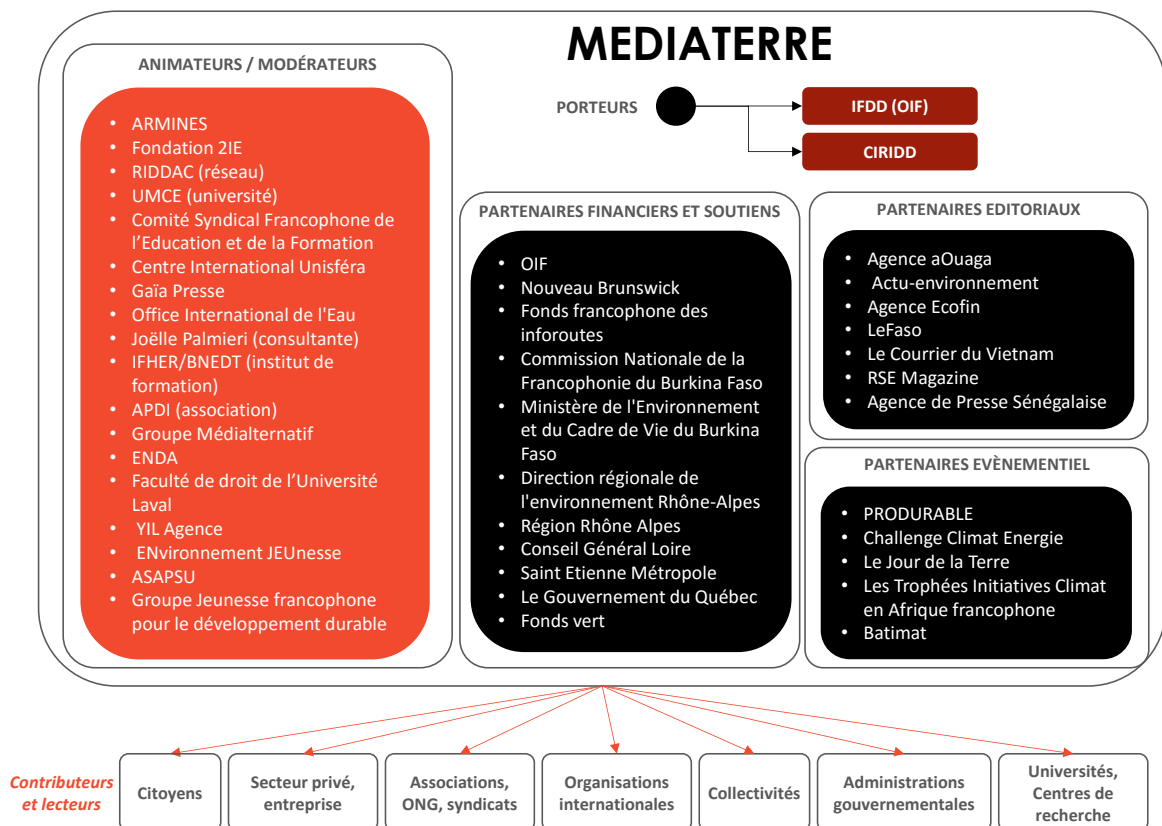
A la fin des années 1990, une première plateforme de mise en réseau des sites d'information portée par l'Ecole des Mines de Saint Etienne est mise en place : Agora 21, qui devient ensuite un élément important du « Réseau RELIEF » (Réseau de Liaison et d'échange de l'Information Environnementale Francophone) puis du réseau RESIDD (réseau de sites Internet pour le développement durable). En 2002, ce projet est repris et donne place à Médiaterre, un système de dépêches d'actualités mis en place pour assurer le suivi des grands événements dans le domaine du développement durable, progressivement élargi de façon à permettre à tout lecteur d'être contributeur.

#### *Modalités partenariales*

Médiaterre s'appuie sur des niveaux partenariaux pluriels, en fonction des différents rôles utiles à la mise en œuvre du projet :

- L'IFDD et le CIRIDD représentent les partenaires fondateurs, principaux porteurs du projet, chargés de le piloter et de le développer.
- Une dizaine d'animateurs/modérateurs sont associés, liés financièrement ou non à l'IFDD. Ils sont responsables d'un portail ou d'une thématique, et réalisent à ce titre les tâches de veille, de rédaction, de modération, et œuvrent à l'identification de nouveaux contributeurs et partenaires.
- Des partenariats spécifiques sont établis pour soutenir le projet : partenariats financiers, partenariats éditoriaux, partenariats événementiels...

- Enfin, plus de 11 000 membres inscrits suivent la plateforme et ont la possibilité d'y contribuer.



### **Gouvernance du projet**

En tant que porteurs du projet, l'IFDD et le CIRIDD sont impliqués dans sa gouvernance à travers le Comité directeur de Médiaterre (CODIR) et son Comité de pilotage (COFIL). Les animateurs de portails ont pour leur part des tâches de veille d'information, de rédaction et de modération des dépêches postées sur les portails dont ils sont responsables.

**Le CODIR**, composé d'un nombre égal de représentants de l'IFDD et du CIRIDD, se réunit au moins une fois par an pour faire le bilan de la période écoulée, suivre l'avancement de la mise en œuvre du projet, et organiser son déploiement (réalisation de supports de communication et études, recherche de partenaires...).

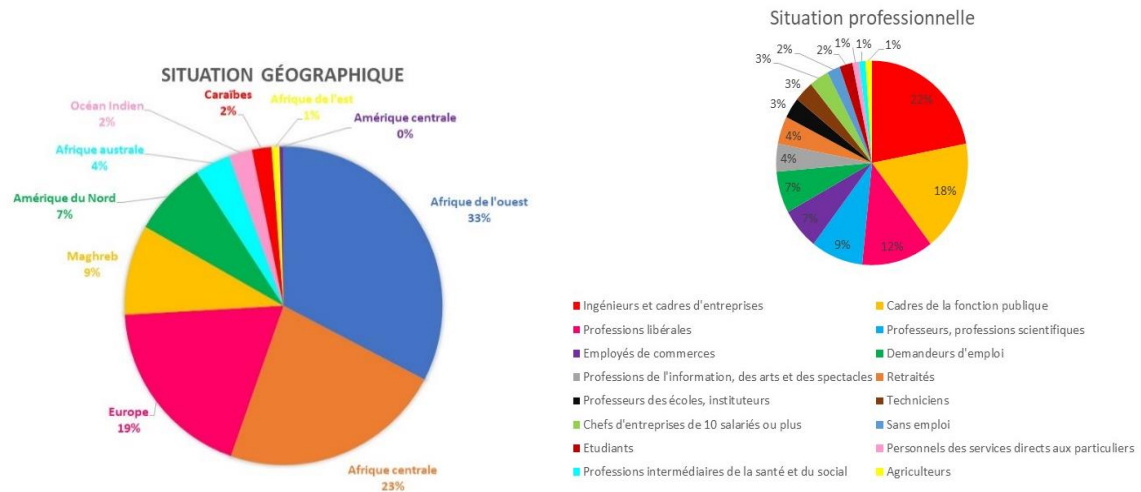
**Le COFIL**, composé du CODIR, des bailleurs de fonds publics, des animateurs de portails et d'experts invités, est chargé d'évaluer et orienter le projet en fonction des enjeux identifiés. Prévu pour être réuni une fois tous les deux ans originellement, ses modalités de fonctionnement ont été allégées au cours du temps (séminaires, puis organisation de visio-conférence, puis cessation de sa mobilisation à partir de 2012).

### **Caractéristiques de diffusion**

Durant le premier semestre 2017, Médiaterre comptait 11 360 inscrits et 3 204 dépêches publiées. Développée en version de test fin 2015, l'application mobile Médiaterre a été

téléchargée 214 fois dans les 6 premiers mois qui ont suivi sa création. L'outil compte également un compte Twitter, intitulé @Médiaterre qui compte 12 400 abonnés et des comptes thématiques comme @Médiaterre\_Eau (916 abonnés), @Villes\_durables (143 abonnés) et @MédiaterreGenre, qui recense 39 abonnements et 11 abonnés au 4 juillet 2017, soit deux mois après sa création.

Plus des deux tiers des lecteurs de Mediaterrre (68,5%) vivent dans un pays africain, et sont majoritairement professionnels.



### 1.2.3 Synthèse des outils et logique d'action

Le tableau suivant récapitule ainsi les composantes de ces deux outils, et met de cette façon en évidence leurs similarités et différences.

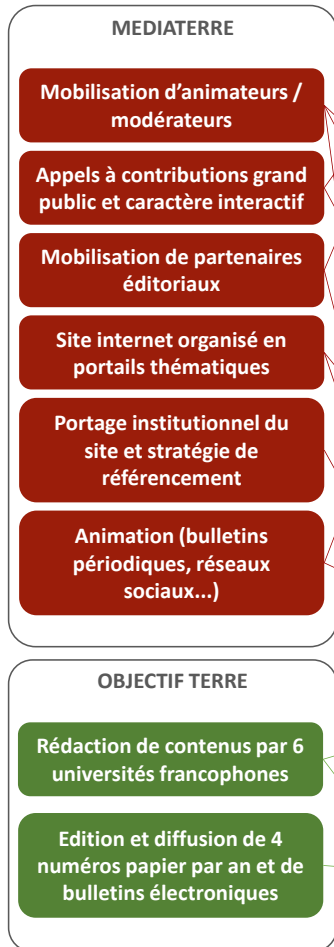
	MEDIATERRE	OBJECTIF TERRE
Objectifs généraux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accompagner les pays membres dans la mise en œuvre des politiques régionales, nationales et locales sur le développement durable et l'économie</li> <li>Renforcer l'influence des pays francophones dans la prise de grandes décisions internationales en consolidant leurs capacités</li> <li>Contribuer à la réduction de la fracture numérique Nord/Sud</li> <li>Concourir au renforcement de la présence du français sur internet</li> <li>Promouvoir la diversité culturelle sur la toile et valoriser la pluralité des points de vue (en valorisant notamment les connaissances des acteurs des pays du Sud)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accompagner les pays membres dans la mise en œuvre des politiques régionales, nationales et locales sur le développement durable et l'économie</li> <li>Renforcer l'influence des pays francophones dans la prise de grandes décisions internationales en consolidant leurs capacités</li> <li>Réduire la fracture linguistique ressentie lors des négociations internationales</li> </ul>
Objectifs opérationnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>Diffuser de l'information en français sur le développement durable</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Regrouper l'information pour l'usage des pays francophones concernés par les</li> </ul>



	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Produire de l'information en français sur le développement durable</li> <li>• Assurer la couverture médiatique des manifestations et événements majeurs du développement durable</li> <li>• Renforcer les capacités des acteurs du Sud par des actions de formation à l'usage des TIC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• négociations internationales sur l'environnement et le développement durable</li> <li>• Fournir des repères didactiques afin de faciliter la compréhension générale des dynamiques internationales en cours</li> <li>• Servir de forum général de communication des activités du monde francophone</li> </ul>
Cible	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tous les acteurs du développement durable de l'espace francophone, et les citoyens</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Décideurs, fonctionnaires, chercheurs et étudiants</li> <li>• Lectorat africain en particulier</li> </ul>
Thématiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 50aine de thématiques, correspondant globalement aux thématiques initiales de l'Agenda 21 de Rio</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Biodiversité, changement climatique, désertification, eau, forêts, gouvernance internationale</li> </ul>
Type d'information	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Articles et dépêches indexées selon 7 rubriques : contribution, emplois-formation, initiatives-actions, manifestations-colloques, partenariats, publications, « sur la toile ».</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comptes rendus rédigés sur la base des rapports officiels des réunions ; annonces des réunions à venir ; publications ; calendrier. ; entrevues d'experts ou de personnalités</li> <li>• Evolution et mise en œuvre des AME</li> </ul>
Format	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plateforme web participative</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 4 bulletins papier annuels</li> <li>• E-bulletins</li> </ul>

Le diagramme logique d'impacts attendus réalisé ci-après rend compte de la logique d'action qui sous-tend ces deux outils, depuis les réalisations opérées jusqu'aux impacts recherchés.

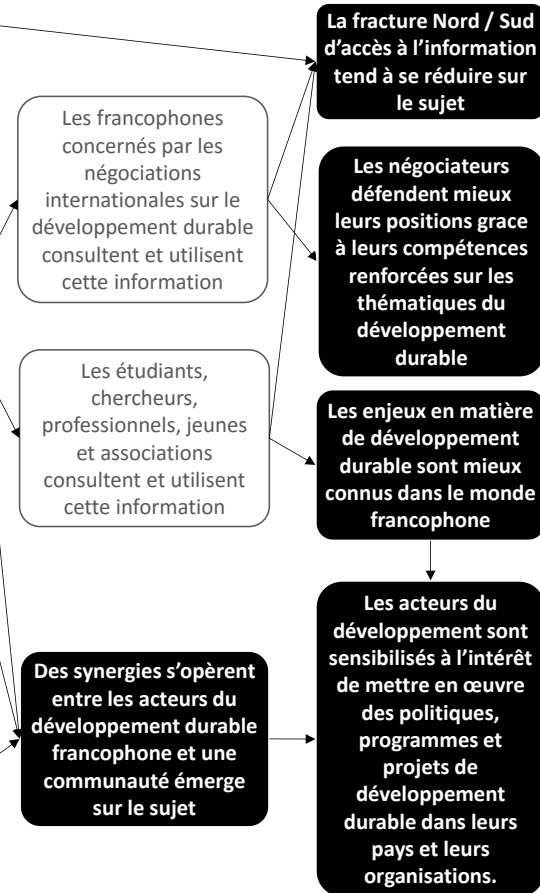
## RÉALISATIONS



## RESULTATS



## IMPACTS



## 2 Référentiel d'évaluation

### 2.1 Présentation des questions évaluatives

Le référentiel a servi de guide à la réalisation de l'évaluation. Il est organisé autour du questionnement suivant, structuré par 6 grands registres :

<b>I. PERTINENCE</b>	1. Quelle appréciation peut-on porter sur la pertinence des deux outils relativement aux besoins des publics cibles ?
	<i>1.1 Le format de ces outils est-il adapté pour toucher le public cible et répondre aux besoins identifiés ?</i>
	<i>1.2 Les contenus de ces outils sont-ils adaptés au regard des besoins ?</i>
<b>II. COHERENCE</b>	2. Les outils proposés s'articulent-ils correctement avec d'autres outils/programmes menés par l'IFDD ?
	3. Les outils proposés s'inscrivent-ils en complémentarité avec d'autres outils francophones disponibles au-delà de l'IFDD ?
<b>III. MISE EN ŒUVRE</b>	4. La gestion opérationnelle et les ressources affectées à ces outils sont-ils adaptés pour assurer leur déploiement et leur évolution dans le temps ?
<b>IV. EFFICACITE</b>	5. Les résultats en termes de diffusion et de public touché sont-ils à la hauteur des objectifs qui lui étaient assignés ?
	6. Les outils ont-ils une valeur ajoutée pour le public qui les consulte ?
<b>VI. VIABILITE</b>	7. Les outils sont-ils susceptibles de perdurer et de produire les effets escomptés à l'avenir sans l'intervention de l'IFDD ?

Chacune de ces questions est déclinée ci-après en critères d'appréciation et en indicateurs/descripteurs, qui ont permis d'établir le jugement et d'identifier les informations à collecter pour y parvenir.

## 2.2 Déclinaison des questions évaluatives

<b>Question 1</b>		Quelle appréciation peut-on porter sur la pertinence des deux outils relativement aux besoins des publics cibles ?	
<b>PERTINENCE</b>		1.1 Le format de ces outils est-il adapté pour toucher le public cible et répondre aux besoins identifiés ?	
<b>Critères</b>		<b>Indicateurs / Descripteurs / Collecte</b>	
<b>1</b>	Les outils sont accessibles facilement par les publics cibles	-	Capacité des lecteurs à accéder à internet Capacité des lecteurs à recevoir des formats papiers
<b>2</b>	Les outils sont facilement relayables	-	Présence sur les réseaux sociaux Notoriété ressentie des outils Sources de diffusion des outils (prise de connaissance des lecteurs)
<b>3</b>	MDT est facile d'utilisation et sa fonction est facilement identifiable	-	Compréhension de l'outil par les lecteurs Cohérence interne de l'architecture du site / ordonnancement des articles
<b>4</b>	Le volume d'information transmis via ces outils ainsi que le rythme de publication est pertinent	-	Nombre de dépêches par an sur MDT Nombre de pages par bulletin OT Nombre de numéro d'OT par an Appréciation du volume d'information par les lecteurs Appréciation de l'actualité de l'information lors de sa publication
<b>5</b>	MDT permet une interaction suffisante entre contributeurs-lecteurs	-	Possibilités offertes par le site MDT Appréciation des acteurs concernant les possibilités offertes par MDT
<b>6</b>	Les formats choisis évoluent en fonction des besoins et sont attractifs auprès des lecteurs	-	Capacité des outils à évoluer au cours du temps Appréciation des lecteurs concernant les formats papiers / web : avantages comparatifs

<b>Question 1</b>		Quelle appréciation peut-on porter sur la pertinence des deux outils relativement aux besoins des publics cibles ?	
<b>PERTINENCE</b>		1.2 Les contenus de ces outils sont-ils adaptés au regard des besoins ?	
<b>Critères</b>		<b>Indicateurs / Descripteurs / Collecte</b>	
<b>1</b>	Les besoins en matière d'information sur le développement durable sont clairement identifiés et le public cible défini	-	Présence d'études de besoin réalisées Contenu des enquêtes réalisées auprès des bénéficiaires Termes de références des outils Perception des porteurs des outils
<b>2</b>	Les thématiques abordées dans le cadre de ces deux outils sont pertinentes et en phase avec l'actualité	-	Choix des catégorisations / portails de MDT Choix des rubriques OT Adéquation entre les thématiques choisies et les besoins identifiés Adéquation de l'information avec les grands événements internationaux
<b>3</b>	Le type d'information diffusé est adapté pour le public cible	-	Niveau de technicité des informations Type de traitement des sujets (analyse, résultats de recherches, relais d'événements, opinions...) Obsolescence/actualité des sujets traités

<b>Question 1</b>		Quelle appréciation peut-on porter sur la pertinence des deux outils relativement aux besoins des publics cibles ?	
<b>PERTINENCE</b>		1.2 Les contenus de ces outils sont-ils adaptés au regard des besoins ?	
<b>4</b>	Les informations diffusées se centrent sur les problématiques des pays en développement	-	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appréciations de la proportion de sujets en lien avec les problématiques des pays en développement</li> <li>- Pertinence de ces sujets et qualité de leur traitement</li> </ul>

<b>Question 2</b>		Les outils proposés s'articulent-ils correctement avec d'autres outils/programmes menés par l'IFDD ?	
<b>COHERENCE</b>			
<b>Critères</b>		<b>Indicateurs / Descripteurs / Collecte</b>	
<b>1</b>	Les outils MDT et OT s'inscrivent dans la stratégie de l'OIF et permettent de répondre à certains de ses objectifs	-	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Adéquation avec la stratégie de l'OIF</li> <li>- Appréciation des agents de l'OIF</li> </ul>
<b>2</b>	Les outils MDT et OT s'inscrivent dans la stratégie de l'IFDD et permettent de répondre à certains de ses objectifs	-	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Adéquation avec la stratégie de l'IFDD</li> <li>- Appréciation des agents de l'IFDD</li> </ul>
<b>3</b>	OT et MDT sont des outils pertinents pour conforter les stratégies des différents chargés de programme de l'IFDD et de l'OIF	-	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Adéquation des thématiques et formats des outils aux besoins des agents</li> <li>- Capacité des agents à mobiliser ces outils</li> </ul>
<b>4</b>	Les outils MDT et OT sont intégrés dans une stratégie de communication transversale de l'OIF et de l'IFDD	-	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nature de la stratégie de communication de l'OIF et caractère transversal et englobant de celle-ci au sein de la structure</li> <li>- Nature de la stratégie de communication de l'IFDD et caractère transversal et englobant de celle-ci au sein de la structure</li> <li>- Place des outils au sein de cette stratégie</li> </ul>
<b>5</b>	Les agents de l'IFDD et de l'OIF connaissent ces outils et les utilisent sur leurs thématiques	-	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Niveau de connaissance de ces outils en interne</li> <li>- Niveau d'implication / utilisation de ces outils par l'ensemble des agents</li> <li>- Appréciation des agents de l'IFDD / OIF</li> </ul>
<b>6</b>	Les autres outils créés par l'IFDD et l'OIF ne sont pas concurrents avec OT et MDT et ceux-ci ne sont pas concurrents entre eux	-	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'outils de communication en interne</li> <li>- Type de contenus abordés par les autres outils</li> <li>- Formats des autres outils</li> <li>- Cibles visées par les autres outils</li> <li>- Appréciation des bénéficiaires et partenaires</li> <li>- Relais de contenus OT au sein de MDT</li> </ul>

<b>Question 3</b>		Les outils proposés s'inscrivent-ils en complémentarité avec d'autres outils francophones disponibles au-delà de l'IFDD ?	
<b>COHERENCE</b>			
<b>Critères</b>		<b>Indicateurs / Descripteurs / Collecte</b>	
<b>1</b>	Les autres outils de communication sur le développement durable en français ciblent un public différent et diffusent une information non proposée par OT et MDT	-	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Descriptif des autres outils existants</li> <li>- Appréciation des bénéficiaires et partenaires</li> <li>- Niveau de connaissance et d'utilisation des autres outils par les publics cibles</li> </ul>
<b>2</b>	Les outils similaires sont complémentaires avec MDT et OT	-	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Modalités d'articulation existantes</li> <li>- Comparaison du nombre de lecteurs avec ceux d'autres outils</li> <li>- Appréciation des bénéficiaires et partenaires</li> </ul>
<b>3</b>	MDT agit comme relais de l'ensemble des	-	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Capacité des modérateurs à identifier toutes les sources</li> </ul>

<b>Question 3</b>		<b>Les outils proposés s'inscrivent-ils en complémentarité avec d'autres outils francophones disponibles au-delà de l'IFDD ?</b>
<b>COHERENCE</b>	sources d'informations pertinentes pour les acteurs du développement durable	d'information - Variété des sources d'information relayées : associations, journaux, sites institutionnels...

<b>Question 4</b>		<b>La gestion opérationnelle et les ressources affectées à ces outils sont-ils adaptés pour assurer leur déploiement et leur évolution dans le temps ?</b>
<b>MISE EN ŒUVRE</b>		
	<b>Critères</b>	<b>Indicateurs / Descripteurs / Collecte</b>
<b>1</b>	Les ressources humaines et techniques affectées à chacun de ces outils sont suffisantes	- Nombre ETP - Fiches de poste - Appréciation des équipes - Outils disponibles et capacité à développer les outils adéquats nouveaux (logiciels, formats...) - Compétences disponibles
<b>2</b>	Les ressources financières affectées à chacun de ces outils sont suffisantes	- Niveau des financements - Type de partenaires financiers et satisfaction - Répartition des ressources financières
<b>3</b>	La gouvernance est fonctionnelle	- Type et nombre d'acteurs impliqués dans la gouvernance - Nombre et rôle des instances - Capacité des instances à orienter collectivement les projets
<b>4</b>	Les modalités de travail partenarial sont fonctionnelles	- Qualité des partenariats techniques - Capacité à produire collectivement - Qualité des relations à distance - Organisation du travail
<b>5</b>	Médiaterre repose sur un réseau de modérateurs suffisamment étendu pour assurer une veille couvrant toutes les thématiques et zones géographiques pertinentes	- Nombre de modérateurs - Répartition géographique des modérateurs - Capacité des modérateurs à assurer une veille - Niveau d'exhaustivité de l'information diffusée

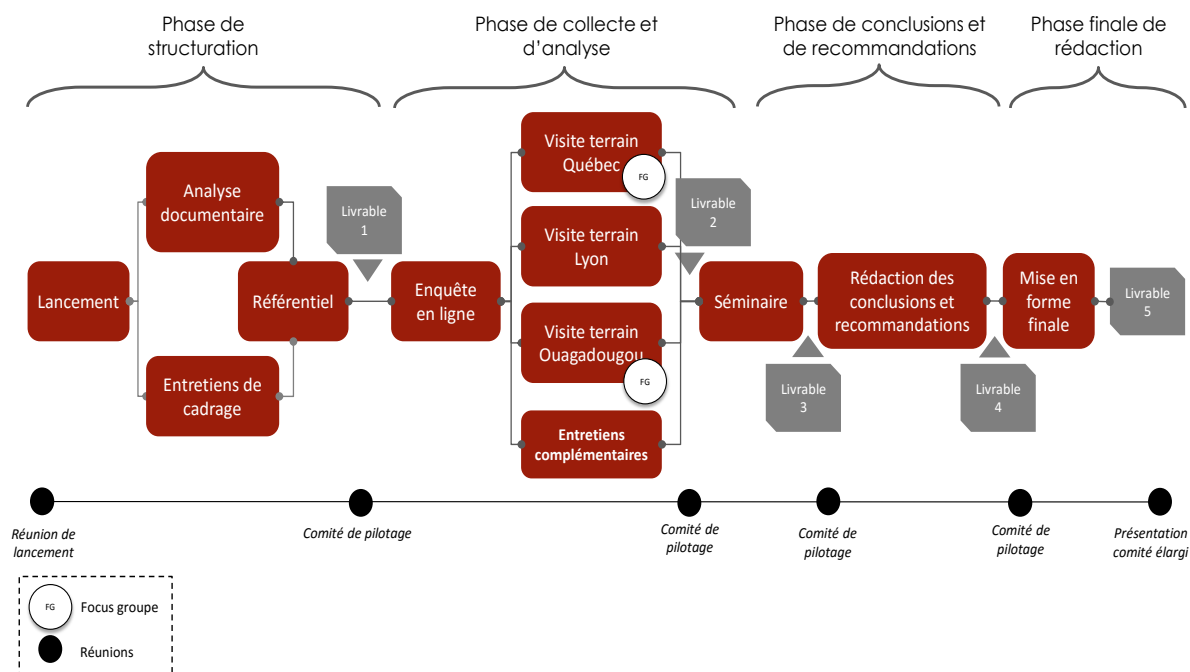
<b>Question 5</b>		<b>Les résultats en termes de diffusion et de public touché sont-ils à la hauteur des objectifs qui lui étaient assignés ?</b>
<b>EFFICACITE</b>		
	<b>Critères</b>	<b>Indicateurs / Descripteurs / Collecte</b>
<b>2</b>	MDT et OT sont largement repérés au sein des différents cercles d'acteurs du développement durable	- MDT est bien référencé sur internet - Appréciation des porteurs et partenaires - Appréciation des lecteurs
<b>4</b>	Le lectorat de ces outils est conséquent	- Nombre d'abonnés OT et répartition - Nombre de lecteur MDT - Nombre de personnes touchées via les réseaux sociaux - Nombre de pages lues par an
<b>5</b>	Le profil des lecteurs correspond aux profils visés et touche largement le continent africain	- Zones de diffusion - Notoriété des outils auprès des acteurs africains du développement durable Profil des abonnés / inscrits - Capacité à toucher les jeunes - Capacité à toucher les négociateurs et les différentes parties prenantes francophones dans les négociations

<b>Question 6</b>		<b>Les outils ont-ils une valeur ajoutée pour le public qui les consulte ?</b>	
<b>EFFICACITE</b>			
<b>Critères</b>		<b>Indicateurs / Descripteurs / Collecte</b>	
<b>1</b>	Les acteurs francophones du développement durable trouvent facilement une information fiable, utile à leurs besoins, en français	-	Perception des négociateurs / chercheurs et étudiants / des jeunes / collectivités / entreprises / associations - Capacité à conserver une neutralité globale - Capacité à garantir la qualité de l'information traitée - Capacité à évoluer et être en phase avec l'actualité
<b>2</b>	Ces outils permettent d'avoir une lecture systémique des enjeux	-	Capacité à traiter l'information de façon transversale
<b>3</b>	Les décideurs et acteurs du développement sont sensibilisés à l'intérêt de mettre en œuvre des politiques, programmes et projets concrets (de terrain) de développement durable dans leurs pays et leurs organisations	-	Considération portée sur ces enjeux au sein des Ministères - Existence de stratégies nationales de développement durable
<b>4</b>	Les acteurs francophones des pays en développement se sentent mieux armés pour les négociations internationales	-	Perception des négociateurs et des différentes parties prenantes francophones dans les négociations - Mobilisation de ressources issues de ces outils pour mener à bien les négociations
<b>5</b>	Les acteurs de terrain du développement durable (associations en particulier), notamment africains, sont plus visibles et sont plus à même de mener à bien leurs projets	-	Rythme de déploiement des associations - Evolution de la notoriété ressentie - Viabilité des projets - Aides concrètes perçues grâce au dispositif MDT
<b>6</b>	Une communauté francophone émerge sur le sujet du développement durable	-	Proximité ressentie avec d'autres acteurs - Présence de projets ayant émergé grâce aux contacts recueillis sur MDT - Capacité d'ouverture des acteurs sur de nouvelles thématiques

<b>Question 7</b>		<b>Les outils sont-ils susceptibles de perdurer et de produire les effets escomptés à l'avenir sans l'intervention de l'IFDD ?</b>	
<b>VIABILITE</b>			
<b>Critères</b>		<b>Indicateurs / Descripteurs / Collecte</b>	
<b>1</b>	Les partenaires sont à même de gagner en autonomie à l'avenir et de trouver de nouveaux partenaires financiers	-	Niveau des ressources financières et humaines des partenaires - Projets des partenaires à l'avenir et ressenti des partenaires - Niveau d'intérêt d'autres acteurs pour de nouveaux partenariats financiers
<b>2</b>	Les projets sont susceptibles de fonctionner sur un nouveau modèle économique à l'avenir	-	Nouveaux partenaires financiers potentiels identifiés - Modèles économiques identifiés susceptibles d'être déployés
<b>3</b>	Les projets sont suffisamment stables et reconnus pour perdurer à l'avenir	-	Niveau de « stabilité » des projets (nombre de lecteurs, notoriété...) - Niveau de reconnaissance des acteurs institutionnels sur le développement durable

## 3 Méthodologie de l'évaluation

Le schéma général ci-dessous présente la démarche telle qu'elle fut conçue en amont de l'évaluation :



### **Missions de terrain**

- Québec (octobre 2017)
- Ouagadougou (janvier 2018)
- Dakar (janvier 2018)

### **Enquête en ligne**

### **Rencontres internationales**

Présence, distribution de questionnaires papiers, et échanges avec les acteurs sur les évènements suivants :

- COP23 du 6 au 17 novembre à Bonn
- Salon international des innovations pour le *bâtiment* et l'architecture (Batimat) : du 6 au 10 novembre à Paris



## ANALYSE PAR REGISTRE

## 4 Pertinence

### 4.1 Des besoins encore importants de disposer de ressources fiables sur le développement durable, mais qui se sont spécifiés

#### 4.1.1 Des outils originellement conçus dans un contexte marqué par un nombre limité de ressources disponibles sur le développement durable

Médiaterre et Objectif Terre n'ont pas fait l'objet avant leur lancement d'une étude de besoin en tant que telle : leur conception ne repose pas sur une enquête révélant de façon formelle un besoin finement identifié. Pour autant, les enjeux auxquels doivent répondre ces deux outils ont été clairement énoncés et permettent de justifier de leur existence. Ceux-ci relevaient en effet à la fin des années 90 d'un manque constaté en matière d'information en français pour les acteurs du développement durable ainsi que d'une difficulté à être au niveau pour les négociations dans un cadre international en plein développement. Ce manque qui préexistait à la création de ces outils a été largement soutenu par les acteurs interrogés, qui ont effectivement confirmé avoir perçu un besoin fort par le passé d'accéder à une information fiable en langue française relative au développement durable, alors même que ce sujet était émergent.

Créés respectivement en 1998 et 2002, Objectif Terre et Médiaterre s'inscrivaient à l'époque dans un contexte d'émergence de la problématique du développement durable, et se positionnaient à ce titre sur une niche : celle du manque général de sources d'informations en français sur les sujets liés au développement durable. Peu d'acteurs se saisissaient alors en effet du sujet, les médias spécialisés sur ces domaines étaient rares, et les consciences relativement peu éveillées sur les principes du développement durable.

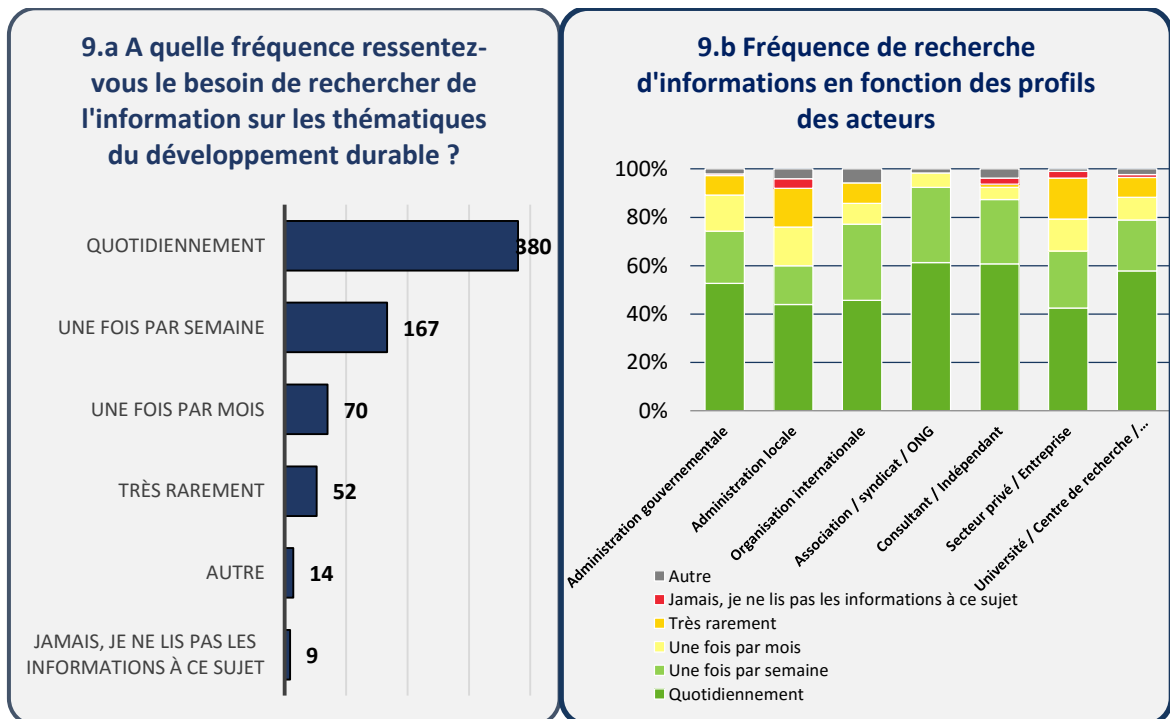
Depuis, les sources d'information sur le sujet se sont nettement multipliées, de même que le nombre d'acteurs en prise avec le sujet. Une prise de conscience du grand public s'est opérée, et les parties prenantes impliquées dans les négociations internationales se sont diversifiées, avec une association croissante de la société civile à ces événements en vue notamment de la mise en œuvre des engagements pris dans ces cadres.

#### 4.1.2 Des besoins qui restent néanmoins d'actualité en particulier sur le registre de la langue française

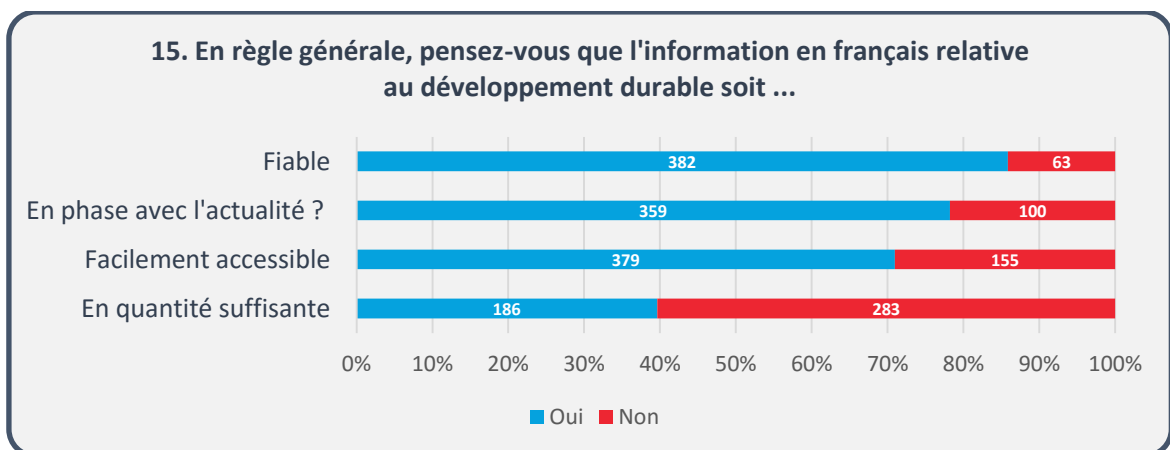
Malgré l'évolution contextuelle importante précédemment explicitée, les acteurs rencontrés dans le cadre de cette mission se sont néanmoins accordés sur le caractère encore prégnant du manque d'informations disponibles sur le développement durable aujourd'hui et du besoin de mettre à disposition des acteurs des sources fiables et abondantes sur le sujet.

Tout d'abord, l'enquête réalisée a permis de mettre en évidence des pratiques très fréquentes de recherche d'informations sur le sujet. Ce sont en effet au total 79% des répondants au questionnaire qui ressentent ainsi un besoin à minima hebdomadaire d'accéder à des sources d'information sur le sujet. Parmi les différents profils interrogés,

seules les administrations locales et le secteur privé font part d'une fréquence plus réduite de recherche d'information sur ce sujet (respectivement 60% et 65% ont répondu « une fois par semaine » ou plus). Associations, ONG, universités, administrations gouvernementales, etc., recherchent pour leur part très fréquemment de l'information sur le sujet.

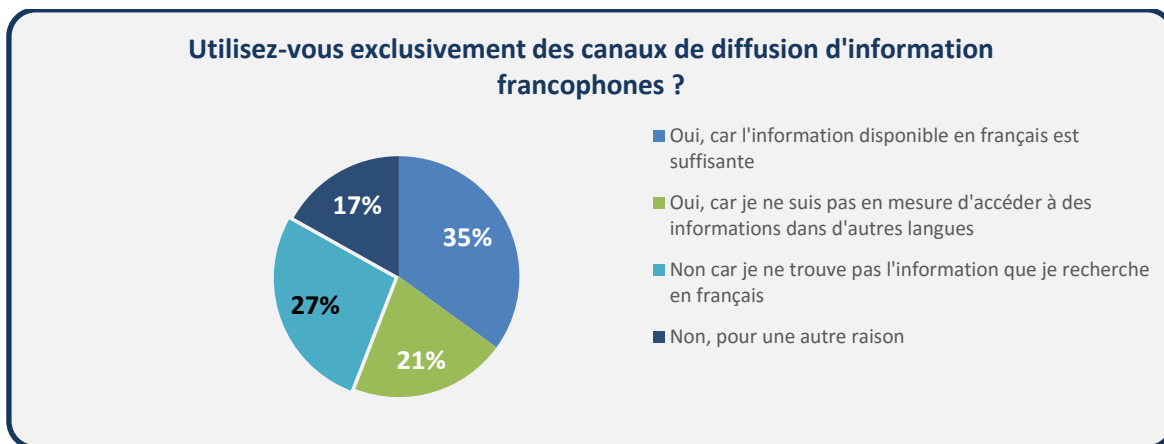


Malgré ce besoin largement avéré de disposer d'informations quotidiennes ou hebdomadaires sur le sujet du développement durable, nombreux sont ceux qui estiment que celles-ci restent insuffisantes quantitativement aujourd'hui, en particulier sur le registre de la langue française : c'est notamment l'opinion exprimée par 60% des répondants au questionnaire. Ainsi, il ne s'agit pas tant de leur point de vue d'un enjeu qualitatif (l'information globalement disponible est jugée fiable et plutôt en phase avec l'actualité), mais d'un volume insuffisant de ressources diffusées.



Ce besoin apparaît d'autant plus fort considérant le registre en *langue française*. Lors des entretiens conduits, plusieurs acteurs ont en effet exprimé le sentiment d'une

information globalement plus accessible et abondante sur le registre de la langue *anglaise*. L'information anglophone est globalement considérée comme ayant « un temps d'avance », une réactivité et une activité plus importante, notamment du fait de la diffusion de la littérature scientifique en anglais principalement. Ce ressenti est confirmé par l'enquête en ligne : 27% des répondants utilisent des canaux de diffusion d'information non francophones, estimant que l'information qu'ils recherchent n'est pas disponible en français ; et nombre de répondants ayant répondu « non, pour une autre raison » ont précisé dans le cadre de ce questionnaire que le volume d'information anglophone restait nettement plus conséquent à leurs yeux.



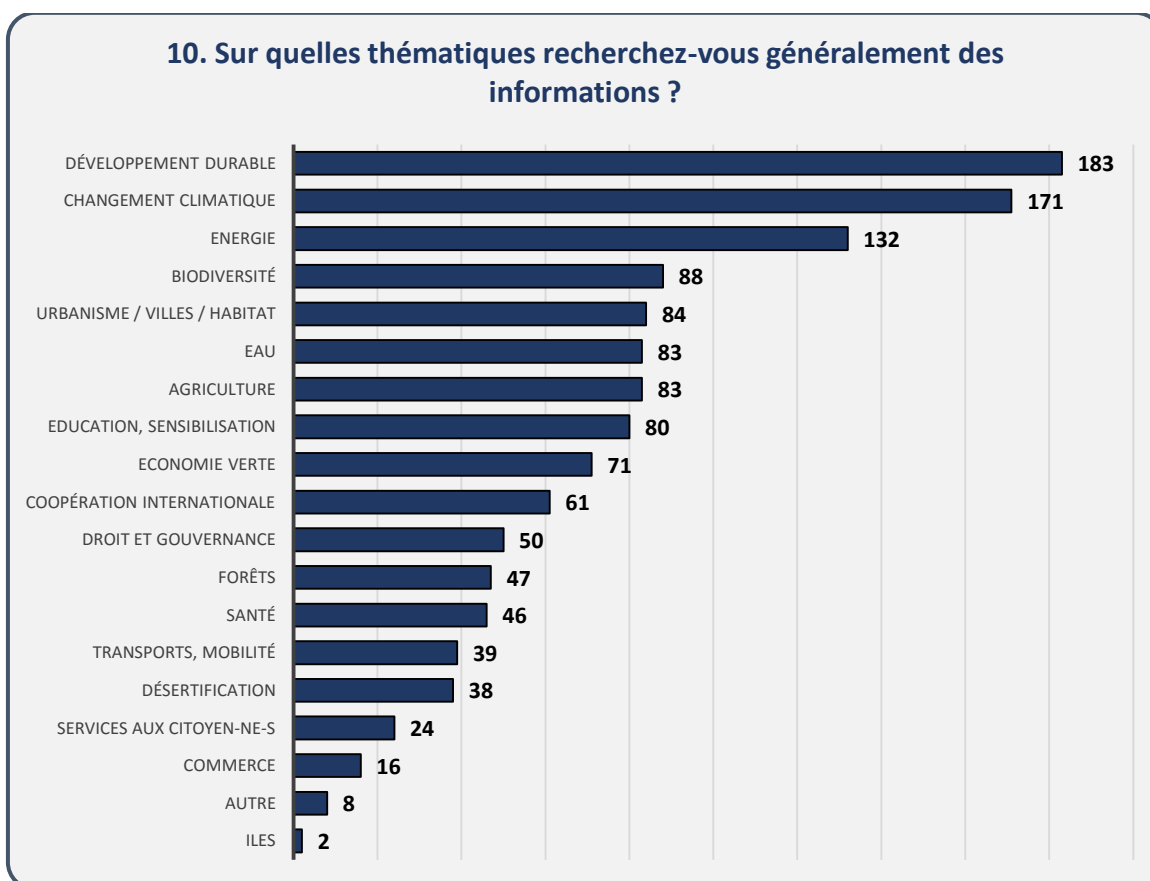
Néanmoins, de nombreux acteurs ne peuvent bénéficier de ces informations en langue anglaise dans la mesure où ils ne maîtrisent pas cette langue. Les entretiens conduits ont largement confirmé ce constat, qui s'avère particulièrement prégnant sur le continent africain. L'enquête en ligne a également mis en évidence cette « barrière de la langue » : 21% des répondants au questionnaire utilisent exclusivement des canaux de diffusion d'information francophones car ils ne sont pas en mesure d'accéder à des informations dans d'autres langues.

De plus, même parmi les acteurs maîtrisant la langue anglaise, le souhait de pouvoir disposer d'informations en langue française reste important. L'accès à une information « en langue natale » constitue en effet un enjeu de leur point de vue dans la mesure où elle conditionne une meilleure compréhension des subtilités relatives aux informations diffusées. Autrement dit, des personnes à l'aise en anglais mais natives francophones présentent une nette préférence pour de l'information francophone qui leur demande à la fois un moindre effort de lecture, et qui leur permet une plus grande capacité de compréhension. Parallèlement, les acteurs interrogés ont également fait part d'un enjeu de *diffusion* de l'information : si un acteur est susceptible de lire et comprendre une information en langue anglaise, il ne pourra pas nécessairement transférer celle-ci à ses partenaires, financeurs ou supérieurs, si ceux-ci ne maîtrisent pas eux-mêmes la langue anglaise. A ce titre, ils s'intéressent donc plus spécifiquement aux informations disponibles en langue française et plaident en conséquence pour un renforcement des ressources disponibles sur ce registre.

### 4.1.3 Des besoins très variés mais tendant à se spécialiser sur une volonté croissante de disposer d'informations « pratiques »

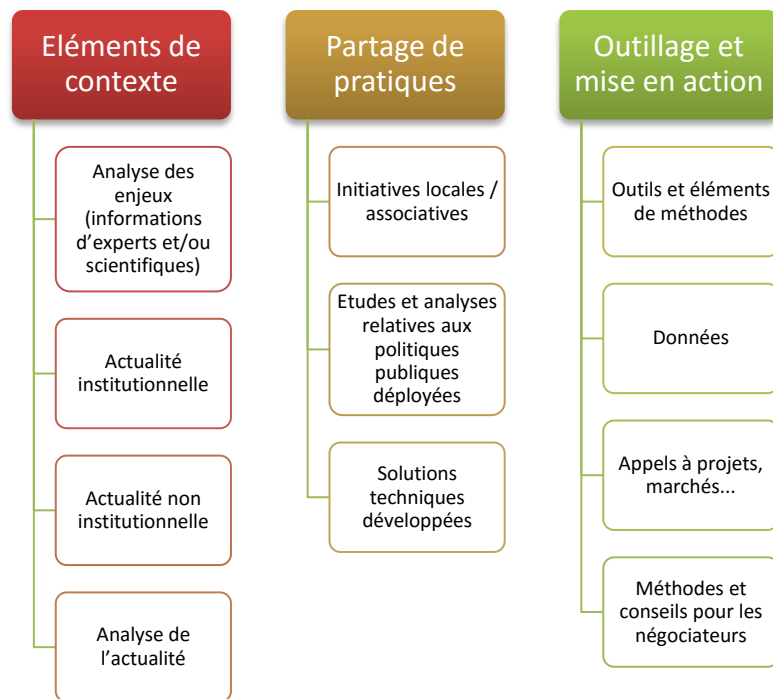
#### *Un besoin de transversalité dans le traitement de l'information et une typologie des besoins très diversifiée*

L'enquête conduite dans le cadre de cette évaluation a permis de questionner les types de besoins éprouvés par les lecteurs ou potentiels lecteurs de Médiaterre et Objectif Terre. La majorité des répondants a indiqué s'intéresser tout d'abord aux thématiques générales du développement durable et du changement climatique, laissant percevoir un besoin de transversalité dans le traitement de l'information sur le sujet. Pour autant, les besoins thématiques restent également importants et recueillent près de 62% des réponses émises, réparties dans une dizaine de catégories variées, parmi lesquelles les thématiques « énergie » et « biodiversité » recueillent le plus de voix. L'importance accordée à ces thématiques est cependant fortement corrélée au profil des répondants et ne peut être généralisée. Ces résultats laissent malgré tout percevoir un besoin encore existant d'un traitement sectorisé de l'information, lequel se trouve cependant minoritaire au regard de la demande relative aux thématiques transversales.

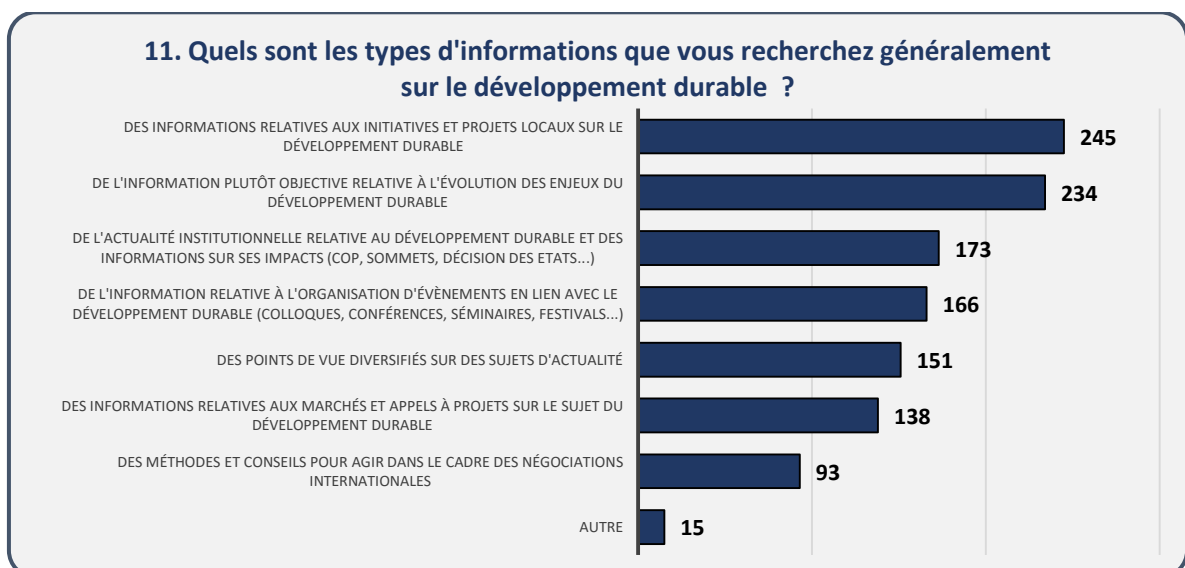


Parallèlement, le type d'information recherché a également été questionné : initiatives, évolution des enjeux, actualités institutionnelles ou événementielles... La nature des informations relatives au développement durable peut être de nature très variée. La classification suivante donne à voir les grandes « rubriques » existantes, regroupées en trois grand type d'information : les informations visant à donner des éléments de contexte, les informations visant au partage de bonnes pratiques afin de donner à voir

l'éventail des possibilités et solutions existantes, et les informations visant à faciliter la mise en action.



Selon l'enquête conduite auprès des lecteurs et potentiels lecteurs d'Objectif Terre et Médiaterre, les besoins exprimés par les répondants couvrent globalement largement le panorama de cette typologie de formats, et ne se concentrent pas uniquement sur l'un d'entre eux. En effet, chacune des modalités proposées recouvre entre 8% et 20% des réponses apportées, démontrant la diversité globale des besoins rencontrés.

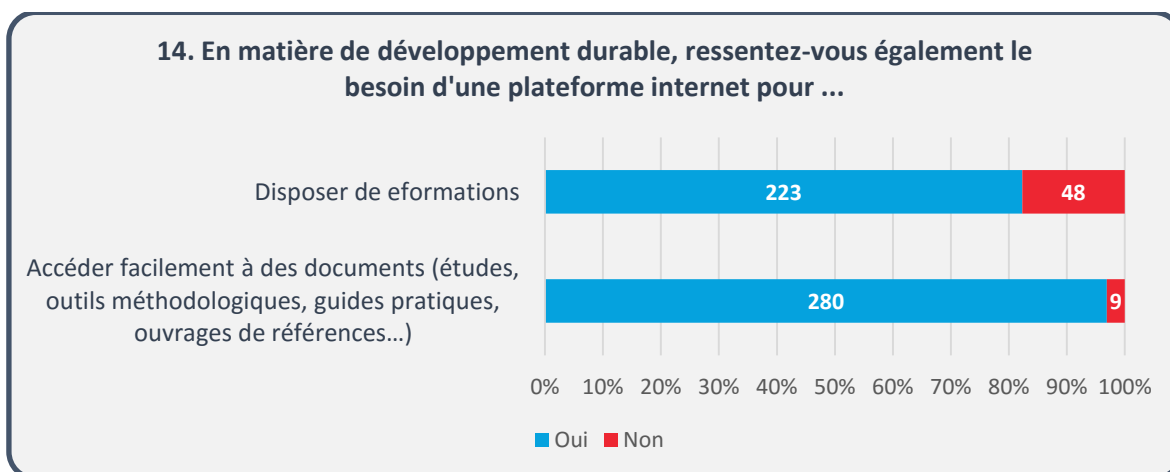


**Un besoin croissant et unilatéralement partagé d'informations « pratiques » pour les professionnels du DD**

S'il n'est pas possible d'identifier un besoin unique dans le type d'information requis par les acteurs du développement durable, les attentes sur le sujet tendent néanmoins à se

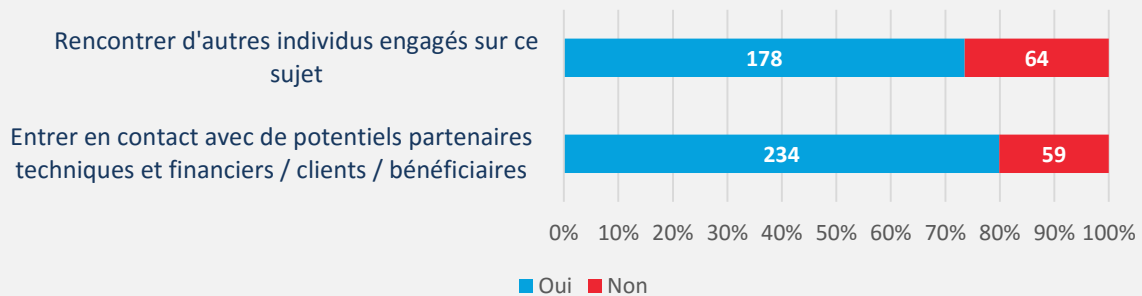
spécifier. En effet, bien qu'elles ne représentent pas une majorité écrasante au regard des autres modalités proposées, les informations relatives aux initiatives et projets locaux sur le développement durable constituent la modalité la plus plébiscitée par les enquêtés (voir graphique précédent). Ce constat appuie les éléments collectés à ce sujet dans le cadre des entretiens. Ceux-ci ont en effet également permis de révéler que les attentes concernaient de façon croissante la mise à disposition d'outils, expériences, et solutions pour mettre en œuvre et engager des actions. Désormais, il s'agit donc moins de sensibiliser en donnant à voir l'ampleur des enjeux à traiter que d'accompagner les acteurs dans la façon de répondre à ces derniers. Ainsi, l'ensemble des acteurs interrogés en entretien ont fait part de leur volonté de disposer de façon plus importante de bonnes pratiques, fiches méthodologiques, retours d'expériences, témoignages d'initiatives locales, outils, exemples réussis, données locales et scientifiques... Soit autant d'éléments qui doivent aider, de façon plus ou moins opérationnelle, à agir. La notion de « terrain » notamment prend de l'importance, avec un souhait croissant, en particulier pour les porteurs régionaux ou nationaux des politiques publiques d'organiser une remontée d'information du terrain, dans une logique ascendante.

Ces éléments perçus en entretiens sont également confirmés par l'enquête en ligne. Plus de 95% des répondants souhaite accéder à des outils méthodologiques, guides pratiques, ouvrages de référence, etc., ce qui s'inscrit également dans cette dynamique d'outillage des acteurs. De la même façon, plus de 80% des répondants souhaite disposer de e-  
formations, révélant ainsi le besoin d'un accompagnement renforcé, au-delà de la mise à disposition d'informations, en faveur d'une mise en action.



Par extension un besoin d'accéder à un réseau, à une communauté, de pouvoir entrer en relation avec des partenaires nouveaux, des experts ou des acteurs rencontrant les mêmes difficultés se fait ressentir. Les acteurs rencontrés ont en effet souvent évoqué leur souhait de pouvoir échanger directement avec leurs pairs, se rencontrer, collaborer d'un pays à l'autre, créer des synergies... Une fois encore, l'enquête menée confirme cette volonté : 70 % des répondants souhaite pouvoir rencontrer d'autres individus engagés sur le développement durable et 80% entrer en contact avec de potentiels partenaires.

**14. En matière de développement durable, ressentez-vous également le besoin d'une plateforme internet pour ...**

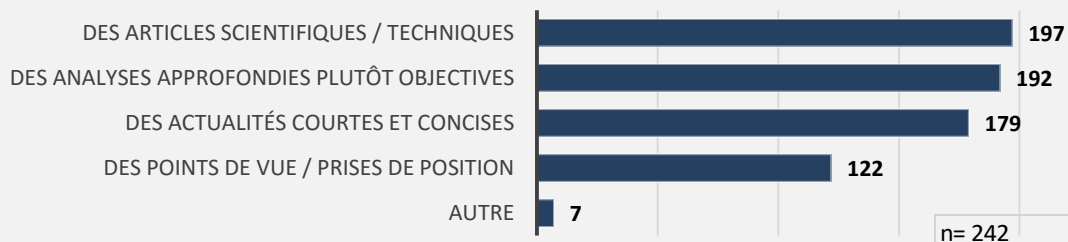


Si ces éléments sont principalement centrés sur les attentes des professionnels vis-à-vis de leur action propre, une partie des acteurs interrogés a également fait part d'un besoin de toucher le grand public en diffusant plus largement des solutions et bonnes pratiques concernant directement le quotidien des individus. En effet, si les citoyens sont sensibilisés aux enjeux du développement durable (notamment via les médias traditionnels), ils ne sont pas nécessairement incités à agir selon certains acteurs rencontrés, qui plaident en faveur d'une diffusion accentuée d'informations visant à susciter l'action collective. Sur ce point particulier, plusieurs acteurs ont de plus insisté sur l'enjeu, en Afrique, de transmission des informations aux populations rurales ne parlant pas français (du fait de la multiplicité des langues locales) et/ou ne disposant pas d'un accès internet.

***Un besoin « d'éléments de contexte » qui reste important, en particulier concernant l'actualité institutionnelle peu disponible par ailleurs***

Si le besoin de partage de pratiques, d'outils, de formations, etc., apparaît aujourd'hui incontournable, il ne remplace pas pour autant la nécessité de disposer « d'éléments de contexte », en particulier concernant l'actualité institutionnelle considérée comme peu disponible par ailleurs. Déroulé des événements, décisions prises, implications de ces décisions... sont autant d'informations qui restent jusqu'à présent peu couvertes selon les acteurs du développement durable. 74% des répondants à l'enquête en ligne a ainsi indiqué rechercher encore des « actualités courtes et concises », appuyant ainsi ce besoin de disposer d'informations factuelles contextuelles.

**13. Quels types d'articles recherchez-vous en général ?**



De plus, plusieurs acteurs ont expliqué juger nécessaire de pouvoir disposer de « bases de données thématiques » permettant d'approfondir en cas de besoin leur compréhension générale d'enjeux propres à un sujet en particulier. Ce besoin s'est



notamment fait ressentir pour les acteurs impliqués dans les négociations internationales, qui peuvent avoir à contextualiser un sujet préalablement aux événements auxquels ils participent.

### ***Au-delà du type d'informations partagées, un besoin de centralisation et de labellisation***

De façon transversale, et moins majoritaire, un certain nombre d'acteurs s'est également positionné en faveur d'un besoin à la fois de tri et de « vérification » des informations sur le sujet du développement durable.

La fiabilisation de l'information, tout d'abord, est devenue un enjeu fort avec la démultiplication des sources d'informations, à travers les réseaux sociaux notamment. Bien que, dans le cadre de l'enquête menée, les répondants aient majoritairement considéré que l'information aujourd'hui disponible était plutôt fiable (85%, voir précédemment), il n'en demeure pas moins que certains acteurs considèrent l'investissement de l'IFDD sur ce sujet comme une plus-value pour garantir celle-ci. De plus, certains acteurs et notamment les hauts fonctionnaires, ont exprimé un besoin d'informations vérifiées et crédibles pour convaincre, élaborer des stratégies, construire des argumentaires destinés aux élus... A ce titre, pouvoir disposer d'une information labellisée par un organisme international constitue un gage de sérieux important dans la réalisation de leurs tâches.

Parallèlement, quelques acteurs ont fait état de leur sentiment d'être « inondés d'informations », ou d'un sentiment « d'information éparse, difficile à trouver ». Ces constats démontrent l'utilité d'une plateforme centralisant l'information, et permettant ainsi, notamment pour des professionnels du secteur, de parcourir rapidement et quotidiennement l'actualité dans une optique de « culture générale ».

## **4.2 Une stratégie d'action énoncée, mais dont les objectifs restent vastes et peu ciblés**

### **4.2.1 Deux outils reposant sur des objectifs stratégiques établis et distincts**

Les deux outils que sont Médiaterre et Objectif Terre reposent sur des stratégies d'action différenciées, clairement énoncées dans les termes de référence des deux outils.

- **Médiaterre**, plateforme en ligne participative, vise à la fois à encourager la production et la diffusion d'informations généralistes sur le développement durable, en assurant notamment la couverture médiatique des manifestations et événements majeurs du développement durable. Plus spécifiquement, cette plateforme est pensée de façon à :
  - jouer un rôle dans la réduction de la fracture numérique Nord/Sud et le renforcement de capacités des acteurs du Sud par des actions de formation et par la valorisation des contenus des pays du Sud ;
  - concourir au renforcement de la présence du français sur Internet et à la diffusion des textes, en français, utilisés et produits lors des débats et événements internationaux ;

- permettre aux acteurs et notamment aux médias de diffuser plus largement leurs informations à l'échelle mondiale.

L'impact recherché à travers cet outil relève principalement de la sensibilisation du grand public aux enjeux du développement durable et de la mise à disposition d'information permettant aux acteurs déjà sensibilisés de susciter le passage à l'action. Il s'adresse en conséquence à la fois au grand public ainsi qu'aux acteurs déjà impliqués sur le sujet.

- **Objectif Terre** se centre pour sa part sur la mise à disposition d'informations à destination des acteurs engagés dans les négociations internationales sur l'environnement et le développement durable au sens large : délégués et décideurs nationaux, organisations de la société civile, organisations intergouvernementales, centres de recherche et milieu universitaire. Les résultats recherchés à travers cet outil sont l'amélioration de la qualité de l'information mise à disposition et le renforcement du niveau de connaissance de ces acteurs, ainsi que la mise en valeur des activités du monde francophone dans ces domaines.

#### **4.2.2 Médiaterre : des objectifs relatifs à un registre opérationnel, ne permettant pas d'identifier la logique d'action retenue**

*Un objectif de diffusion de l'information non articulée avec une réflexion sur les besoins des publics cibles (logique d'offre)*

Avec pour objectif principal de « mettre à disposition de l'information sur le développement durable », Médiaterre offre une stratégie centrée sur un registre opérationnel, qui fragilise la compréhension de l'impact recherché. Il ne s'appuie pas sur une réflexion globale des besoins des acteurs et reste assorti d'objectifs finaux multiples et variés, ne permettant pas d'identifier finement le rôle accordé à cet outil. Celui-ci est principalement perçu comme cherchant principalement à apporter une réponse à l'enjeu d'une faible diffusion d'informations francophones sur le développement durable, sans que les effets attendus de cette diffusion ne soient clairement identifiés. Les objectifs fixés ne permettent en effet pas de savoir si Médiaterre est prioritairement conçu pour permettre une montée en compétence de son lectorat, décloisonner des communautés thématiques, sensibiliser les citoyens aux enjeux du développement durable, inciter les acteurs publics à passer à l'action... Or, selon ces objectifs, des leviers différents devront nécessairement être mobilisés.

Jusqu'à présent, l'outil a donc été essentiellement porté par une logique de production : les parties prenantes se sont avant tout concentrées sur l'atteinte d'un certain volume d'information (sans préciser lesquelles), afin de donner de l'ampleur à l'outil en vue de « créer son utilité ». Le cheminement s'est donc fait dans cette logique d'apport de ressources en masse plutôt que dans une logique de « réponse à un besoin précis », partant de l'idée qu'en mettant à disposition de l'information, des acteurs s'en saisiraient.

Les cibles de ce média ne sont en conséquence pas spécifiées : l'outil porte des objectifs factuels (produire de l'information), déconnectés d'un profil spécifié de publics. Pourtant, les besoins seraient susceptibles de varier d'une cible à l'autre. Selon que les hauts fonctionnaires, les négociateurs, les agents des collectivités, les acteurs privés, les associations, les jeunes ou les étudiants sont visés, les attentes ne sont pas les mêmes : les thématiques, le format, ou l'angle de traitement devront être différents. Médiaterre

n'apporte, sur ces différentes orientations possibles, que très peu de précisions, générant un flou sur la raison d'être de cet outil.

Une précision de la nature des besoins auxquels cherche à répondre Médiaterre apparaît donc finalement manquer pour permettre de spécifier son positionnement : in fine, pourquoi mettre à disposition des informations en français ? Pour répondre à quel objectif ? Les impacts attendus des informations produites et relayées restent relativement peu précisés. Les entretiens conduits ont d'ailleurs permis de révéler clairement le flou qui règne autour de cette question face à laquelle les acteurs apportent des réponses diversifiées, voire ne sont pas en mesure d'y répondre. Certains y voient un outil de sensibilisation pour les citoyens, d'autres un outil de contextualisation pour les professionnels, d'autres encore un outil au service du renforcement de capacités.

***En l'absence de clarification des impacts recherchés, une agrégation de multiples logiques d'action contribuant à l'incompréhension du rôle attribué à cet outil***

Outre la question du « pourquoi » de son existence précédemment explicitée, Médiaterre trouve également difficilement une réponse claire à apporter au « comment ». De cette imprécision stratégique découle en effet un questionnement important concernant la mise en œuvre opérationnelle de l'outil, qui se traduit par des choix non totalement tranchés. Médiaterre cherche donc à la fois à :

- Produire de l'information nouvelle, de terrain / couvrir des événements
- Recenser de l'information existante
- Générer un réseau, une communauté active

Les attentes concernant le type ou format de l'information qui doit être proposé sur le site restent également non définies : faut-il plutôt relayer des actualités, donner à voir les initiatives et actions existantes, générer des articles de prise de position, relayer les productions plus techniques de l'IFDD... ? Le sentiment d'un éparpillement a été à plusieurs fois exprimé par les parties prenantes de l'outil, qui avouent ne pas identifier exactement quelle est la « ligne de route », la logique centrale de celui-ci. Ce constat est renforcé par l'absence de ligne éditoriale dédiée à Médiaterre, regrettée par de nombreuses parties prenantes. En conséquence, les modérateurs ont parfois le sentiment de « faire un peu de tout, au cas par cas ».

***Des rôles assignés à Médiaterre qui se sont multipliés de façon informelle au cours du temps***

Médiaterre présente la caractéristique de pouvoir être adapté techniquement à de multiples besoins : des portails (thématiques ou géographiques) ou de nouveaux types de ressources (dépêches, vidéos, articles de fond...) peuvent en effet être ajoutés à mesure de l'évolution des enjeux, mais également de l'appropriation de chacun ou de ce que chacun projette sur cet outil, notamment en interne à l'IFDD.

Ainsi, cet outil a effectivement été conduit à embrasser de nouveaux enjeux au cours du temps, sans nécessairement que ces évolutions ne fassent l'objet d'une refonte stratégique. D'un outil devant permettre d'accéder à de la « littérature onusienne » (soit des informations relatives aux événements institutionnels internationaux), celui-ci s'est progressivement transformé pour s'orienter plus spécifiquement sur les actions de terrain. Les acteurs interrogés ont eux-mêmes ressenti des évolutions concernant les orientations attribuées à Médiaterre en fonction des changements de directeurs de l'IFDD,

lesquels ont en effet impulsé l'évolution vers un « portail social », faisant remonter l'information du terrain. Ces évolutions ont également été marquées par une multiplication des portails thématiques, sans que la liste des portails thématiques ne fasse véritablement l'objet d'une stratégie propre. Ces éléments témoignent donc d'une stratégie insuffisamment porteuse en elle-même donnant lieu à une évolution plutôt « opportuniste », ou au coup par coup.

***Le numérique : un choix comportant des inconvénients mais qui s'avère de plus en plus pertinent***

Médiaterre, en opposition avec Objectif Terre, fait le choix du numérique : sa particularité réside dans son format « plateforme » permettant à tout un chacun d'accéder à son contenu via internet. Dans la mesure où ce média s'adresse en particulier à des pays en développement (en Afrique majoritairement), ce choix s'avère néanmoins questionnable. En effet, les connexions internet ne sont pas nécessairement optimales dans ces pays, ce qui a pu être conforté lors des entretiens conduits : les acteurs ont en effet confirmé les difficultés fréquemment rencontrées pour disposer d'une bonne connexion, même dans les capitales. L'accès à internet reste jusqu'à présent considéré comme un luxe, que tous les acteurs du développement durable ne sont pas toujours en mesure de s'offrir dans des conditions optimales.

Néanmoins, ces mêmes acteurs ont généralement affiché une préférence importante (bien que non unanime) pour le numérique en comparaison avec le support papier, notamment du fait de la capacité que celui-ci offre à rester réactif. De plus, de nombreux acteurs ont considéré qu'au vu des améliorations connues depuis quelques années concernant l'accès à internet (notamment grâce aux mobiles) et étant données les évolutions encore à venir sur ce point, le choix du numérique restait largement pertinent, a minima pour toucher les urbains.

**4.2.3 Objectif Terre : des objectifs qui ne reflètent pas la véritable fonction de la revue**

***Un objectif de renforcement des capacités qui pose question***

Objectif Terre présente un positionnement différent de Médiaterre : cette revue papier est avant tout pensée pour répondre à une logique de renforcement des capacités des acteurs impliqués dans les négociations internationales. Cet objectif de renforcement de capacités reste cependant questionnable, si l'on compare l'apport de ce média avec celui lié à d'autres actions que peut mener l'IFDD telles que les formations, l'accompagnement direct, ou les MOOC. La capacité de ce média à générer la montée en compétence d'acteurs est en effet a priori limitée, celui-ci se concentrant sur une diffusion d'information dénuée d'accompagnement ou de principes « éducatifs ». Ainsi, bien que cet objectif soit effectivement affiché concernant Objectif Terre, son véritable rôle sur le sujet génère un flou quant aux fonctions attendues de cet outil.

En outre, le format choisi pour cet outil s'avère limitant pour porter une analyse approfondie susceptible de jouer un rôle en faveur du renforcement de capacité : les rédacteurs ont pour consigne de produire des articles de 7 pages, soit une dimension réduite qui entraîne une restriction en matière de contenu. En effet, les parties prenantes impliquées dans la rédaction des articles ont témoigné devoir se limiter à un état des lieux de l'actualité en raison de ce dimensionnement ne permettant pas de proposer une

analyse approfondie des sujets traités. Ils considèrent en conséquence cette revue comme destinée à un suivi quotidien des événements plus qu'à un renforcement de capacités ou à une aide à la décision avec une analyse fine des impacts des décisions prises lors des conférences.

***Les négociateurs : une cible qui n'apparaît pas pertinente***

Les acteurs interrogés au sujet d'Objectif Terre ont de plus indiqué ne pas percevoir la plus-value de cette revue pour un public habituellement impliqué dans les négociations internationales et donc déjà « averti ». Expert du sujet, ce public aurait à leurs yeux déjà connaissance du contenu produit dans Objectif Terre. **Produite** par des étudiants qui ne sont pas eux-mêmes présents dans les événements couverts, cette revue ne serait donc pas en mesure d'apporter des connaissances supplémentaires à ces acteurs. Elle est en conséquence plutôt considérée par ses rédacteurs comme un outil de vulgarisation pour un public moins averti, et non comme outil technique, destiné aux spécialistes. Des productions telles que le guide des négociations ou le bulletin des négociateurs de la Terre sont à ce titre plus intéressantes pour ce type de public à leurs yeux.

***Une revue pertinente pour les étudiants***

Si la revue telle qu'elle est conçue n'apparaît pas pertinente pour les professionnels impliqués dans les négociations internationales, elle s'avère néanmoins jugée positivement pour son apport envers les étudiants. Non considéré comme cible principale dans les termes de référence de l'outil, ce public reste en effet perçu comme central par les rédacteurs. En outre, son format papier est considéré comme un atout majeur à leur égard, permettant de diffuser la revue dans les structures et bibliothèques étudiantes.

## 5 Cohérence interne

### 5.1 Des outils dont le positionnement reste insuffisamment précisé dans la stratégie de l'IFDD et déconnectés de l'OIF

#### 5.1.1 Des outils positionnés artificiellement dans la stratégie de l'OIF, sur un registre « communicationnel »

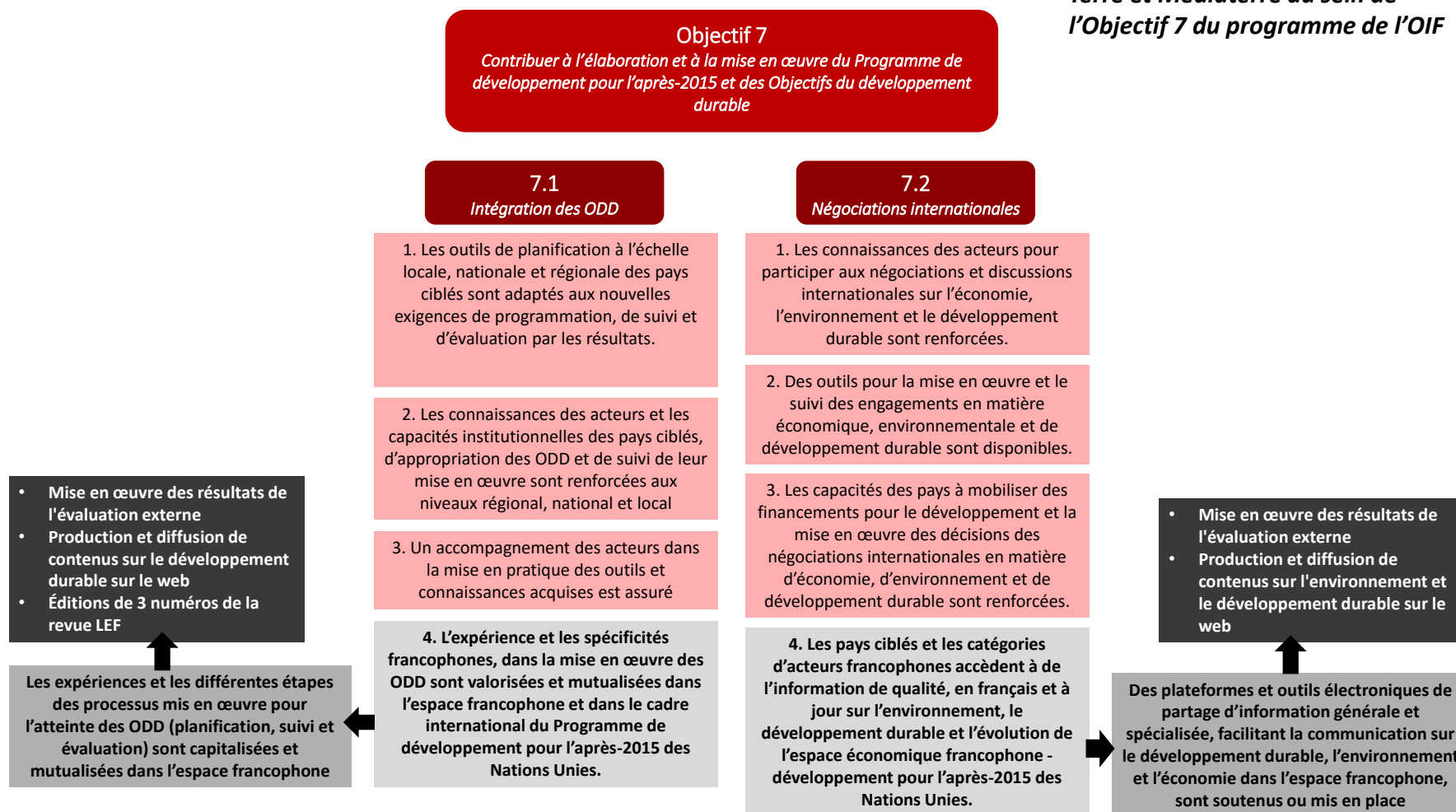
Les deux outils Objectif Terre et Médiaterre trouvent leur place au sein de la programmation de l'OIF : ils sont intégrés dans la mission D, dénommée « Développement Durable, Economie et Solidarité ». Celle-ci comprend deux objectifs stratégiques, dont le premier est le suivant : « Objectif stratégique 7 - Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre du Programme de développement pour l'après-2015 et des Objectifs du développement durable ». C'est au sein de cet objectif 7 que ces outils sont positionnés. Il comprend un volet « intégration des ODD » et un volet « négociations internationales ». Le schéma ci-après permet de visualiser les différents objectifs qui cadrent l'action des deux outils.

Au sein du premier volet (intégration des ODD), Médiaterre est inscrit en tant qu'outil visant à capitaliser et valoriser les processus mis en œuvre dans l'espace francophone pour l'atteinte des ODD. Pour autant, la capacité de Médiaterre à rendre visible les ODD et l'intégration de cette composante dans sa stratégie propre restent ténus.

Le volet « négociations internationales » positionne quant à lui Objectif Terre et Médiaterre comme outils visant à partager de l'information et faciliter la communication. Les impacts recherchés à travers cette diffusion d'information ne sont cependant pas exposés au sein de cette stratégie. Il semble également important de relever qu'Objectif Terre ne se trouve pas positionné au sein de celle-ci en tant qu'outil visant au renforcement des compétences. C'est donc finalement un positionnement imprécis qui transparaît au regard de la stratégie d'ensemble, avec un objectif final peu précisé au-delà de celui de communiquer.

Par ailleurs, une déconnexion de ces outils avec l'OIF est vivement ressentie par les parties prenantes sur le terrain, lesquelles jugent ce constat négativement en particulier pour Médiaterre. Un manque de synergie est en effet constaté sur ce média, alors que l'OIF pourrait pourtant être étroitement associée sur certains sujets tels que le portail « genre », qui dépasse la compétence de l'IFDD. Pour autant, les contacts entre les deux structures à ce sujet restent faibles, et l'institution peu impliquée dans la stratégie d'ensemble de cet outil.

**Positionnement des outils Objectif  
Terre et Médiaterre au sein de  
l'Objectif 7 du programme de l'OIF**





### 5.1.2 Une relative déconnexion de Médiaterre vis-à-vis de l'évolution de la stratégie et de l'action de l'IFDD

Depuis près de 20 ans que ces outils ont été créés, ils ont connu des évolutions progressives relatives au modèle d'action et à la stratégie de l'IFDD dans son ensemble. Ces évolutions n'ont pas nécessairement conduit à un repositionnement ou à une redéfinition de ces outils jusqu'à présent. Deux d'entre elles notamment, suffisamment majeures pour avoir un impact sur Médiaterre en particulier, ont pu être mises en évidence lors des entretiens conduits avec l'IFDD.

La première concerne la philosophie d'action de l'institution, avec une évolution plurielle du registre d'action de la structure. Plutôt positionnée sur le secteur de la recherche à ses origines, celle-ci s'est d'abord progressivement emparée du sujet des négociations internationales, et amorce depuis quelques années un nouveau virage, avec une prise en compte et une présence accrue sur le terrain et la mise en œuvre d'actions concrètes. Une transition s'opère en conséquence avec le passage progressif d'une logique de « faire faire », à « faire soi-même ». En cohérence avec cette nouvelle logique, l'IFDD se tourne donc désormais de plus en plus vers la société civile, laquelle occupe une place croissante dans les négociations internationales liées au développement durable. Donnant effectivement des clés de compréhension pour la mise en œuvre de solutions concrètes, et s'inscrivant dans une logique de mise en lien avec la société civile, Médiaterre représente une forme de réponse concrète face à cette transformation. Néanmoins, dans la mesure où celui-ci n'apparaît pas totalement saisi par l'ensemble de l'équipe de l'IFDD et pas pleinement positionné dans sa logique d'action, il n'apparaît pas véritablement ancré au cœur de ce processus. De plus, les acteurs interrogés estiment que cet outil reste impacté par la difficile mutation de l'IFDD de l'énergie vers le développement durable, qui ne s'avère pas complète selon certains d'entre eux à ce jour : l'institution peine encore de leur point de vue à embrasser des sujets non environnementaux et à appréhender la transversalité de la thématique, ce qui représente encore un facteur limitant pour Médiaterre dans son déploiement transversal auprès du grand public.

Seconde évolution impactante : l'IFDD investit depuis quelques années de façon accrue le sujet de la communication institutionnelle et de la mise en visibilité de ses actions. Impulsée par Michaëlle Jean, cette nouvelle philosophie qui rompt avec les logiques d'action passées, entraîne l'IFDD à utiliser de façon plus intensive le numérique et les réseaux sociaux. Alors que Médiaterre semble pouvoir pleinement jouer un rôle dans cette évolution (notamment sous l'angle de la diffusion des productions de l'IFDD), sa place et son utilisation n'ont cependant pas été pleinement réfléchies sous cet angle à ce stade, et cet outil ne trouve donc pas sa place actuellement dans ce nouvel élan. Ceci s'explique logiquement par la nouveauté de cet investissement encore non structuré sur la communication, mais ce sujet constitue néanmoins un élément important à considérer quant à l'avenir de cet outil. En effet, des questions restent à ce stade encore sans réponse et devront pouvoir être tranchées : s'agit-il d'un outil au service de l'IFDD et de sa stratégie propre ? Les productions de l'IFDD doivent-elles toutes être diffusées sur Médiaterre ? Quelle articulation trouver entre le site de l'IFDD et Médiaterre ?... Ces différentes questions qui se posent aujourd'hui de façon croissante témoignent d'un flottement dans le positionnement de Médiaterre, dont le lien avec la communication institutionnelle de l'IFDD n'a pas été clarifié. Cette incertitude est également ressentie par certains modérateurs qui s'interrogent sur leur rôle et les limites à respecter en matière de diffusion de l'information. Quelques-uns estiment par exemple que

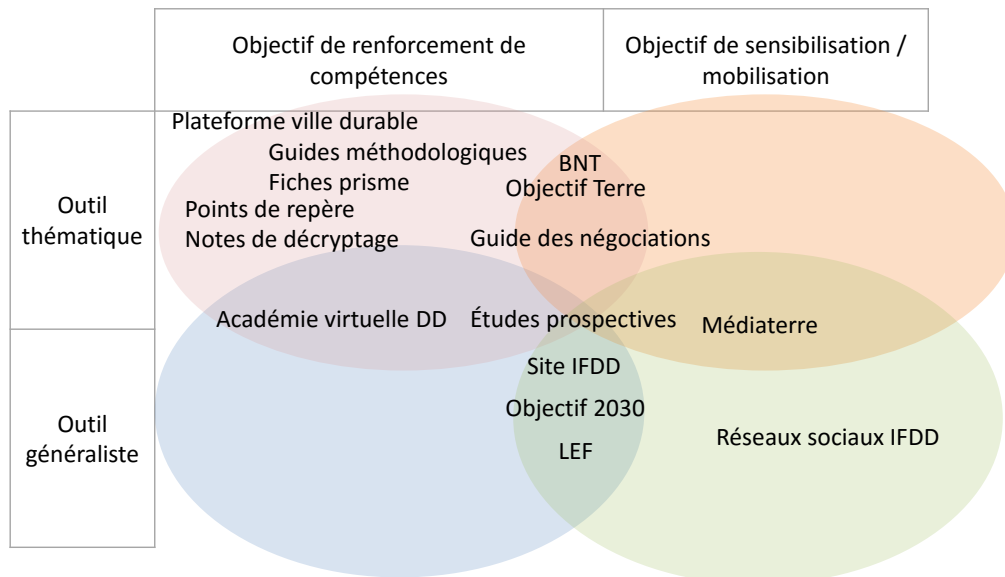


l'information diffusée ne peut aller à l'encontre des pays membres de l'OIF, et doit respecter la stratégie d'action de l'IFDD, tout en considérant que ce choix relève de leur propre interprétation du rôle que doit jouer Médiaterre.

## 5.2 Une articulation inter-outils peu évidente au sein de l'IFDD

Représentant deux outils majeurs de communication au sein de la structure, et bien qu'évalués ensemble, Objectif Terre et Médiaterre présentent relativement peu de synergies entre eux. Ils restent, au regard des agents de l'IFDD, tout au plus complémentaires dans leurs fonctions, mais ne sont pas le fruit d'interactions particulières. Bien que leurs rôles soient différenciés, des interactions seraient pourtant envisageables, notamment sous l'angle du relais d'Objectif Terre sur Médiaterre. Plusieurs acteurs rencontrés se sont à ce titre étonnés de ne pas constater la mise en ligne systématique du bulletin Objectif Terre sur la plateforme afin d'accroître sa diffusion. Actuellement, il s'agit donc plutôt de deux médias poursuivant leurs logiques propres, reposant sur des partenariats distincts, et restant déconnectés l'un de l'autre.

En élargissant la réflexion aux autres outils de l'IFDD, on perçoit également des mises en tension avec Objectif Terre et Médiaterre. Le schéma ci-après, réalisé en séance avec différents agents de l'IFDD, révèle en partie ce point. Il permet de classer les différents outils de la structure en fonction de leurs objectifs (renforcement de compétences / sensibilisation) ainsi que de leur angle d'approche, thématique ou généraliste.



Il met ainsi en évidence tout d'abord la concurrence existante sur le registre adopté par Objectif Terre. Outil thématique, visant à la fois au renforcement de compétences et à la sensibilisation, il se trouve directement concurrencé par le Bulletin des Négociations de la Terre (BNT) et le guide des négociations auxquels contribuent l'IFDD. Les agents rencontrés ont également pointé au cours des entretiens une concurrence forte avec la Revue Liaison Energie Francophone (LEF), similaire dans le ton et la nature des informations proposées, et présentant l'atout de proposer une approche plus thématique, susceptible de toucher un public plus spécifique. De plus, les entretiens avec l'IFDD ont pu mettre en évidence un

manque de plus-value d'Objectif Terre au regard des autres outils portés par l'IFDD par ailleurs.

A l'inverse, Médiaterre observe une position plus originale, sur laquelle il n'est a priori que peu concurrencé en interne : pleinement défini comme outil de sensibilisation / mobilisation, il se distingue des réseaux sociaux dédiés à l'IFDD par sa capacité à proposer des entrées thématiques rassemblées sur un site commun. Il est cependant important de rappeler que l'IFDD et plus largement l'OIF connaît aujourd'hui une multiplication des plateformes thématiques en ligne, qui restent malgré tout susceptibles de faire concurrence à Médiaterre :

- Objectif2030
- [formation.ifdd.francophonie.org](http://formation.ifdd.francophonie.org)
- [jeunesse.francophonie.org](http://jeunesse.francophonie.org) (OIF)
- [francophonieinnovation.org](http://francophonieinnovation.org) (OIF)

Même si celles-ci ne poursuivent pas tout à fait le même objectif ou la même logique d'action, et justifient leur raison d'être par des fonctionnalités manquantes sur Médiaterre, elles n'en sont pas moins à l'origine d'un éparpillement des sources d'informations / formations, susceptible de jouer négativement en faveur de Médiaterre.

## **5.3 D'un point de vue opérationnel, des outils en marge de l'action de l'IFDD**

### **5.3.1 Une gestion peu collective des outils en interne et une mobilisation différenciée de ceux-ci par les spécialistes de programmes**

Les outils Médiaterre et Objectif Terre sont perçus comme n'ayant pas eu l'adhésion de l'équipe de l'IFDD. Gérés « en mode projet » par leur responsable uniquement, ils ne font pas l'objet d'une gestion partagée en interne ce qui contribue à renforcer une « logique en silo » générant une déconnexion de ces outils avec les autres spécialistes de programme. Ces derniers se sentent en conséquence peu concernés par le rôle et le devenir de ces outils, et les mobilisent relativement peu pour mener à bien leurs propres stratégies. Si Médiaterre est ponctuellement utilisé de façon hétérogène par les spécialistes de programme pour communiquer sur certains événements, mentionner l'accès à des formations en ligne, diffuser des appels à projets, ou identifier des experts, la mobilisation des acteurs passe dans les faits plus fréquemment par d'autres biais, propres à chacun sur ses thématiques : mailing lists spécifiques, pages Facebook dédiées, site internet de l'IFDD sur lequel sont mentionnés l'ensemble des initiatives de la structure... Plus largement ces outils apparaissent délaissés par la structure en raison d'un désinvestissement stratégique à leur sujet. Les liens sont en effet jugés distendus avec la hiérarchie de l'IFDD, notamment du fait de la perte de dynamique de la gouvernance dédiée (voir partie mise en œuvre de Médiaterre).

Permettant de relayer largement des informations, Médiaterre s'avère néanmoins collectivement reconnu comme disposant d'atouts importants. Référencé sur les moteurs de recherche et regroupant un large réseau multithématique, celui-ci offre en effet la capacité aux agents de l'IFDD de relayer largement leurs initiatives ou appels à projets. Ce manque d'appropriation de Médiaterre par les spécialistes de programmes provient notamment

d'une articulation peu clarifiée de cet outil avec les autres canaux de diffusion disponibles. Aucune stratégie n'est en effet à ce jour établie afin de situer le rôle de Médiaterre vis-à-vis de ces autres outils. Ainsi, celui-ci reste à ce jour perçu comme indépendant, principalement dédié à la diffusion d'informations externes à l'IFDD, sans que cette déconnexion ne soit actée comme le fruit d'une réflexion collective. Objectif Terre est quant à lui considéré comme autonome, n'apportant pas de valeur ajoutée pour la mise en œuvre des stratégies de chacun.

### **5.3.2 Médiaterre : un outil partenarial qui tend à s'éloigner de l'IFDD**

L'IFDD porte les outils Médiaterre et Objectif Terre avec de multiples partenaires, stratégiques et opérationnels. Si ce fonctionnement permet à la fois de multiplier les compétences pour construire ces outils ainsi que de générer des financements plus importants, il est également porteur d'inconvénients. En particulier, il génère un « éloignement » des outils avec l'IFDD, celui-ci n'étant pas en mesure de les modérer et les faire évoluer en fonction de ses besoins propres. Ce constat vaut principalement pour Médiaterre et justifie notamment le déploiement de nouvelles plateformes par ailleurs. En effet, dans la mesure où les spécialistes de programme ne peuvent pas s'emparer de Médiaterre pour répondre à leurs stratégies propres, cette situation aboutit à l'ouverture de nouvelles plateformes parallèles, telles que la plateforme Objectif2030, récemment créée et qui dispose de nouvelles fonctionnalités n'existant pas sur Médiaterre. La faible évolution de la plateforme génère ainsi une multiplication d'initiatives parallèles spécifiques, qui expliquent en partie les constats précédemment présentés relatifs au manque de cohérence interne. Le facteur partenarial de cet outil n'est cependant pas seul responsable de cette évolution : le faible saisissement de l'outil par l'IFDD en raison du manque de gouvernance associée à celui-ci contribue également fortement à affaiblir la capacité de l'institution à orienter cet outil selon ses besoins et objectifs propres.

Parallèlement, cette modalité partenariale génère également des appropriations différenciées des outils en fonction des partenaires, à l'origine de confusions dans le rôle attribué à ces outils. Les entretiens conduits ont permis de mettre en évidence ce processus au sujet de Médiaterre en particulier : chaque partenaire opérationnel y applique ses objectifs propres, contribuant à le rendre protéiforme (voir ci-après, partie mise en œuvre).

Cette orientation partenariale joue également négativement sur la visibilité de l'IFDD qui reste plutôt peu connu comme porteur de l'outil auprès de son lectorat. Certains acteurs évoquent en conséquence le souhait d'un réinvestissement plus fort de l'IFDD sur cet outil, de façon à faire bénéficier plus fortement de son soutien et de ses atouts : neutralité et expertise, assurant la crédibilité de ces outils.

## 6 Cohérence externe

### 6.1 Des outils intéressants pour leur positionnement multithématique sur la langue française

Les acteurs interrogés s'accordent globalement sur l'intérêt d'Objectif Terre et Médiaterre en tant qu'outils de diffusion d'informations en français. En effet, bien que les sources d'information se soient multipliées aujourd'hui sur le développement durable, le registre « en langue française » sur lequel se positionnent ces deux outils reste pertinent aux yeux de nombreux acteurs, en raison des manques constatés précédemment évoqués (voir partie 1 - besoins).

Au-delà de ce choix linguistique, la vocation multithématique et internationale de ces deux outils est particulièrement appréciée et considérée comme pertinente au regard de l'offre existante par ailleurs. Elle permet de ce fait une « ouverture » à la fois thématique et géographique moins courante parmi les autres médias existants.

Enfin, ces outils sont appréciés en raison de leur portage par l'IFDD qui leur assure un gain de crédibilité. Les acteurs estiment en effet que la plus-value de ces outils réside dans leur capacité à offrir une information fiable du fait du rôle de label joué par l'IFDD. Sur ce registre, Médiaterre propose notamment un système de modération qui lui permet de vérifier la fiabilité des informations diffusées compte tenu du système contributif sur lequel il fonctionne.

Malgré un positionnement global pertinent, certaines concurrences peuvent être néanmoins observées pour chacun des deux outils étudiés sur certains registres de leur action.

### 6.2 *Objectif Terre* : un outil en concurrence avec d'autres productions externes qui concernent le suivi des grandes conventions

Tout d'abord, Objectif Terre n'apparaît pas concurrencé par les médias classiques existants : constituant une revue « d'actualités techniques », Objectif Terre propose en effet des informations considérées comme non disponibles actuellement dans les médias traditionnels, qui se concentrent plutôt sur les décisions politiques, et non sur leur déclinaison, mise en œuvre et impacts.

La concurrence externe observable semble en revanche relativement forte au regard des acteurs interrogés vis-à-vis des productions techniques existant par ailleurs. De multiples revues sur le sujet des grandes conventions existent en effet (notamment en interne, voire précédemment), parmi lesquelles le Bulletin des Négociations de la Terre, déjà mentionné précédemment. Porté par l'Institut International du Développement Durable, il est produit en anglais, et traduit en langue française par l'IFDD et quelques gouvernements membres de l'OIF, ce qui en fait un outil à mi-chemin entre l'interne et l'externe. Celui-ci s'inscrit plus ou moins sur le même registre qu'Objectif Terre, rendant ce dernier obsolète aux yeux de certains acteurs interrogés, notamment en raison du ton « factuel » de ce dernier ainsi que de sa publication tardive après les événements couverts. En effet, ne proposant pas d'analyses poussées ou de prises de position, Objectif Terre n'apporte pas de plus-value au

regard des informations disponibles par ailleurs sur les sujets des grandes conventions de leur point de vue.

### **6.3 Médiaterre : un outil concurrencé mais qui conserve des atouts spécifiques**

Médiaterre quant à lui est impacté par une concurrence indirecte ou plus limitée, celle-ci ne concernant qu'un pan seulement de sa logique d'action. En effet, il n'existe actuellement a priori pas de plateformes numériques similaires, c'est-à-dire en langue française, multithématique sur le développement durable, participative, contrôlée, et à l'échelle internationale. En revanche, plusieurs types de concurrence plus spécifiques peuvent être relevés.

La première relève des plateformes thématiques, qui existent par ailleurs. En effet, peu de plateformes proposent une information généraliste sur le développement durable, mais certaines proposent de l'information sur une thématique précise, comme c'est par exemple le cas sur le sujet du bâtiment avec « Construction 21 », un portail d'information dédié aux professionnels du bâtiment et de la ville durable, porté par le CIRIDD. Pour autant, ce type de plateforme reste limité en nombre à la connaissance des personnes interrogées, et peut également être perçu comme complémentaire plus que concurrentiel.

Les réseaux sociaux représentent la seconde source de concurrence existante vis-à-vis de Médiaterre. En effet, en tant qu'outil de mobilisation d'une communauté, susceptible de générer des interactions, et proposant un fil d'actualité court, sous forme de dépêche, ce dernier se trouve en concurrence directe avec les réseaux sociaux, qui peuvent, parfois même de façon plus efficace, également remplir ces fonctions.

Enfin, les médias classiques, qui opèrent un suivi de l'actualité, peuvent également représenter une concurrence importante vis-à-vis de Médiaterre. Les sujets du développement durable sont en effet désormais relativement bien couverts par l'ensemble des médias, qui disposent très souvent eux-mêmes d'un onglet ou d'un portail dédié sur le sujet. Les initiatives à succès relatives au développement durable en particulier connaissent aujourd'hui une diffusion accrue dans les médias classiques du point de vue des acteurs interrogés. De même, les événements internationaux sont désormais relativement bien couverts dans les journaux locaux existants. Si Médiaterre est perçu par certains comme n'étant pas positionné sur le même champ que ces médias traditionnels, cet outil dispose néanmoins de partenariats éditoriaux avec des médias révélant effectivement un positionnement similaire, et donc une concurrence potentielle avec ce type de ressources.

## 7 Mise en œuvre - Médiaterre

### 7.1 Un volet stratégique insuffisamment investi

#### 7.1.1 Une gouvernance délaissée engendrant un fonctionnement bilatéral « routinier » de l'outil

Au cours du temps, la gouvernance de Médiaterre a eu tendance à s'essouffler. Les deux instances créées à cet effet ne sont en effet plus pleinement mobilisées à ce jour. Le COPIL, conçu de façon à réunir l'ensemble des partenaires (IFDD, CIRIDD, mais également partenaires financiers, animateurs, et experts invités), a vu son rythme ralentir progressivement : il s'est ainsi réuni en 2003, 2004, 2006, puis 2009 et 2012. Au cours du temps, celui-ci a connu une forme de dégradation : reposant originellement sur des réunions physiques, il s'est par la suite maintenu via des réunions virtuelles, avant que ces points collectifs ne cessent complètement, puisque celui-ci n'a pas été réuni depuis 2012. La gouvernance de Médiaterre ne repose donc désormais plus que sur le CODIR, réunissant uniquement le CIRIDD et l'IFDD, soit les partenaires stratégiques principaux. Les échanges entre les deux porteurs se cantonnent donc depuis 2012 à un volet opérationnel, et ne permettent ainsi plus de remplir le rôle de « gouvernance » attendu.

En conséquence, une difficulté à porter une évolution forte et à actualiser l'outil au cours du temps est ressentie par les acteurs interrogés. Bien que des réflexions stratégiques aient pu être conduites ces dernières années, principalement au sujet du financement de l'outil et de son articulation avec les ODD, celles-ci n'ont pas été suivies de décisions impactantes, de fond. L'outil fonctionne donc comme tel depuis 2012 générant un sentiment de délaissement parmi les parties prenantes. Cette situation s'explique par l'absence de saisissement collectif de celui-ci par les hiérarchies des deux structures porteuses, du fait de la disparition d'espaces dédiés pour impulser un changement. La dégradation de la gouvernance associée à cet outil empêche en effet un portage politique important, pourtant nécessaire à son orientation. Jusqu'à présent, Médiaterre a donc plutôt évolué « de l'intérieur », sans évolutions stratégiques conséquentes.

L'évaluation aujourd'hui conduite apporte néanmoins une réponse à ce sujet : elle s'inscrit bien dans une volonté de l'IFDD et ses partenaires extérieurs de prendre du recul sur l'outil, pour éventuellement le faire évoluer. Néanmoins, celle-ci ne peut remplacer le fonctionnement d'une gouvernance réunie régulièrement. Conséquence de cet état de fait : l'outil est perçu comme vieillissant et s'essoufflant, faisant perdurer un fonctionnement ne pouvant pas faire l'objet de remise en cause fondamentale.

#### 7.1.2 Des choix partenariaux qui manquent de structuration, ne s'intégrant pas dans une stratégie plus globale

Selon de nombreux acteurs, le réseau de partenaires-animateurs sur lequel s'appuie Médiaterre repose encore majoritairement sur des relations interpersonnelles et non sur une stratégie d'action étayée collectivement au regard des objectifs. Encore non stabilisé, l'outil s'alimente en effet de nouveaux portails au cours du temps, lesquels sont créés au gré des partenariats établis et fonction des opportunités rencontrées.

De plus, dans la mesure où certains partenariats ont très peu évolué au cours du temps, quelques acteurs tendent à mettre en doute la stratégie portée par l'IFDD et interrogent les liens qui l'unissent à ces partenaires. Cette situation d'ancrage dans la durée, pas nécessairement anormale, génère malgré tout des interrogations dans la mesure où les choix ne sont pas discutés et portés collectivement.

Parallèlement, les partenariats établis avec les médias posent question : bien que peu nombreux, ceux-ci n'apparaissent pas pouvoir répondre de façon totalement satisfaisante aux objectifs de l'outil selon une partie des acteurs interrogés. Ce jugement dépend néanmoins des objectifs considérés : si l'ambition est de toucher le grand public non sensibilisé à la question du développement durable en relayant un maximum d'articles à leur encontre, alors cette stratégie peut sembler pertinente. Elle devrait dans ce cas, selon les médias interrogés, également être complétée par des formations et financements dédiés pour le traitement du sujet par les médias existants eux-mêmes. Néanmoins, plusieurs acteurs estiment que Médiaterre doit à l'inverse se démarquer du rôle des médias classiques en visant un public plus spécialisé, et aurait donc intérêt à fonctionner indépendamment de ceux-ci. Ce questionnement révèle ainsi l'impact de l'ambiguïté stratégique précédemment énoncée sur la mise en œuvre opérationnelle de Médiaterre.

### **7.1.3 Un volet communicationnel plutôt délaissé, et ne faisant pas l'objet d'une stratégie propre**

De nombreux acteurs estiment la communication trop faible sur Médiaterre, et ont regretté l'absence de stratégie propre vis-à-vis de cet outil. Ce constat est également remonté des lecteurs eux-mêmes, nombre d'entre eux ayant en effet noté ce défaut dans le cadre de l'enquête en ligne. Cette communication doit, selon ces acteurs, à la fois porter sur l'existence même de ce média, ainsi que sur ses fonctionnalités : capacité à interagir, caractère participatif, application mobile dédiée...

## **7.2 Un fonctionnement opérationnel, mais artificiel et peu cadré**

### **7.2.1 Une production effective d'information sur la plateforme**

Dans l'ensemble, la gestion de Médiaterre a été jugée rigoureuse par l'ensemble des acteurs rencontrés. Aucun souci particulier n'a été mentionné au cours des entretiens conduits, et plusieurs partenaires ont pu qualifier le projet de « bien mené », rappelant la fonctionnalité de celui-ci au jour le jour et la qualité du contact opérationnel, aussi bien avec l'IFDD qu'avec le CIRIDD.

Par ailleurs, le fonctionnement mis en place permet effectivement une production importante de dépêches sur la plateforme. En 2017, 3 473 dépêches ont ainsi été produites ou relayées, permettant in fine la diffusion d'une information éclectique. Articles scientifiques, actualités institutionnelles, et témoignages de terrain sont en effet proposés sur le site de Médiaterre, laissant percevoir un fonctionnement effectivement opérationnel.



## 7.2.2 Un projet reposant en grande partie sur l'incitation financière

Si le fonctionnement mis en place permet effectivement une production importante de dépêches, la plateforme repose néanmoins sur un dispositif financier alimentant « artificiellement » la production.

### *Un nombre faible de contributeurs*

Alors que le dispositif était conçu sur une logique « participative » reposant sur l'investissement bénévole des membres, invités à relayer leurs propres informations, dans les faits, le fonctionnement de cet outil reste concentré sur la mobilisation d'un nombre restreint de contributeurs. En 2017, Médiaterre a connu 174 contributeurs différents, alors que le lectorat s'élève à plus de 10 000 lecteurs, ce qui signifie que moins de 2% du lectorat a participé à l'alimentation du site. Parmi ces 174 contributeurs, seuls 53 d'entre eux ont une publication régulière (10 dépêches et plus), et 18 concentrent l'essentiel de l'activité en proposant plus de 50 dépêches chacun annuellement. A noter également qu'un modérateur est à l'origine de 1117 dépêches, soit à lui seul 32% de la production.

### *Une activité très majoritairement portée par les modérateurs eux-mêmes et le CIRIDD en particulier*

Si le nombre de contributeurs sur la plateforme reste faible, il se concentre de surcroît sur les modérateurs impliqués dans la gestion de cette plateforme. En effet, 73% des dépêches (2525) sont rédigées par les modérateurs eux-mêmes. Parmi les producteurs des 27% restant se trouvent en outre également des animateurs de portail.

Le CIRIDD en particulier est à l'origine d'une part conséquente de cette production : outre son rôle stratégique et technique, ce partenaire, via ses différents membres, a posté 1454 dépêches sur l'année 2017, témoignant de la place centrale qu'il occupe pour faire vivre cet outil.

au 31/12/2017 Identifiant du membre	Semestre 1		Semestre 2		Année	
	postées	modérées	postées	modérées	Dépêches postées	Dépêches modérées
<b>TOTAL DES DEPECES CIRIDD</b>						
JAY Vincent	142	481	83	339	225	820
Breuil Florent	620	1551	482	1152	1102	2703
Redaction Mediaterra	39	81	33	58	72	139
Giffaut Vincent	0	22	0	0	0	22
Audrey Forot	50	0	5	0	55	0
<b>TOTAL 1</b>	<b>851</b>	<b>2135</b>	<b>603</b>	<b>1549</b>	<b>1454</b>	<b>3684</b>

Par ailleurs, l'absence de séparation entre les fonctions de modération et de production des informations interroge également. En effet, dans la mesure où l'essentiel des dépêches sont générées par les modérateurs eux-mêmes, la fonction même de modération est rendue caduque.

### *Un fonctionnement coûteux*

Le fonctionnement de Médiaterre repose donc très largement sur les financements octroyés aux modérateurs qui produisent eux-mêmes les dépêches. Bien que fonctionnel, étant donné



le nombre élevé d'articles effectivement publiés annuellement sur la plateforme, ce système de contractualisation annuel avec les partenaires n'en est pas moins coûteux. Celui-ci s'élève environ à 120 000 euros annuels, pour près de 4 000 articles généralement publiés.

De plus, cette gestion de multiples partenariats relève directement de l'IFDD et suscite un investissement en temps conséquent. En effet, il s'agit d'un dispositif lourd étant donné le nombre élevé de partenaires impliqués, et dont la gestion par l'IFDD apparaît sans plus-value au regard de sa fonction. En considérant les autres projets dont le service Information, Communication et Documentation de l'IFDD a la charge (revue LEF, appui à l'édition d'autres publications, mise à jour du site de l'IFDD, animation des réseaux sociaux, organisation d'événements...), le temps disponible pour fournir un accompagnement aux partenaires animateurs est donc très limité.

### **7.2.3 Des partenaires opérationnels isolés et peu orientés**

#### ***Un cadrage souple de l'action des animateurs, essentiellement centré sur une logique quantitative***

En ce qui concerne les partenaires opérationnels rencontrés, qu'ils soient animateurs ou modérateurs, ils ont systématiquement approuvé la relation qu'ils entretiennent avec l'IFDD. Celle-ci a en effet été jugée par l'ensemble d'entre eux fonctionnelle, notamment grâce à la disponibilité des responsables en interne.

Pour autant, les partenaires opérationnels se sont estimés faiblement orientés dans leur action : les échanges se limitent aux problèmes techniques ou nécessités administratives, et concernent relativement peu les consignes relatives aux contenus attendus ou aux modalités d'animation à déployer. Nombre d'entre eux ont ainsi expliqué ne pas faire l'objet de consignes formalisées cadrant de façon fine leur démarche et ne pas identifier de ligne éditoriale claire. Si les animateurs ont dans l'ensemble apprécié l'autonomie dont ils bénéficient dans la gestion des portails, ils ont néanmoins expliqué ne pas se sentir pleinement impliqués dans une stratégie commune du fait de cette faible orientation.

Ce constat reste à nuancer, dans la mesure où la convention signée avec les partenaires fait mention de certains objectifs à poursuivre et d'un cadrage dans l'action requise. Celle-ci contient en effet dans la partie « rôles et responsabilités d'un animateur de portail » les éléments suivants :

- « Recherche de documentation et coordination de la diffusion d'informations francophones (dont des actualités, des portraits d'experts, des études et des expériences francophones, publication de rapports, annonce de colloques et forums, etc.) relatives au thème ou à la zone géographique du portail.
- Assurer une veille d'information et rester à l'affût des dernières actualités (événement, projets, publication, etc.), qui pourront faire l'objet de dépêches.
- Présentation d'un calendrier d'événements (« Agenda du développement durable ») relatifs à la thématique du portail ou au développement durable dans la zone géographique du portail.
- Suivi de ces événements en proposant aux organisateurs du publier sur Médiaterre les résultats et/ou compte rendu (acte de colloque, rapport, communiqué de presse, etc.) »

« Lignes directrices principales pour l'animation d'un portail de Médiaterre :

- Valoriser les contenus des scientifiques, des praticiens et des groupes d'expertises multi-acteurs sur le développement durable : accorder une attention particulière aux acteurs du secteur privé qui se distingueraient dans des bonnes pratiques environnementales ou de développement durable. Rédiger, modérer et diffuser des dépêches avec informations connexes (hyperliens vers les documents sources), tout en privilégiant une attitude vigilante quant aux risques de publicité ou de « verdissement de l'information » (greenwashing).

- Promouvoir les échanges Nord-Sud, Sud-Sud et Sud-Nord : échanger des idées novatrices, des solutions alternatives, des informations sur des innovations technologiques ou en gestion ; renforcer la présence du Sud sur la toile mondiale et notamment l'Afrique (où se retrouveront 70% des Francophones en 2050) ; promouvoir la dimension sociale du développement durable et la coopération internationale.
- Offrir une information plurielle (pluralité de points de vue) sur une même question : informations provenant des gouvernements, des organisations intergouvernementales, des entreprises, des scientifiques et des acteurs de terrain. Outil de production de connaissances bâti sur une approche systémique (les problématiques sont abordées sous différentes facettes).
- Identifier les problématiques ou questions orphelines ou émergentes et en proposer un traitement sous forme de dépêches d'actualité.
- Identifier et fournir des informations favorisant l'aide à la décision pour les organisations : faciliter les analyses comparatives des pratiques (benchmarking) ; l'accès à une information anticipée...
- Détecter et soutenir des talents de l'espace francophone dans le domaine du développement durable : identifier des compétences que les organisations pourraient renforcer davantage ou sur lesquelles elles pourraient s'appuyer. Le partenaire rendra compte dans ses rapports des différents échanges qu'il aura pu avoir avec des organisations ou membres à même de s'impliquer dans l'animation du portail. »

Pour autant, cette liste demeure très large et révèle la capacité des partenaires à choisir eux-mêmes la ligne éditoriale dans laquelle ils souhaitent s'inscrire prioritairement. Un guide pédagogique est également à destination des modérateurs, mais celui-ci se concentre sur l'aspect technique de leur fonction (explicitation de la démarche à suivre en ligne pour modérer une dépêche).

Par ailleurs, la place laissée aux objectifs quantitatifs dans les conventions a quant à elle été questionnée. Chaque partenaire se voit en effet imposé le relais d'un minimum de 20 articles par an, témoignant de la place accordée à la logique de production au-delà de la notion qualitative du traitement de l'information. D'autres alternatives susceptibles d'encourager

une production de qualité seraient donc à ce titre préférées : définition d'indicateurs de résultats, création de prix-concours...

### ***Des animateurs isolés dans leurs fonctions***

Plus largement, le manque de dynamique commune entre animateurs a été regrettée. A l'exception de relations préexistantes, les partenaires ont en effet témoigné d'une absence totale d'interactions avec les autres animateurs, même avec ceux localisés dans la même ville. Ainsi, un sentiment d'isolement (sentiment « d'agir dans son coin ») a été maintes fois mentionné, et pointé comme générateur d'un travail « en silo » d'un portail à l'autre. Plusieurs partenaires ont en conséquence évoqué le souhait de pouvoir participer à des rencontres collectives susceptibles de favoriser le partage de bonnes pratiques, ainsi que des réflexions sur les méthodes déployées pour atteindre les objectifs recherchés. Elles leur permettraient également de disposer de perspectives plus globales sur l'avancement du projet dans son ensemble et de favoriser ainsi la mobilisation.

### **7.2.4 Un investissement protéiforme des animateurs selon les portails**

Les entretiens conduits avec les animateurs ont permis de mettre en évidence une appropriation hétérogène de leur fonction, conséquence du cadrage souple précédemment présenté. Certains se font en effet à travers cette fonction d'animateur le relais d'une information pré-produite, lorsque d'autres saisissent l'opportunité pour amener leurs étudiants à produire ; dans d'autres cas encore, les acteurs se sentent avant tout investis d'un rôle d'animation et de mobilisation large qui requiert un investissement au-delà de la plateforme en vue de faire vivre celle-ci. Les partenariats existants prennent donc des formes multiples, en fonction notamment de la structure du partenaire (université, média, association...), ainsi que de sa compréhension du rôle à jouer sur la plateforme.

Dans la majorité des cas, le cadre dans lequel ces acteurs s'inscrivent, et notamment les attentes auxquelles ils doivent répondre, leur apparaît peu clair, certains ne s'étant même jamais concrètement interrogés sur ce que recouvre exactement leur rôle d'animateur. Si les conventions font bien mention de ce rôle, il n'apparaît ainsi pas pleinement intégré par tous les animateurs.

En outre, le dynamisme des portails lui-même est hétérogène : sur l'année 2017, le nombre de dépêches publiées s'étend ainsi de 2 à 1 168 selon le portail considéré, pour une moyenne de 230. 11 portails ont généré moins de 100 dépêches à l'année, alors que 5 portails en ont généré plus de 400, laissant percevoir l'écart existant d'un portail à l'autre. Selon les dires des acteurs, la dynamique du lectorat s'avère également très variable d'un portail à l'autre. Selon les acteurs interrogés, ces différences de dynamisme apparaissent corrélées au profil des animateurs : selon leur capacité à mobiliser leurs réseaux ou selon leur notoriété personnelle dans le secteur dans lequel ils exercent, le portail ne présentera pas la même dynamique. Cependant, ce dynamisme varie également en fonction de l'investissement des animateurs et des modalités d'animation choisies, lesquelles restent « personnalisées » en raison du cadrage souple du rôle qui leur est décerné.

## 7.3 Une plateforme adaptée mais susceptible d'être encore améliorée

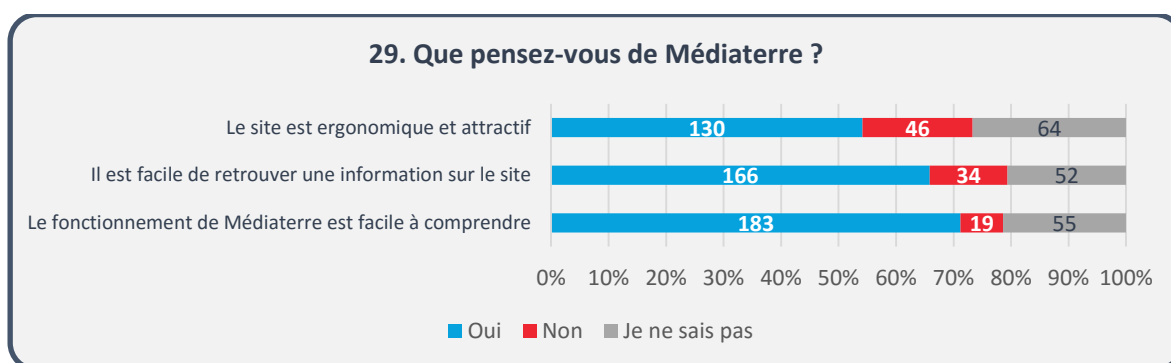
### 7.3.1 Une structure technique marginalement « limitante » pour les animateurs mais compensée par une équipe technique à l'écoute des besoins

La plateforme proposée présente quelques rigidités avec lesquelles les animateurs mobilisés se voient obligés de composer. Tout d'abord, le format en portails différenciés rend complexe à leurs yeux la mise en transversalité des thématiques traitées : certains animateurs ont à ce titre témoigné partager difficilement leurs informations sur d'autres portails que le leur, ne se sentant pas nécessairement impliqués dans la dynamique des autres portails. Parallèlement, tous les animateurs doivent composer avec des rubriques prédéfinies, unifiées sur l'ensemble du site. Si ce fonctionnement permet une plus grande cohérence entre les portails, l'appropriation de ces rubriques n'est pas nécessairement aisée pour tous les animateurs, qui préféreraient pouvoir disposer de rubriques propres à leurs thématiques.

Malgré ces quelques éléments qui ont pu être pointés par certains animateurs, la plateforme reste néanmoins considérée dans son ensemble comme pratique et fonctionnelle. En outre, les animateurs interrogés ont unanimement reconnu l'effort effectif de l'équipe technique pour prendre en compte les problématiques mentionnées et faire évoluer à la marge l'outil de façon à y répondre.

### 7.3.2 Un outil fonctionnel mais dont l'ergonomie pourrait être améliorée

Au regard de la plateforme telle qu'elle est aujourd'hui constituée, plusieurs acteurs ont exprimé le souhait de revoir certaines de ses fonctionnalités et sa structure afin de la rendre plus attractive, plus intuitive, et plus en adéquation avec les besoins des lecteurs. L'ergonomie globale du site et sa charte graphique ont en particulier fait l'objet de critiques, et la majorité des acteurs s'est accordée sur la nécessité de moderniser ou « toiletter » celui-ci afin de le rendre visuellement plus agréable et en phase avec les standards graphiques actuels. Cette opinion est confortée par l'enquête en ligne réalisée, qui révèle qu'un peu plus de 50% des répondants seulement juge le site ergonomique et attractif.



Lors de certains entretiens, le manque d'objets visuels a ainsi pu être regretté (photos, images et vidéos), de même que le manque d'unification du format des articles (typographie, type de titre, méthode de citation, présentation des références).

Parallèlement, cette même enquête a révélé une utilisation plutôt aisée de Médiaterre. Néanmoins, quelques acteurs ont proposé de revoir certaines de ses composantes structurelles en vue d'améliorer l'accès aux articles recherchés. Ceux-ci ont à ce titre recommandé :

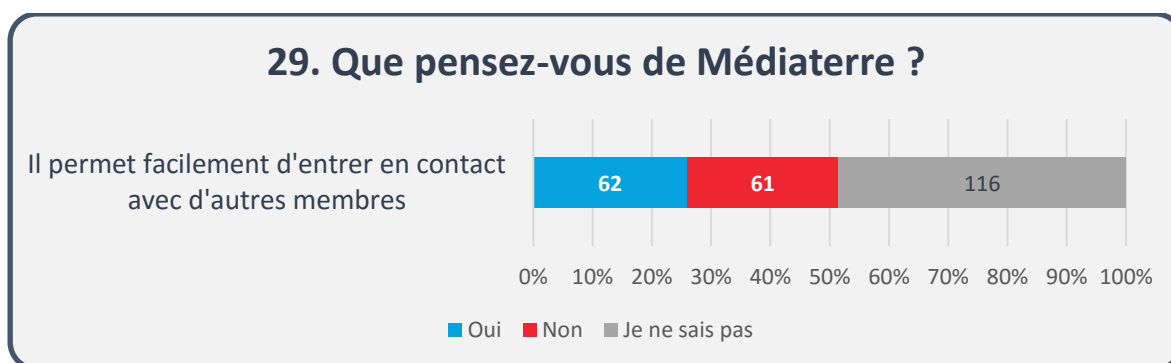
- d'améliorer la cohérence des portails thématiques proposés : des redondances ont été relevées, étant donné le niveau hétérogène de ceux-ci (différentes échelles géographiques, des thématiques précises ou englobantes...);
- d'assurer l'archivage des articles anciens, qui ne sont pas toujours présentés comme tels ;
- de modifier les modalités de classement des articles en y associant des mots clés.

De plus, la mise en avant des dépêches sur la page d'accueil a suscité quelques interrogations de la part de certains acteurs, qui ont pu regretter la mise en retrait, en comparaison, des portails thématiques et des articles de fond qui y sont associés.

Malgré ces quelques points d'amélioration mentionnés, la plateforme a néanmoins été qualifiée de fonctionnelle à ce stade par l'ensemble des acteurs interrogés.

### 7.3.3 Une plateforme qui ne favorise pas l'interaction

Si la plateforme a été jugée dans l'ensemble fonctionnelle, elle apparaît néanmoins offrir une capacité limitée à générer des contacts entre ses membres. Cette problématique a notamment largement été pointée dans le cadre du questionnaire en ligne, avec seulement 25% des répondants estimant que cette plateforme permettait en effet aisément d'entrer en contact avec d'autres membres :



Lors des entretiens, plusieurs acteurs ont à ce titre décrit la plateforme comme « trop statique » pour répondre à l'enjeu de mise en réseau et de mobilisation des acteurs. L'absence de forum de discussion constitue notamment à leurs yeux un frein à ces interactions.

Cependant, il est important de noter que cette fonctionnalité a été plutôt délaissée depuis l'apparition des réseaux sociaux, les porteurs de la structure estimant que la plateforme apporterait difficilement une plus-value supplémentaire sur ce registre concurrencé. Ces éléments justifient donc l'absence d'évolution de la plateforme au cours du temps en faveur d'une plus grande interconnexion des membres.

## 8 Mise en œuvre – Objectif Terre

### 8.1 Une dynamique collective faible mais qui n'a pas semblé poser de problèmes majeurs dans la réalisation de la revue

#### 8.1.1 Une gouvernance limitée

Depuis la création de la nouvelle formule du bulletin d'Objectif Terre, ce projet réunissait pour sa production 6 universités différentes réparties mondialement, et à travers ces universités, 10 à 20 étudiants contribuant à la rédaction des articles. Financé à hauteur de 96 000 euros en 2010 (son coût a évolué au cours du temps), ce projet a perduré jusqu'en 2012, date à laquelle la diffusion du bulletin a été suspendue.

La gouvernance d'Objectif Terre était prévue pour reposer sur la réunion annuelle d'un Comité éditorial composé de représentants de l'IFDD, de l'UICN et de chaque université partenaire. Dans les faits, cette gouvernance ne s'est cependant pas concrétisée : les réunions collectives qui devaient être organisées en visioconférence ont finalement laissé place à des réunions en bilatéral entre l'IFDD et l'UICN, adoptant de ce fait une approche plus technique que stratégique. Ces réunions bilatérales se sont cependant tenues régulièrement jusqu'en 2012, et ont effectivement permis de soutenir la production du bulletin sous ses aspects techniques.

#### 8.1.2 Un travail en silo important qui ne nuit cependant pas directement à l'action de production

Au-delà de la faiblesse de la gouvernance dédiée au projet, les rédacteurs ont fait part d'un sentiment d'isolement dans leur tâche de production. Ainsi, ces derniers entraient uniquement en contact avec les porteurs du projet (UICN et IFDD) sous un angle technique et ne disposaient pas de lieux d'échanges dédiés concernant le contenu et les orientations relatives à la production des articles. Ils n'avaient en conséquence qu'une connaissance partielle des autres partenaires universitaires impliqués dans le projet et découvraient les articles composant la revue après publication uniquement. L'idée d'organiser des rencontres plus régulières avec les autres parties prenantes du projet est donc jugée pertinente afin de mettre en discussion les pratiques déployées et d'appréhender les objectifs de la revue.

Ce fonctionnement « en silo » ne semble néanmoins pas poser de soucis particuliers vis-à-vis de la production des articles et les rédacteurs ont fait part d'une satisfaction relative à l'autonomie qui leur était laissée. En outre, les porteurs du projet estiment que la gestion technique de la revue ne nécessite pas nécessairement de questionnements de fond, et que les problématiques parviennent à être traitées par des échanges bilatéraux par mails, celles-ci ne concernant que des sujets opérationnels.

## **8.2 Un projet globalement fonctionnel mais confronté à quelques difficultés organisationnelles**

### **8.2.1 Une organisation de la production plutôt fonctionnelle générant une information de qualité**

Dans l'ensemble, l'organisation du projet était perçue positivement : des professeurs et élèves se sont effectivement fortement investis dans la production d'articles générés sur la base de recherches bibliographiques et les expertises sélectionnées étaient en outre perçues comme pertinentes.

Parallèlement, la réunion d'un comité de lecture visant à garantir la qualité des productions était apprécié, bien que cette tâche ne relève pas d'un enjeu fort. Le comité de lecture ne jouait en effet dans les faits qu'un rôle extrêmement marginal réalisant des ajustements mineurs centrés sur la forme de l'article. Ce rôle limité était notamment dû à la présence de professeurs renommés supervisant la production des articles et effectuant donc déjà une première relecture de ceux-ci au regard de leur expertise. Néanmoins la présence de ce comité permettait une mise en cohérence des productions jugée bienvenue.

### **8.2.2 Quelques difficultés liées à la mise en cohérence de la revue avec l'actualité ainsi qu'à sa distribution**

Malgré un aperçu d'ensemble plutôt positif, ce projet a néanmoins connu des difficultés organisationnelles qui expliquent en partie la suspension actuelle de la diffusion du bulletin.

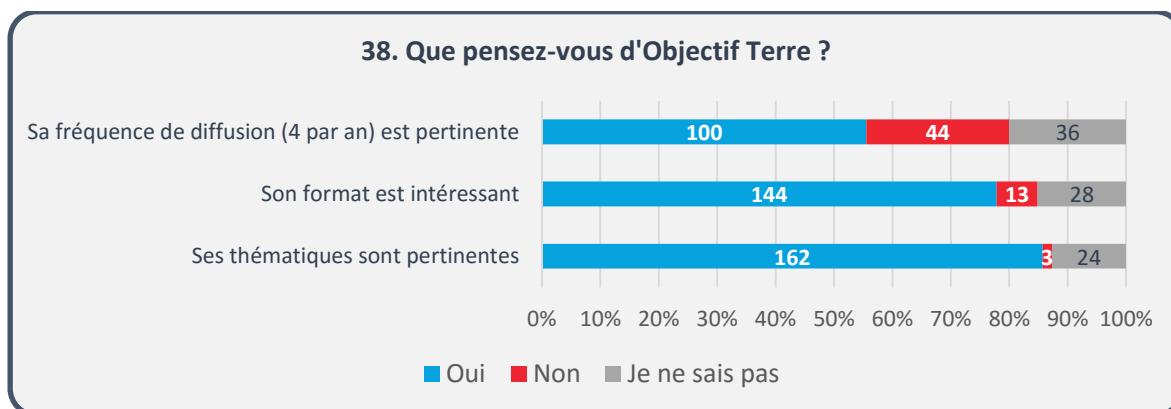
Tout d'abord, une difficulté à assurer un contenu d'actualité a été ressentie : celle-ci se justifie du point de vue des rédacteurs par la rigidité du rythme de publication, pas nécessairement coordonné avec la tenue des événements couverts. En effet, avec 4 articles par an à produire, dans un format imposé de 7 pages, les rédacteurs ont expliqué s'être trouvés parfois dépourvus d'actualité à traiter sur leur thématique, devant alors mobiliser des contenus « généraux », déconnectés de l'actualité (concepts, enjeux...). Ce procédé, qui permettait de générer des articles malgré l'absence d'événements internationaux à couvrir, avait tendance selon les rédacteurs à renforcer l'aspect « technique » de la revue et à l'éloigner de ses objectifs. A l'inverse, en cas d'actualité dense, le rythme « lent » imposé par le format papier n'offrait pas la même réactivité que le format numérique pour un traitement optimal de cette actualité, en raison des délais d'impression et de distribution.

En outre, la coordination de l'ensemble des parties prenantes a pu s'avérer parfois complexe occasionnant à plusieurs reprises des retards de parution. Pour autant, les rédacteurs estiment n'avoir pas connu de problèmes « d'obsolescence de l'information » du fait du rythme de publication : dans l'ensemble, l'évolution des sujets traités suivaient en effet une temporalité plutôt lente.

A ceci s'ajoutaient les difficultés de distribution qui ne sont pas du fait des porteurs du projet mais impactaient néanmoins la fonctionnalité de l'outil : en effet, plusieurs acteurs ont rappelé la qualité parfois incertaine de la distribution du courrier dans certaines zones d'Afrique, générant des interrogations sur la capacité des lecteurs à accéder effectivement à ce bulletin.

### 8.3 Un outil dont le format apparaît pertinent pour les lecteurs

Selon l'enquête en ligne conduite, Objectif Terre est globalement considéré positivement pour son format et les thématiques qu'il traite. En effet, plus de 75% des répondants jugent son format intéressant et près de 85% estiment ses thématiques pertinentes, témoignant d'une bonne adéquation de la revue aux besoins du lectorat. Seule sa fréquence de publication a pu être remise en cause, mais les choix adoptés restent néanmoins majoritairement plébiscités avec près de 55% des répondants jugeant cette fréquence pertinente.



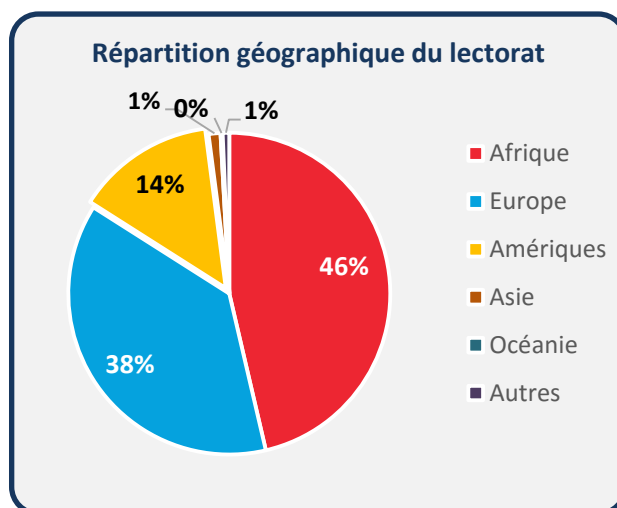


## 9 Efficacité - Médiaterre

### 9.1 Un outil effectivement relayé mais dont la notoriété reste plutôt limitée

#### 9.1.1 Des chiffres qui témoignent d'un nombre de lecteurs conséquent dans l'absolu et d'un lectorat qui continue à s'étoffer

Dans l'ensemble, les chiffres témoignant de la notoriété de Médiaterre apparaissent encourageants dans l'absolu. Cette plateforme bénéficie en effet de 11 500 membres et a touché 10 761 visiteurs sur l'année 2017. Les informations diffusées sont ainsi relativement bien lues : 3,2 millions de pages ont été consultées par mois en moyenne (38 millions sur l'année) en 2017. De plus, le lectorat est relativement bien réparti : celui-ci touche 169 pays différents, et se concentre à 46% sur le continent Africain, qui constitue la cible prioritaire.



Les chiffres des réseaux sociaux sont de même plutôt positifs : à ce jour, la plateforme comprend 12 700 abonnés à Twitter, 4 582 mentions « j'aime » sur Facebook, et 38 270 vues sur sa chaîne YouTube.

Enfin, la comparaison avec les chiffres antérieurs donne à voir des tendances en hausse. Médiaterre présente en effet sur toutes ses facettes des chiffres en augmentation relativement à l'année 2016 :

- +2 millions de pages consultées
- +2 000 visiteurs sur le site
- +1 500 abonnés twitter
- +6 000 vues sur la chaine YouTube

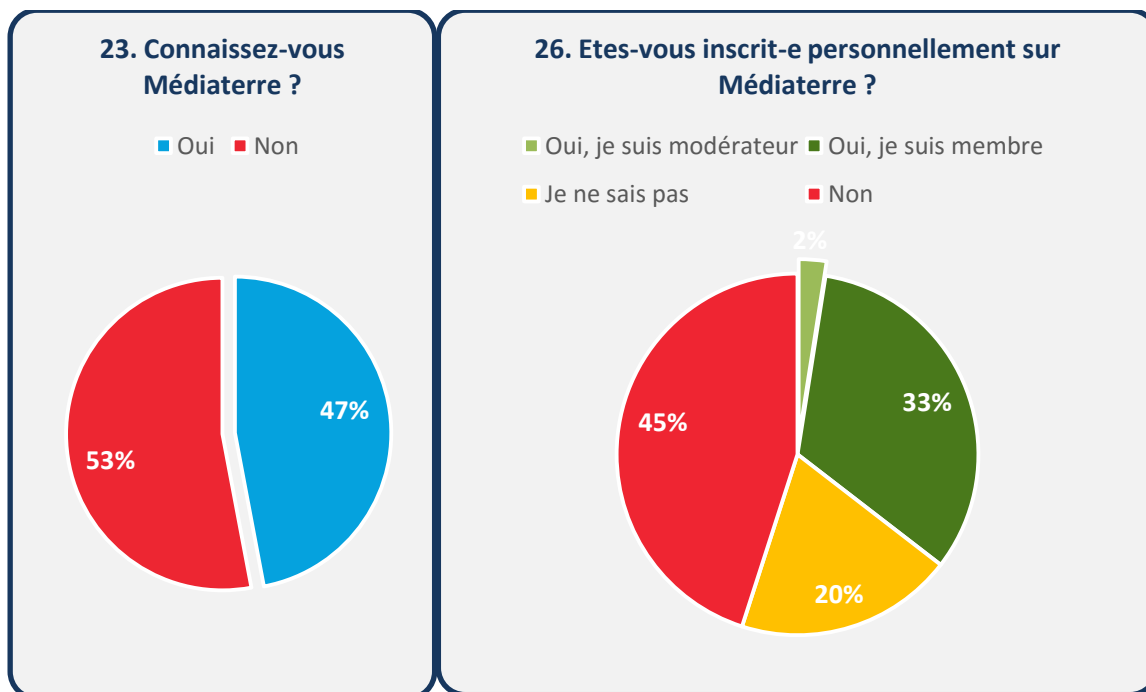
L'évolution de la cible est également positive, puisque le continent Africain concentrait en 2016 uniquement 34% du lectorat, derrière le continent européen qui représentait 41% du lectorat. La proportion géographique s'est donc inversée.

En raison de ces chiffres, les acteurs rencontrés s'accordent ainsi pour dire que Médiaterre a effectivement rempli un vide concernant la diffusion d'actualités sur le développement durable et occupe désormais une place sur le sujet. La plateforme est à ce titre généralement qualifiée « d'installée » et non plus d'émergente.

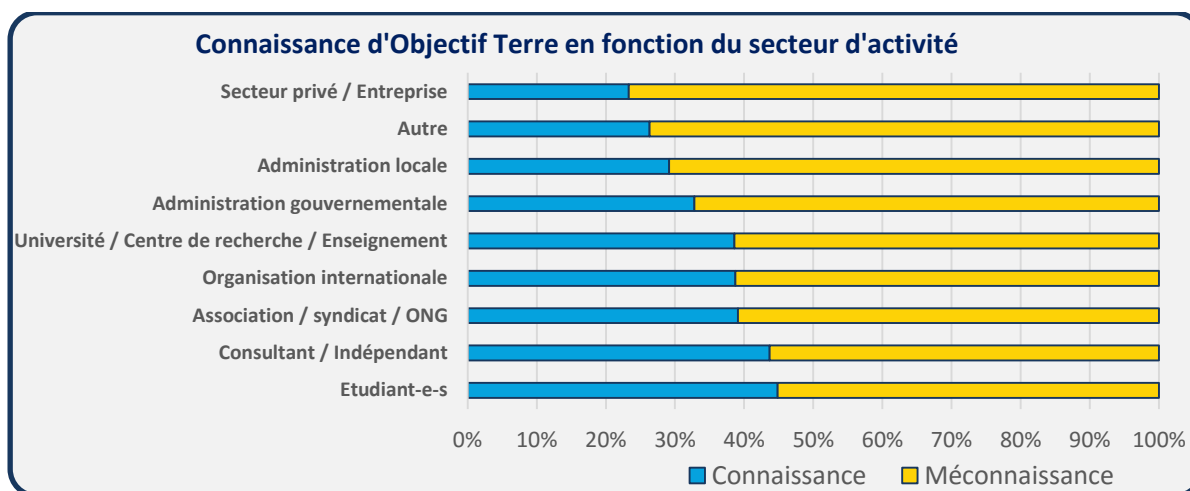
### 9.1.2 Un média disposant malgré tout d'une notoriété encore limitée au regard du « potentiel francophone »

Malgré des résultats non négligeables, les chiffres précédemment mentionnés sont à relativiser au regard de la taille de la communauté francophone dans sa totalité. Le nombre de francophones est en effet estimé à 274 millions, or Médiaterre, conçu comme un média grand public, s'adresse effectivement à l'ensemble de ce public. De plus, les chiffres avancés ne dissocient pas les « robots » des véritables lecteurs, ne permettant donc pas totalement de juger du niveau de notoriété de l'outil à eux seuls.

Les entretiens conduits dans le cadre cette étude viennent en outre contrebalancer ces résultats. Les personnes interrogées ont en effet majoritairement exprimé le sentiment d'un manque de connaissance de l'outil au sein des communautés d'acteurs concernés par le développement durable : certains acteurs ne connaissaient pas eux-mêmes l'existence de cet outil, ou n'en étaient pas utilisateurs, et les lecteurs rencontrés ont considéré que celui-ci restait peu diffusé auprès de leurs confrères. L'enquête en ligne fait elle-même état d'une connaissance limitée de Médiaterre : seuls 47% des répondants au questionnaire ont affirmé le connaître, alors même que ce questionnaire a notamment été diffusé auprès de ses membres, ce qui constitue un biais favorable à sa connaissance. De plus, parmi les connaisseurs de l'outil, seuls 35% d'entre eux sont inscrits sur Médiaterre, c'est-à-dire véritablement actifs et impliqués sur cette plateforme.



Plus précisément, les résultats de l'enquête apportent un enseignement sur les profils touchés par Médiaterre. Globalement, la plateforme apparaît avant tout connue auprès des organisations internationales, des étudiants, et des associations, syndicats ou ONG ; mais celle-ci l'est moins des administrations gouvernementales, du secteur privé, et surtout des administrations locales.



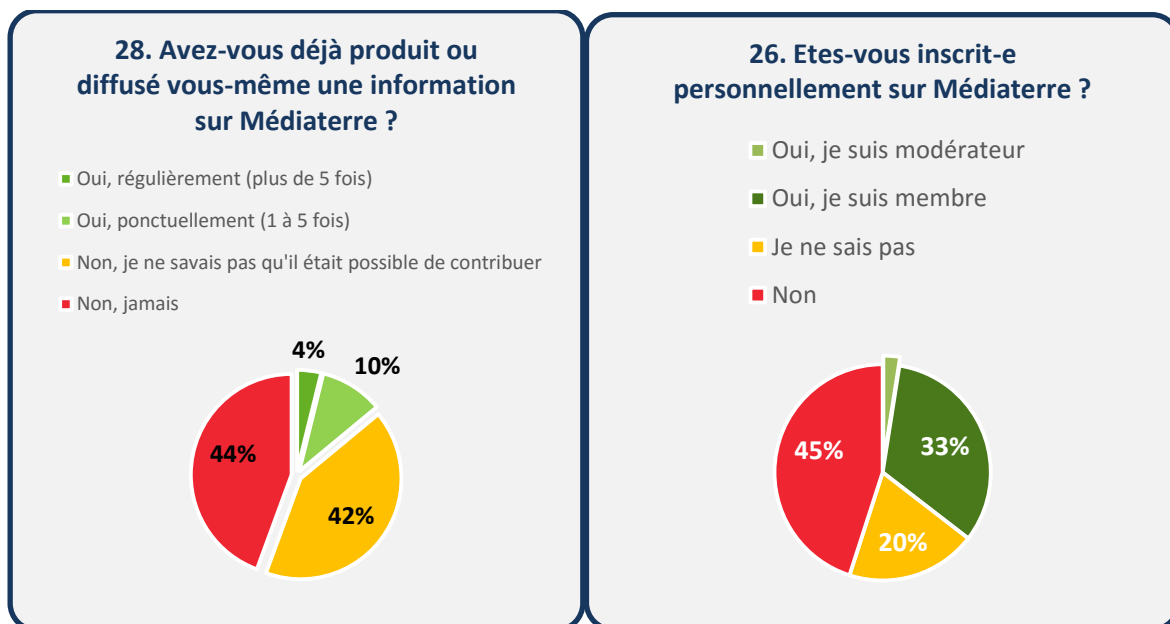
## 9.2 Un outil qui peine à générer une dynamique d'ensemble, à la fois sous l'angle de la participation et de la collaboration

### 9.2.1 Une contribution faible du lectorat à la production d'articles freinant la remontée d'informations « de terrain »

Médiaterre a été conçu sur un modèle collaboratif. Comme explicité précédemment, les lecteurs sont invités à proposer des articles à la modération, et donc à s'impliquer dans le fonctionnement de la plateforme. Sur cet objectif, l'analyse de la mise en œuvre de ce projet a précédemment mis en évidence la faiblesse des contributions volontaires des membres, au regard de la production générée par les animateurs et modérateurs eux-mêmes. En effet, le lectorat s'avère relativement passif, et la part des articles produits par les membres atteint moins de 30% de la production totale. Les parties prenantes de cet outil ont ainsi qualifié le public d'essentiellement « consommateur », en raison de son faible saisissement des fonctionnalités participatives de l'outil.

Quelques nuances sont cependant à apporter sur ce constat. Tout d'abord, même si le nombre de lecteurs-contributeurs reste faible, celui-ci tend à augmenter avec le temps, laissant présager d'une potentielle évolution du fonctionnement de la plateforme à l'avenir. De plus, plusieurs modérateurs ont indiqué au cours des entretiens être parfois contactés par des acteurs qui proposent des sujets, livrent des informations, mais leur laissent le soin de rédiger la dépêche. Ce procédé laisse donc percevoir un investissement effectif de certains lecteurs non visible dans les indicateurs chiffrés considérés.

Néanmoins, si ces nuances ne sont pas négligeables, elles ne remettent pas en cause le constat global d'une passivité du lectorat, qui s'explique de plusieurs façons. D'une part, une méconnaissance du caractère contributif de Médiaterre est à relever. La plateforme n'est en effet pas comprise comme telle, comme en témoigne les résultats de l'enquête en ligne. 42% des répondants ont indiqué n'avoir jamais diffusé d'information sur la plateforme dans la mesure où ils ne savaient pas qu'il était possible de le faire (parmi les répondants ayant connaissance de cette plateforme). De la même façon, la notion de « membre » apparaît mal connue : 20% des répondants ont indiqué ne pas savoir s'ils étaient inscrits ou non sur la plateforme, toujours parmi les répondants connaissant Médiaterre.



Outre cette faible compréhension du fonctionnement de la plateforme, il ressort des entretiens que la plus-value de cette « modalité collaborative » n'apparaît véritablement intégrée par les utilisateurs : le gain de visibilité offert par le site aux contributeurs n'est en effet pas suffisamment moteur pour inciter à publier.

Certaines parties prenantes de Médiaterre ont également évoqué un manque d'initiatives de sensibilisation et d'animation pour amener les lecteurs à publier. L'initiative du concours "Médiaterre - Jeunes francophones du Sud - meilleur article de sensibilisation à la lutte contre les changements climatiques - Cdp 23" menée sur le portail « jeunes » a à ce titre été portée en exemple et pourrait à leurs yeux être réitérée dans cet objectif.

Ceci fait écho aux revendications émises par plusieurs acteurs de parvenir à développer davantage le réseau de rédacteurs de Médiaterre de façon à améliorer la couverture géographique et thématique du traitement de l'information. A ce jour, le portail Médiaterre reste selon différents acteurs animé selon une logique « onusienne », c'est-à-dire alimenté par une information descendante plus qu'ascendante, et encore très institutionnelle plus qu'issue du terrain.

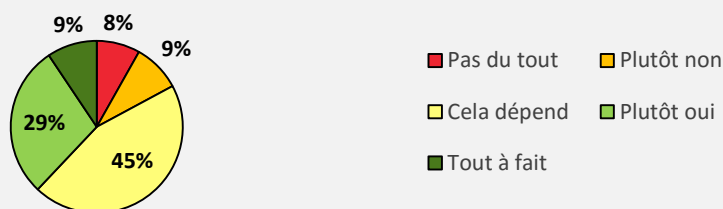
La passivité du lectorat est enfin également regrettée par les animateurs qui ressentent eux-mêmes une déconnexion d'avec leurs lecteurs. Plusieurs d'entre eux ont ainsi estimé que leurs interrogations relatives aux attentes des lecteurs vis-à-vis des portails dont ils ont la charge restaient à ce stade sans réponse.

### **9.2.2 Une plateforme faiblement génératrice d'interactions, peinant en conséquence à faire émerger une communauté dynamique**

A la passivité constatée concernant la participation des lecteurs à l'alimentation de la plateforme en articles s'ajoute un faible nombre d'interactions sur la plateforme entre les membres eux-mêmes. En effet, les acteurs ont unanimement témoigné ne pas utiliser la messagerie mise à disposition sur le site pour entrer en contact avec d'autres membres, et ceci alors même que le CIRIDD a expliqué recevoir ponctuellement des demandes de contacts de certains contributeurs par des lecteurs. Ce constat témoigne donc bien d'une volonté pour certains d'entrer en contact avec d'autres membres. De plus quelques acteurs

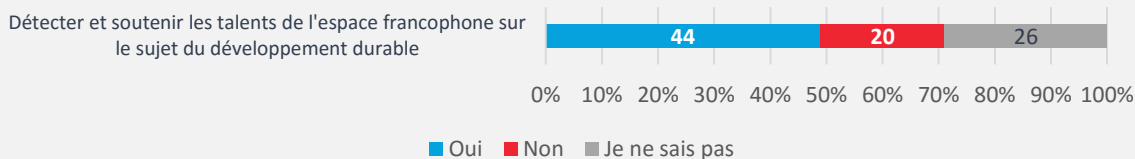
ont estimé que l'activité restait relativement faible sur les réseaux sociaux, bien que ce ressenti soit variable selon les animateurs de portail. Certains d'entre eux ont ainsi expliqué percevoir peu d'articles relayés, cités, retwittés, commentés, ou likés. La dynamique générée reste donc à première vue relativement faible, bien que ce constat ne soit pas pleinement partagé par tous. Cette faible activité de mise en réseau est d'ailleurs plutôt confirmée par l'enquête en ligne, avec seulement 38% des répondants au questionnaire considérant que Médiaterre permet d'accéder à une communauté dynamique.

**32. Personnellement, avez-vous le sentiment que Médiaterre vous permet d'accéder à une communauté dynamique ?**



Parallèlement, les enquêtés estiment que cette plateforme contribue relativement peu à détecter et soutenir les « talents » de l'espace francophone sur le sujet du développement durable. En effet, moins de 50% d'entre eux reconnaissent une plus-value de Médiaterre sur ce point :

**31. Selon vous, Médiaterre permet-il effectivement de ...**



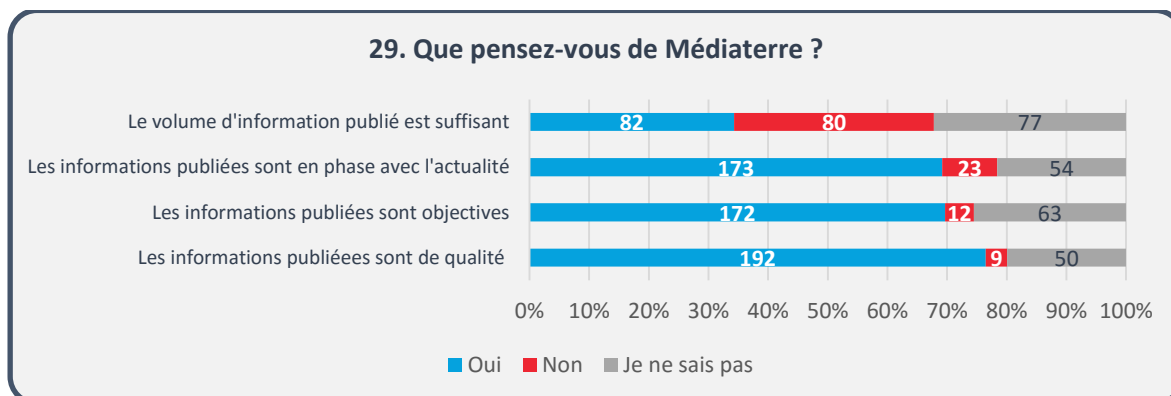
Au final, cette plateforme n'apparaît donc pas complètement en mesure en l'état actuel de fédérer une communauté dynamique. Ceci se justifie néanmoins au regard de la nature même de la plateforme, tel qu'expliqué précédemment dans la partie « mise en œuvre ». En effet, en l'absence de forums, d'animations dédiées, de rencontres, celle-ci ne peut jouer pleinement ce rôle de mise en réseau. Ce volet n'est cependant plus investi par les porteurs du projet en raison de la concurrence rencontrée sur les réseaux sociaux qui rendrait à leurs yeux caduque cette ambition de fédérer une communauté sur la plateforme Médiaterre directement. Pourtant, les avis d'améliorations formulés dans le cadre de ce même questionnaire en ligne révèlent ce besoin de mise en réseau : plusieurs répondants ont ainsi mentionné leur désir d'une amélioration de la dimension collaborative de Médiaterre, à travers par exemple la création de communautés de projets ou des animations visant à renforcer les échanges.

## 9.3 Un outil relativement classique, n'offrant pas de plus-value spécifique

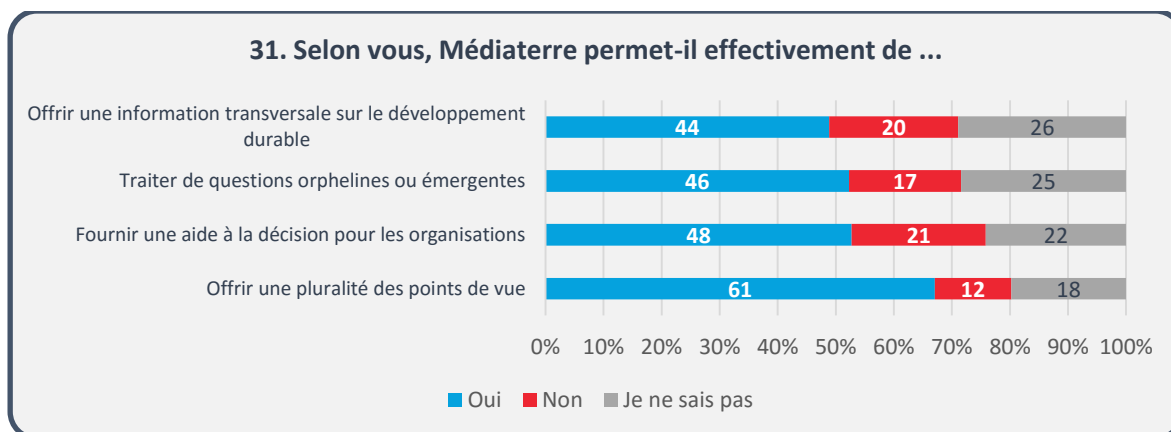
### 9.3.1 Un contenu apprécié mais limité en volume et un traitement de l'information susceptible d'être amélioré

Dans l'ensemble, le contenu publié sur Médiaterre est jugé positivement. Les répondants au questionnaire ont en particulier mis en avant la qualité des informations diffusées, le caractère objectif dans le traitement de l'information, ainsi que la capacité à être en phase avec l'actualité. Ainsi, les informations publiées ne présentent pas de défauts majeurs de leur point de vue.

Néanmoins, le volume diffusé est pour sa part estimé limité : en effet, moins de 35% des répondants ont jugé la quantité d'information relayée suffisante dans le cadre de l'enquête en ligne. Ce constat est néanmoins à nuancer au regard du nombre élevé de répondants ne s'étant pas positionnés sur cette question (environ 30%).



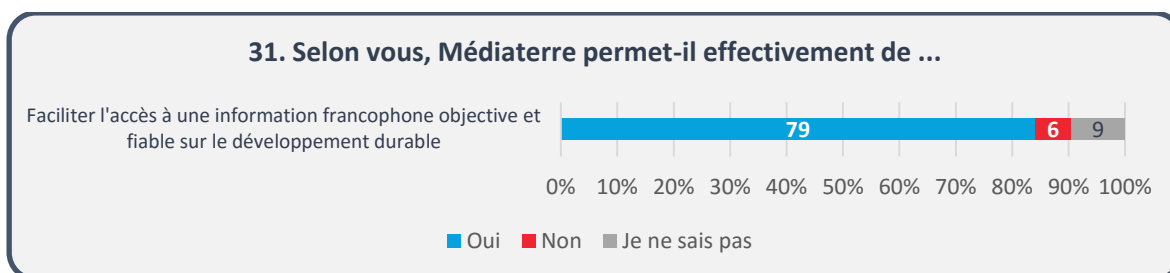
Par ailleurs, si l'information disponible sur Médiaterre reste faiblement critiquée, la capacité de ce média à traiter l'information de façon « originale » reste nuancée. Selon les répondants à l'enquête en ligne, cet outil n'offre pas totalement un traitement transversal du sujet, et parvient à traiter de questions orphelines ou émergentes de façon mitigée (50% de réponses positives environ pour ces deux modalités). L'opinion est également partagée quant à sa capacité à fournir une aide à la décision pour les décideurs. Seule sa capacité à offrir une pluralité de point de vue est plébiscitée à plus de 65% par les répondants.



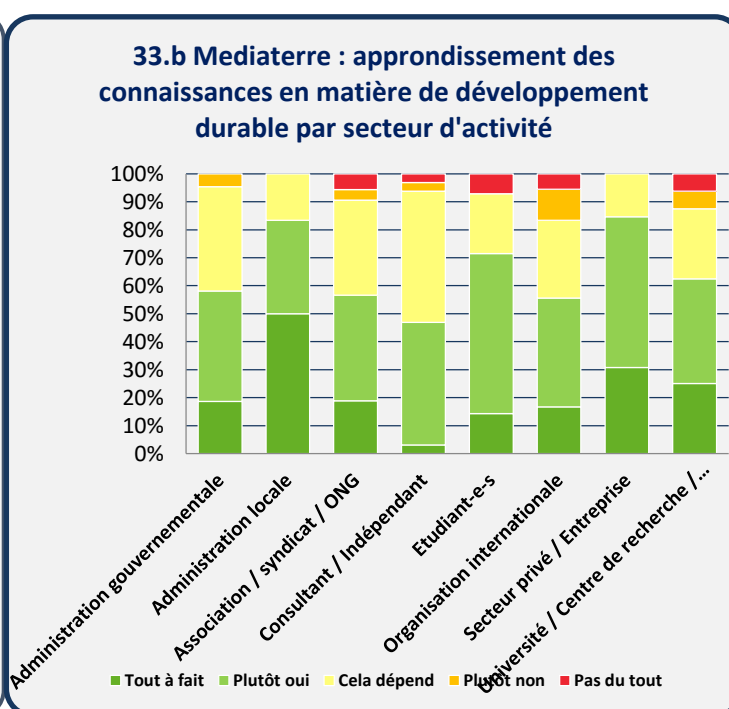
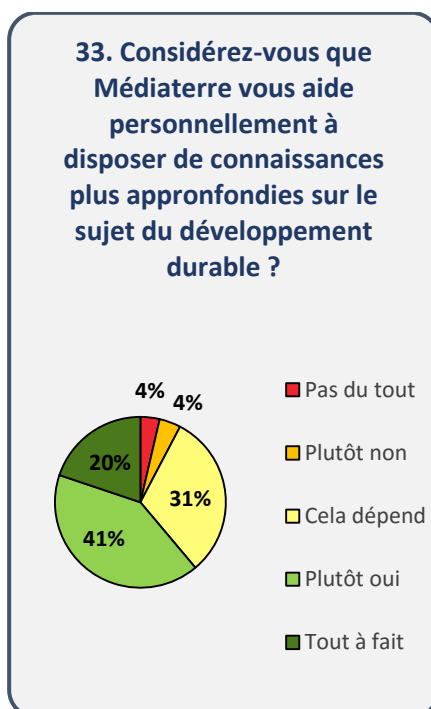
### 9.3.2 Une plus-value limitée au-delà des bénéfices d'un accès renforcé à l'information sur le développement durable

#### *Un accès renforcé aux informations et des connaissances plutôt approfondies pour le lectorat*

Médiaterre est bien considéré comme un média permettant de renforcer l'accès aux informations sur le développement durable, comme en témoignent les résultats de l'enquête en ligne. En effet, près de 85% des répondants à ce questionnaire se sont exprimés favorablement sur ce sujet :



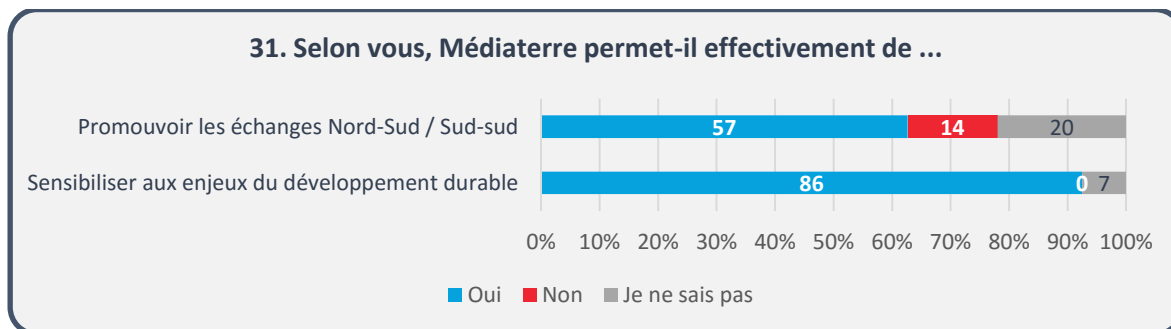
Cet accès renforcé apparaît en outre positif dans la mesure où il aide de façon relativement efficace les lecteurs à disposer de connaissances plus approfondies sur le sujet du développement durable. C'est en effet le jugement exprimé par 61% des enquêtés utilisateurs de cette plateforme, sachant que seuls 8% d'entre eux ont exprimé une opinion défavorable à cet égard. Au regard des profils des répondants, il apparaît que cet outil permet un approfondissement des connaissances en particulier pour les administrations locales, le secteur privé, et les étudiants, c'est-à-dire a priori pour des publics moins experts du sujet. Les administrations gouvernementales, internationales ou les associations présentent en effet une proportion moindre de répondants estimant que ce média renforce leurs connaissances sur le sujet.



### ***Un outil de sensibilisation efficace et facilitateur pour les échanges avec les pays Sud***

Plus largement, au regard des réponses collectées dans le cadre de l'enquête en ligne, la plus-value de Médiaterre réside principalement dans sa capacité à sensibiliser aux enjeux du développement durable. Les répondants sont en effet unanimes sur cette question dans la mesure où aucun d'entre eux n'a contesté ce constat.

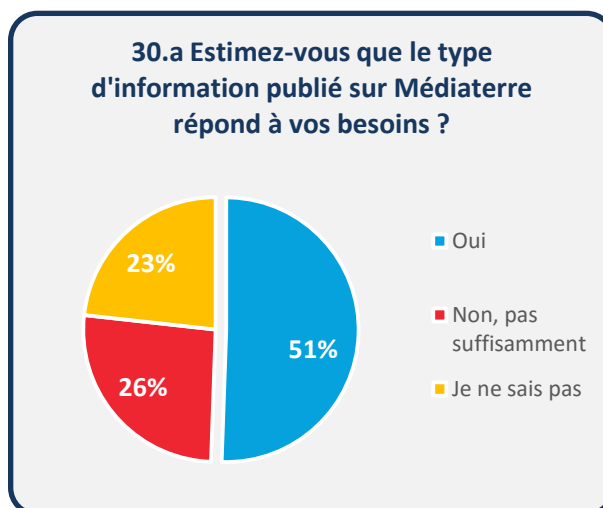
Sa capacité à promouvoir les échanges Nord-Sud et Sud-Sud a également été reconnue, bien que de façon plus nuancée.



### ***Une plus-value somme toute limitée, l'outil ne répondant que de façon partielle aux besoins de ses lecteurs***

Dans l'ensemble, l'outil Médiaterre tel que proposé n'apparaît pas inutile au regard des apports précédemment mentionnés en matière de renforcement de l'accès à l'information, d'approfondissement des connaissances, et de sensibilisation. Néanmoins, le lectorat juge la plus-value de ce média mitigée, la moitié des lecteurs enquêtés ayant indiqué que l'outil ne répondait à ses besoins, et 23% d'entre eux n'ayant pas été en mesure de se prononcer sur le sujet.

Lors des entretiens, plusieurs acteurs ont en outre indiqué ne pas percevoir de réelle plus-value relative à cet outil, dans la mesure où l'information est aujourd'hui plutôt aisément disponible sur internet et identifiable grâce aux moteurs de recherche. En l'absence de caractéristiques spécifiques dans le type d'informations mises à disposition ou dans le traitement de l'information (capacité à traiter de questions émergentes, mise à disposition d'outils ou de documents institutionnels indisponibles...), l'intérêt spécifique à Médiaterre n'est donc pas pleinement identifié.





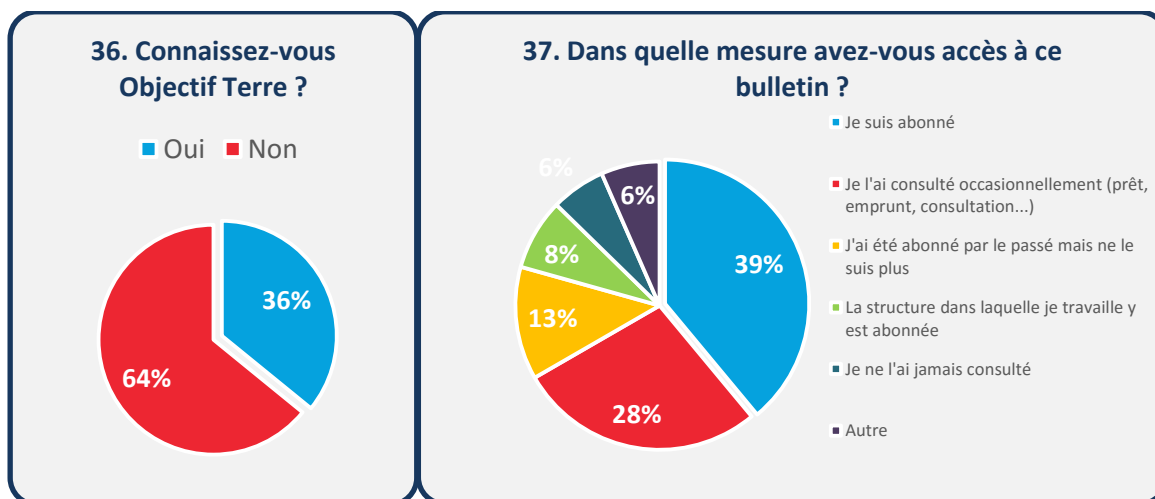
## 10 Efficacité – Objectif Terre

### 10.1 Une diffusion confidentielle

En comparaison avec Médiaterre, la revue Objectif Terre présente des chiffres de diffusion plus faibles encore. En 2012, celle-ci comptait 1 250 abonnés à la version papier et 5 000 abonnés au bulletin électronique, soit un peu plus de 6 000 abonnés en tout.

Ces chiffres recouvrent des situations particulières : alors que les abonnés au bulletin numérique représentent à 75% des lecteurs issus des Pays du Nord, le profil du lectorat papier est pour sa part à 70% africain et du Moyen-Orient. Ces proportions révèlent donc une capacité très faible du bulletin à toucher les pays du Sud (70% de 1250 soit 875). Néanmoins, cette différenciation par le format témoigne également d'un besoin avéré de « revues papier » en Afrique, besoin également affirmé au cours des entretiens conduits sur place en raison des difficultés de connexion à internet.

L'enquête en ligne rend également compte d'une faible notoriété du bulletin Objectif Terre : seuls 36% des répondants au questionnaire ont indiqué le connaître, et parmi ceux-ci, moins de 40% y étaient abonnés au moment de répondre à l'enquête (c'est-à-dire que seulement 14% des répondants en tout).

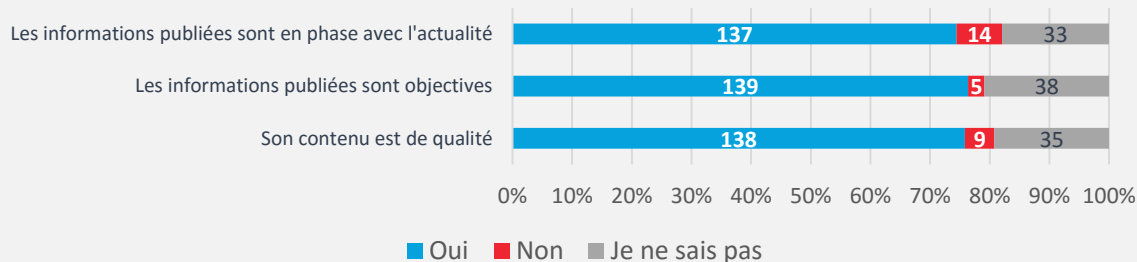


De plus, lors des entretiens conduits, très peu d'acteurs ont indiqué être effectivement lecteurs d'Objectif Terre et certains d'entre eux n'avaient aucune connaissance du bulletin. Ceux le connaissant ont de plus fait part d'une faible notoriété de cette revue au sein de leur réseau.

### 10.2 Un contenu apprécié mais plutôt classique considérant la nature des informations traitées

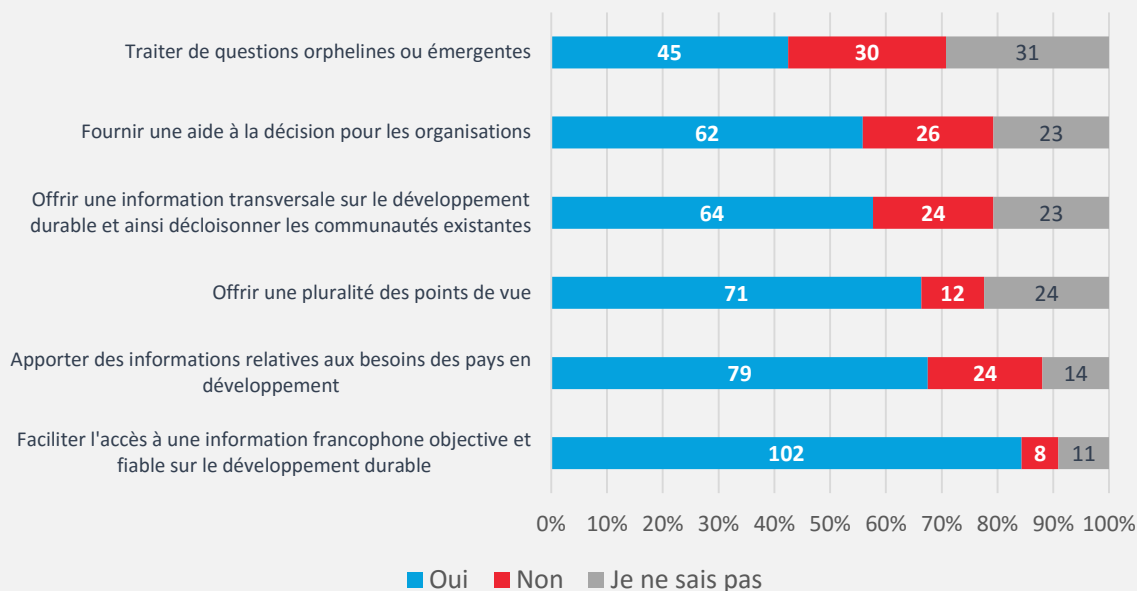
Bien que le lectorat apparaisse réduit, celui-ci apprécie néanmoins Objectif Terre, pour son contenu. La revue est en effet jugée par 75% des répondants à la fois de qualité, objective, et en phase avec l'actualité. La confiance dans cet outil est notamment permise selon les acteurs rencontrés par le soutien de l'IFDD, qui constitue en tant que tel une assurance du sérieux de la revue.

### 38. Que pensez-vous d'Objectif Terre ?



En conséquence, les répondants à l'enquête ont largement considéré qu'Objectif Terre représentait un média permettant effectivement d'accéder à une information objective et fiable, en particulier pour les pays en développement. Celui-ci présente en revanche une difficulté plus grande en à traiter de questions orphelines ou émergentes ainsi qu'à fournir une aide à la décision. En outre, le contenu diffusé via cette revue permet de façon plus mitigée d'offrir une information transversale, ou une pluralité de points de vue à ses lecteurs.

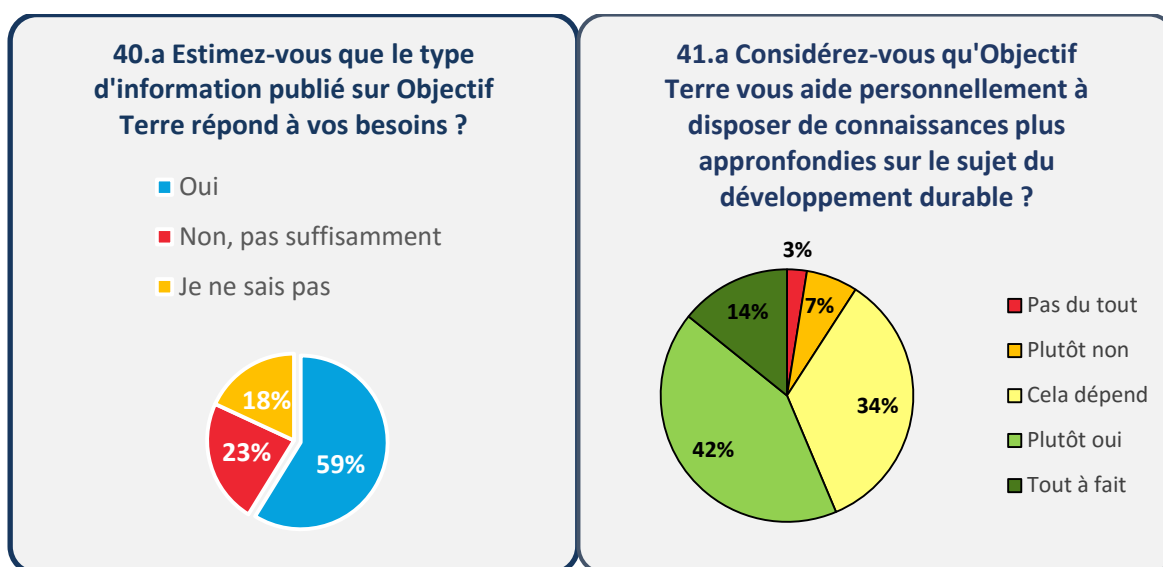
### 39. Selon vous, Objectif Terre permet-il effectivement de ...



Ainsi, si le contenu est apprécié, ce constat vaut moins pour la capacité de la revue à apporter un traitement nouveau et spécifique de l'information, que pour sa capacité plus générale à renforcer l'accès à l'information sur le sujet.

### 10.3 Un outil plutôt utile, mais s'adressant plus au secteur universitaire qu'aux négociateurs

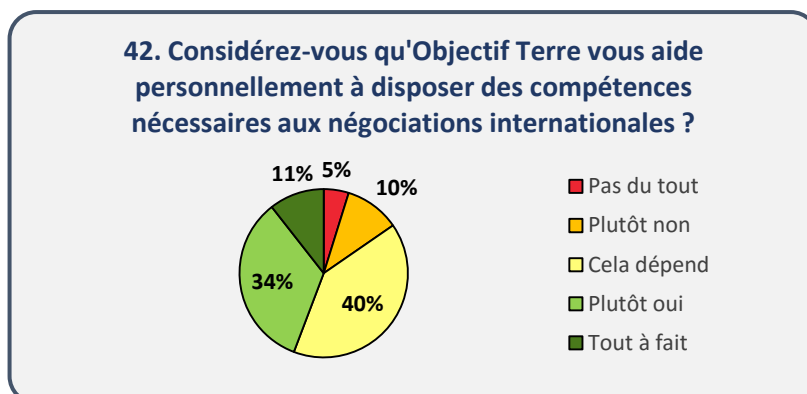
En termes d'utilité, ce média apporte une réponse plutôt adéquate aux besoins de son lectorat sans que ce constat ne soit unanime pour autant. En effet, 59% des lecteurs interrogés estiment qu'Objectif Terre répond à leurs besoins et 56% que la revue les aide à disposer de connaissances plus approfondies sur le développement durable. Ces résultats plutôt positifs ont d'ailleurs été confortés lors des entretiens par les personnes lectrices d'Objectif Terre.



Quelques acteurs ont précisé identifier une plus-value de la revue pour les étudiants en particulier. En effet, celle-ci est de leur point de vue utile pour « porter » l'information dans les universités, et de ce fait pour alimenter les étudiants dans leurs recherches.

Parallèlement, le dispositif de production de la revue a été particulièrement apprécié en ce qu'il permet de soutenir financièrement les étudiants impliqués dans la rédaction des articles. La plus-value est en effet indéniable pour ces étudiants, qui ne disposent pas nécessairement des ressources pour faire des études sur le sujet du développement durable. Cet apport reste néanmoins marginal, ne concernant qu'une vingtaine d'étudiants.

Enfin, l'intérêt de la revue pour les négociateurs apparaît pour sa part plus limité, puisque moins de la moitié des négociateurs lisant Objectif Terre ont indiqué dans le questionnaire en ligne disposer effectivement de compétences renforcées grâce à cette revue. Ces résultats confirment ainsi la faible pertinence du public cible de la revue, identifié précédemment (voir pertinence).



## CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

## 11 Conclusions

### 11.1 Quelle appréciation peut-on porter sur la pertinence des deux outils relativement aux besoins des publics cibles ?

- Des besoins toujours d'actualité en matière d'information sur le développement durable en langue française.
- Des besoins insuffisamment pourvus en particulier sur le partage de bonnes pratiques et les expériences locales en matière de mise en œuvre d'initiatives nouvelles.
- Des outils dont les formats (papier / numérique) restent pertinents malgré leurs défauts respectifs.
- Des outils dont les finalités restent peu précisées, du fait notamment de l'absence de ligne éditoriale claire : une logique d'offre d'informations qui ne s'appuie pas sur un ciblage précis de réponse aux besoins.

### 11.2 Les outils proposés s'articulent-ils correctement avec d'autres outils/programmes menés par l'IFDD ?

- Les outils MDT et OT ne sont pas inscrits dans la stratégie de l'OIF, au-delà du caractère formel de la programmation.
- Les outils MDT et OT s'inscrivent difficilement dans la stratégie de l'IFDD en l'absence d'une stratégie de communication clairement définie et qui soit transversale.
- OT et MDT sont perçus comme les outils d'un service et peu comme des outils à la disposition des différents chargés de programme pour conforter leurs stratégies, en partie par difficulté d'adaptation de l'outil à leurs besoins et en partie par défaut de stratégie d'ensemble sur l'information au développement durable.
- Les agents de l'IFDD connaissent MDT et OT, ont pu tenter de les utiliser sur leurs thématiques mais ont pu être conduits à développer leurs propres plateformes pour répondre à leurs besoins.
- Les autres outils créés par l'IFDD et l'OIF ne sont pas concurrents avec OT et MDT mais génèrent un manque de lisibilité globale sur l'information francophone sur le développement durable.

### 11.3 Les outils proposés s'inscrivent-ils en complémentarité avec d'autres outils francophones disponibles ?

- Des outils intéressants pour leur positionnement multithématique en langue française dont la fiabilité du contenu est assurée par l'IFDD.

- Médiaterre : un outil concurrencé par des plateformes thématiques, par les réseaux sociaux voir les médias classiques sur mobile mais qui conserve des atouts spécifiques.
- *Objectif Terre* : un outil en concurrence avec d'autres productions externes telles que le Bulletin des Négociations de la Terre qui concernent le suivi des grandes conventions.
- MDT n'est pas perçu comme un relais de l'ensemble des sources d'informations pertinentes pour les acteurs du développement durable.

#### **11.4 La gestion opérationnelle et les ressources affectées à ces outils sont-ils adaptés pour assurer leur déploiement et leur évolution dans le temps ?**

- Les ressources humaines et techniques affectées à chacun de ces outils restent limitées reposant côté IFDD sur une personne principalement.
- Les ressources financières affectées à chacun de ces outils sont suffisantes pour assurer un fonctionnement basique mais auraient nécessité d'être plus élevées pour faire évoluer Médiaterre.
- La gouvernance stratégique s'est essouffée et fait donc défaut pour permettre à l'outil d'évoluer en l'absence de vision stratégique partagée.
- Les modalités de travail partenarial sont fonctionnelles entre l'IFDD et le CIRIDD mais la contractualisation avec les animateurs/modérateurs peut poser question.
- Médiaterre repose sur un réseau de modérateurs suffisamment étendu pour assurer une veille couvrant toutes les thématiques et zones géographiques pertinentes mais reste dépendant d'un partenariat historique pas toujours pertinent.

#### **11.5 Les résultats en termes de diffusion et de public touché sont-ils à la hauteur des objectifs qui lui étaient assignés ?**

- Médiaterre est désormais considérée comme une plateforme installée, fonctionnelle, mais disposant d'une notoriété malgré tout encore limitée.
- Le public touché par Médiaterre est significatif pour une cible de professionnels mais non pour une cible élargie (jeunes, étudiants, grand public).
- Objectif Terre reste un bulletin relativement peu connu et recensant un nombre limité d'abonnés.
- Le lectorat de Médiaterre est significatif sans être conséquent.

#### **11.6 Les outils ont-ils une valeur ajoutée pour le public qui les consulte ?**

- Les acteurs francophones du développement durable reconnaissent la fiabilité de l'information délivrée.

- La plus value de Médiaterre réside principalement dans sa capacité à :
  - Sensibiliser aux enjeux du développement durable
  - Faciliter l'accès à une information objective et fiable
- Mais l'outil peine cependant à :
  - Assurer un traitement transversal du développement durable et donc à avoir une lecture systémique des enjeux
  - Soutenir des initiatives
  - Traiter de questions orphelines ou émergentes
- Les décideurs et acteurs du développement sont aujourd'hui en attente d'information pour mettre en œuvre des politiques, programmes et projets concrets (de terrain) de développement durable dans leurs pays et leurs organisations.
- Si les acteurs francophones des pays en développement se sentent mieux armés pour les négociations internationales, c'est plus grâce à un outil comme le guides des négociations que grâce à Objectif Terre.
- Il reste difficile d'affirmer que les acteurs de terrain du développement durable (associations en particulier), notamment africains, sont plus visibles et sont plus à mêmes de mener à bien leurs projets grâce à ces outils.
- Le volume d'utilisateurs et l'utilisation passive des outils, sans logique de réseau, ne permettent pas à une communauté francophone d'émerger sur le sujet du développement durable.

### **11.7 Les outils sont-ils susceptibles de perdurer et de produire les effets escomptés à l'avenir sans l'intervention de l'IFDD ?**

- Les partenaires ne sont pas en mesure d'imaginer de nouvelles modalités de fonctionnement, par manque de cadre stratégique globale et de gouvernance.
- Seule l'inscription dans une vision claire et partagée permettra aux projets de réfléchir à un nouveau modèle économique à l'avenir.
- Si Médiaterre est assis sur des bases stables et reconnu notamment par son partenariat fort avec le CIRIDD permettant d'imaginer un avenir, ce n'est pas le cas pour Objectif Terre.

## 12 Recommandations

[à venir]



## **ANNEXE 1 : LISTE DES ENTRETIENS REALISES**

### ***IFDD et OIF***

- **NDOUTOUM Jean Pierre**, Directeur de l'IFDD
- **DUBOIS Bernard**, Directeur adjoint
- **JAIL Louis-Noël**, Chargé de communication, responsable du service information et documentation - IFDD
- **KIRI Tounao**, Spécialiste de programme - Stratégies Nationales et Cadres Institutionnels du développement durable - IFDD
- **SOUMARE Arona**, Spécialiste de programme - Négociations Internationales Environnement et Développement Durable - IFDD
- **NGO-SAMNICK Lionelle**, Spécialiste de programmes Maîtrise des outils de gestion de l'environnement (MOGED) / Objectif 2030 - IFDD
- **BIRON Nicolas**, Spécialiste de programme - Développement durable - IFDD
- **KONE Mamadou**, Spécialiste de programme
- **FOFANA Aissatou**, Volontaire internationale de la Francophonie, Assistante de communication
- **BADO Issa**, Attaché de programme
- **LAURENDEAU Marilyne**, Assistante de communication
- **LORY Marion**, Chargée de planification, suivi et évaluation - OIF, Direction de la programmation et du développement stratégique
- **Moussa Sinon**, Spécialiste de programme, OIF - Bureau de Moncton, Direction Education et Jeunesse
- **Fatimata Dia**, ancienne Directrice de l'IFDD
- **Habib Benessahraoui**, ancien Directeur de l'IFDD
- **Sibi Bonfils**, ancien directeur adjoint chargé de la programmation à l'IFDD

### ***Entretiens partenaires - entretiens complémentaires***

- Denis Cocconcelli - CIRIDD
- **JAY Vincent**, Responsable de projet - CIRIDD
- **BRODHAG Christian**, Directeur de recherche, Ecole des Mines de Saint-Etienne
- Florent Breuil - Ecole des Mines de Saint Etienne
- **OSSAMA François**, Président du Réseau d'information pour le développement durable en Afrique centrale (RIDDAC)
- Claude Toutant - Office International de l'eau
- Joëlle Palmieri - Chercheure en sciences politiques, experte en genre, conseil en communication
- Doumbé Bille - Université Jean Moulin Lyon 3

- **Véronique Leclerc**, Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
- **Catherine Gauthier**, Directrice générale, Environnement JEUnesse
- **Hugo Lafrance**, Directeur de Gaia Presse
- **Sophie Lavallée**, Université de Laval
- **Lacina Coulibaly**, Professeur, Université de Moncton, école de foresterie
- **Vincent Royer**, Ministère des Relations internationales et de la Francophonie, Direction des organisations internationales et des enjeux globaux
- **Luc Allaire**, Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation (CSFEF)

#### ***Missions de terrain – Burkina Faso***

- SAVADOGO Yacouba, Responsable de projet – juriste – UICN PACO (Union Internationale pour la conservation de la nature - Programme Afrique Centrale et Occidentale)
- GARANE Hamidou - Université de Ouagadougou
- Somanegré Nana - Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
- Robert Madja Loari - Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
- Rasmane Ouedraogo - Secrétariat Permanent du Conseil National pour le Développement Durable (SP/CNDD)
- Do Etienne Traore - Secrétariat Permanent du Conseil National pour le Développement Durable (SP/CNDD)
- Daogo Ouoba - Secrétariat Permanent du Conseil National pour le Développement Durable (SP/CNDD)
- Lazare Dambatia Tagnabou - Secrétariat Permanent du Conseil National pour le Développement Durable (SP/CNDD)
- Lassane Ouedraogo - Commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA)
- Christophe Deguenon - Commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA)
- Sanata Pelagie Konseibo - Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2IE)
- Godefroy Thiombiano – PADSEM (Ministère de l'énergie des mines et des carrières)
- Olivier KIMA - CSFEF
- Cyriaque Pare - LeFaso.net
- Victorine Zongo - Radio Savane

#### ***Missions de terrain – Sénégal***

- Sécou SARR – Enda

- Ousmane GNING - Enda
- Oumou KOULIBALY - Enda
- Ibra SECK CASSIS - Enda
- Ibrahima LY - Université Cheikh Anta Diop Dakar - Faculté des Sciences Juridiques et Politiques
- Cheikh FOFANA - Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
- Madeleine DIOUF SARR - Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
- Fatimata DIA - Ancienne directrice de l'IFDD
- Maguèye TOURE - Ministère de la Culture et de la Communication
- Edmond KAMBY - Ministère de la Culture et de la Communication
- Philippe BARRY - Initiative RSE Senegal et Cabinet CFPMI
- El Hadji DIOP - Terra Technologies
- Daouda GASSAMA - Agence pour l'Economie et la Maîtrise de l'Energie (AEME)
- Thioro NIANG - Centre de suivi écologique



30 rue de Fleurus - 75006 Paris - Tél. : 01 80 05 16 05

[www.planetepublique.fr](http://www.planetepublique.fr)